

Le Courrier du Prince

Bulletin d'information de l'association
Les Amis de Talleyrand
Château de Valençay, 36600 Valençay

Editorial

par Daniel Haumont, président



Cher/e/s Ami/e/s de Talleyrand,
Chères lectrices et chers lecteurs,

Roland Martinet a, pendant 8 ans, été un Président des Amis de Talleyrand dont l'intense activité a grandement contribué au développement de notre Association. Nous nous devons tous de chaleureusement l'en remercier. Il me lègue une association en pleine forme et le challenge est d'autant plus difficile pour le nouveau président que je suis. Mais mon prédécesseur a promis de m'aider et je l'en remercie chaudement par avance.

Comment devient-on président d'une association si active ?

Historien amateur, je me suis intéressé à des personnages qui avaient dans l'opinion française une image plutôt négative (Talleyrand) ou bien pire (Staline, Fouché). Bien avant de connaître l'existence des Amis de Talleyrand, j'ai fait des conférences sur notre personnage essentiellement dans des clubs (la première date du 21 février 2008). Et un jour à la fin d'une dégustation de Haut-Marbuzet j'ai vu le portrait de Talleyrand affiché dans le salon où nous avons apprécié pendant une partie de l'après-midi différents crus de Haut-Marbuzet. Henri Dubosq et moi avions un ami commun présent ce jour-là. A chaque dîner de gala suivant notre Assemblée Générale, Henri Dubosq nous offre son vin ... Coïncidence.

C'est donc grâce au vin que j'ai appris l'existence de notre association des Amis de Talleyrand et que j'y ai adhéré. Ensuite Roland Martinet m'a proposé d'entrer au Conseil d'Administration. Il cherchait un successeur, ce fut moi.

La tâche qui m'attend est lourde, mais grâce à la qualité du Conseil d'Administration elle est considérablement allégée.

L'année 2020 sera l'opportunité d'activités variées : En avril ou mai, à l'initiative de Joachim Von Below, un voyage à Munich est prévu. Ce voyage est en cours de planification avancée. Par ailleurs, de nombreuses conférences sont planifiées dans différentes régions françaises. Notre Assemblée Générale est prévue le 26 septembre à Valençay.

« Que 2020 soit une année de croissance du nombre de nos adhérents et que les anciens membres qui auront peut-être l'occasion de lire ce numéro du « Courrier du Prince » reviennent officiellement parmi nous. Un Colloque n'est pas encore planifié mais pourrait l'être dans un futur proche. Toute proposition de thème sera la bienvenue avec quelques suggestions d'intervenants autour du thème.

En attendant, que 2020 soit une année prospère pour vous et vos familles. »

| | |
|--|----|
| Editorial par Daniel Haumont | I |
| Sommaire | 3 |
| A propos de révolution par Jean-Marie Bader | 4 |
| Extraits des Mémoires de la comtesse Potocka proposés par Anna de Bagneux | 7 |
| Talleyrand, l'anti-Machiavel ? par Philippe Selz | 11 |
| Le général Dumouriez par Daniel Haumont | 17 |
| Erfurt ou la rupture politique entre Napoléon et Talleyrand par Daniel Chartre | 22 |
| Talleyrand, Bonaparte et le 18 brumaire : Le regard de Franz Blei par Claude Beauthéac | 33 |
| Talleyrand, père biologique d'Eugène Delacroix? par Jacques Tcharny | 34 |
| Commentaire sur les Mémoires d'Outre-tombe par Daniel Chartre | 38 |
| La fortune de Talleyrand par Claude Jambart | 41 |
| La gravure des plénipotentiaires de JB Isabey par Philippe Selz | 46 |
| Emmanuel de Las Cazes, Sainte Hélène : quelques anecdotes sur Talleyrand par Claude Beauthéac | 48 |
| Paris en 1814 proposé par Jean-Marie Bader | 49 |
| Talleyrand, Bonaparte et l'expédition d'Egypte par Claude Beauthéac | 54 |
| Le voyage 2019 à Bratislava et Vienne par Roland Martinet | 56 |
| Dans la bibliothèque par Claude Beauthéac | 62 |

A propos de révolution ¹

par Jean-Marie Bader (jeanmarie.bader@gmail.com)

Par devant l'Europe, la France, sachez-le, n'aura jamais qu'un seul nom inexpiable qui est son vrai nom éternel : la Révolution. Jules Michelet ²

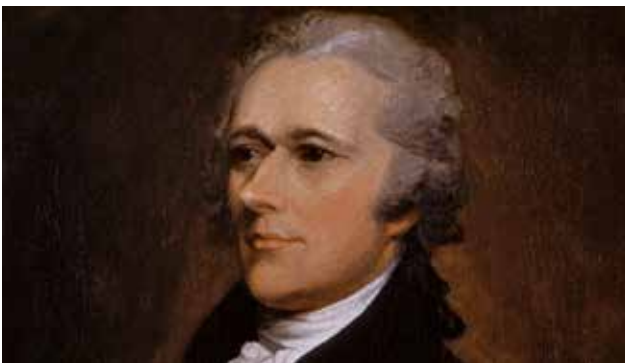
Que cela nous plaise ou nous choque, la Révolution est un bloc. Clemenceau à la Chambre des Députés 1891

Le concept moderne de révolution, selon lequel le cours de l'Histoire recommence et qu'une histoire jamais contée auparavant va se dérouler, était inconnu avant les deux grandes révolutions, américaine et française, qui ont marqué la fin du XVIIIe siècle.

A l'origine, le mot révolution est un terme d'astronomie, répandu depuis Copernic, qui désigne un mouvement régulier de rotation des astres, régi par des lois intemporelles, et qui, non soumis à l'influence humaine, ne se caractérise ni par la nouveauté ni par la violence. Au contraire.

La date du glissement sémantique vers son sens de fin d'un ordre ancien et de naissance d'un monde nouveau est connue, ou du moins, nous pensons la connaître : c'est celle de la nuit du 14 juillet 1789, et de l'échange célèbre entre Louis XVI et La Rochefoucauld-Liancourt : « C'est une révolte ? - Non Sire, c'est une révolution. »³

Pour la première fois, le terme, abandonnant la notion de retour en arrière, insiste exclusivement sur l'inexorabilité, signifiant que ce qui s'était produit là dépassait le pouvoir d'un monarque. On était face à « la grandeur de l'Homme face à la petitesse des grands » de Robespierre ou à « la défense de l'honneur de la race humaine » d'Alexander Hamilton dont on comprend, par le fait, les affinités avec Talleyrand en 1795.



Alexander Hamilton par John Trumbull

Les révolutions française et américaine furent ainsi, initialement, l'œuvre d'hommes fermement convaincus de ne rien faire d'autre que restaurer un ordre ancien, bafoué par la monarchie absolue ou le pouvoir colonial, et qui avaient peut-être un peu perdu de vue que la parfaite transparence des relations humaines va de pair



Maximilien de Robespierre Ecole française du XVIIIe s.

avec la totale inflexibilité, voire la cruauté des règles.⁴ Le décalage entre les deux sens du terme était en réalité impossible à déceler pour les acteurs de ces événements, les actions de ce type ne dévoilant leur sens qu'une fois parvenues à leur terme. C'est aux spectateurs que nous sommes que la Révolution française et son prolongement du premier empire apparaissent comme une nécessité historique, avec le résultat paradoxal qu'en lieu et place de la liberté, c'est la nécessité, justement, qui est devenue l'axe principal de la pensée révolutionnaire, nécessité qui trouva une traduction redoutable dans celle, récurrente, qui caractérise la vie humaine, la pauvreté.

Quand la masse des pauvres fit son apparition sur la scène politique, l'Ancien Régime fut réduit à l'impuissance, et la liberté, objectif d'une république mort-née, disparut face à l'acuité de ce nouveau processus. Lorsque Robespierre déclarait que « Tout ce qui est nécessaire au maintien de la vie doit être bien commun, et le superflu seul peut être reconnu comme pro-

priété privée » il ne prenait pas seulement le contre-pied de la théorie qui allait s'imposer, selon laquelle c'étaient précisément les surplus de temps et de biens qui devaient être partagés. Selon ses propres termes, il soumettait le gouvernement révolutionnaire à « la plus sainte de toutes les lois, le salut du peuple, le plus irréfragable de tous les titres, la nécessité. »

Ce furent ainsi les besoins pressants du peuple qui portèrent à la Terreur et donc menèrent la Révolution à sa perte.

Robespierre exprima ce qui s'était passé dans son dernier discours : « Nous périrons parce que, dans l'histoire de l'humanité, nous n'avons pas su trouver le moment de fonder la liberté. »

L'idée que la misère puisse pousser les hommes à renverser l'oppression est devenue si familière que nous sommes tentés d'oublier qu'avant la Révolution française, elle n'existait pas. Quand James Monroe explique que « l'Europe, depuis plus de douze siècles, a montré le spectacle [...] d'un constant effort de la part du peuple de s'affranchir de l'oppression de ses maîtres », il ne parle pas des pauvres, et quand Thomas Jefferson précise, en parlant de la France de 1787, que : « Sur vingt millions de gens [...] il en est dix-neuf millions plus misérables, plus réprouvés dans toutes les circonstances de la vie humaine que l'individu le plus visiblement misérable des Etats-Unis entiers »⁵, il ne lui vient pas à l'idée qu'un peuple « si accablé de misère » puisse accomplir ce qui avait été accompli en Amérique.

On parle peu de la Révolution américaine dans la mesure où son déroulement ne fut guère théorisé. Même Tocqueville, soucieux principalement d'en étudier les conséquences, reste étonnamment muet à son sujet. Cela tient largement au fait que son aspect proprement révolutionnaire d'instauration de la liberté s'est déroulé « à l'ombre » de la guerre d'indépendance qui en a constitué l'indispensable étape de libération.

Les deux phases, de libération et d'instauration de la liberté méritent d'être clairement distinguées, dans la mesure où la première se révèle souvent pernicieuse. En effet, les troubles qu'elle engendre peuvent condamner l'instauration de la liberté à l'échec.

L'exemple le plus patent en a été fourni par la Révolution d'Octobre, en Russie qui s'est, non seulement révélée incapable de réaliser son but de fonder la liberté, mais a même accouché de l'un des pires totalitarismes du XXe siècle.

L'échec à court terme de la Révolution française est tout aussi évident : pour n'avoir pas donné le jour à un système totalitaire, que d'ailleurs le XIXe siècle n'autorisait pas techniquement, elle n'a pas moins évolué

en dictature militaire, là aussi en raison des troubles qu'elle avait engendrés. De la Terreur à l'instauration de la IIIe République, en passant par Sieyès, cherchant « un sabre » sous le Directoire, pas moins de quarante ans de répliques furent nécessaires à la mise en place d'un régime effectivement démocratique.

L'utopie libérale des pères fondateurs américains a elle aussi été mise à mal : Les Etats-Unis indépendants étaient devenus, en peu d'années, la terre promise de tous les pauvres d'Europe, et les arrivants, par leur masse, imposèrent leur vision de la liberté qui était celle de consommer sans limite. Cette vision des choses reste largement répandue de nos jours.

Parmi les difficultés majeures auxquelles se sont heurtées les têtes pensantes de toutes les révolutions, la première est la question de la constitution, dont le double sens de processus créatif et de texte fondateur ne doit évidemment rien au hasard.

Les solutions trouvées reflètent, sans surprise, la culture des pays où elles se sont déroulées :

En Grande Bretagne, démocratie non républicaine, la Constitution n'existe pas sous forme de document écrit, mais figure de manière implicite dans les institutions et les coutumes. Elle permet de ce fait des initiatives qui peuvent surprendre.

Aux Etats-Unis, le texte est né de la réflexion des pères fondateurs, ramenés à une vision réaliste de la nature humaine par l'échec de la Convention d'Annapolis en 1786. L'utopie fondatrice en est la création ex nihilo du pays de la Liberté où vous accueillait la célèbre statue. L'attachement à cette utopie, malgré les détournements qu'elle a subis, permet de mieux comprendre certaines spécificités américaines, notamment en ce qui concerne le deuxième amendement et le droit de détenir et de porter des armes.

En France, la question de la légitimité du pouvoir



Louis-Marie de La Révellière-Lépeaux par Gérard

constituant avait été posée par Rousseau et fut reprise par Sieyès : ceux qui s'unissent pour « constituer » un gouvernement sont nécessairement inconstitutionnels puisque personne ne les a autorisés à le faire.

L'Ancien Régime avait inventé le droit divin pour résoudre la question de la légitimité, et conscient de ce manque, Robespierre tenta d'introduire le culte de l'Être Suprême. Sous le Directoire, La Revellière-Lépaux, soutenant la théophilanthropie, s'attira les sarcasmes de Talleyrand.⁶

Si la question de l'équilibre des pouvoirs pour garantir la liberté du citoyen dans le régime à créer a beaucoup



Antoine-Pierre-Joseph-Marie Barnave par Joseph Boze

préoccupé les constituants des deux bords de l'Atlantique, les préoccupations sécuritaires n'en étaient pas absentes, comme en témoigne le discours de Barnave du 31 août 1791 : « Il est deux choses dont les peuples [...] ne peuvent se passer. L'une est la tranquillité, l'autre est la liberté. Mais pour le commun des hommes, la tranquillité est plus nécessaire que la liberté.[...] Si vous présentez à la nation la perte de la tranquillité dans l'établissement de la liberté, craignez de voir bientôt cette majorité détruire la liberté.[...] et c'est elle aussi qui provoquera sans cesse le pouvoir exécutif pour la détruire. Comme on voit, leurs réflexions ont gardé une brûlante actualité.

Parmi les acquis rarement évoqués de la Révolution, il est un phénomène qui a pris une importance sans précédent, à savoir l'opinion, dans son rapport au domaine politique en général et dans son rôle dans le gouvernement, rebaptisé gouvernance pour mieux montrer sa prise en compte. Que toute autorité repose en dernière analyse sur l'opinion n'est pas à démontrer : le roi le plus puissant et le tyran le plus dénué de scrupules sont désarmés si personne ne les soutient par l'obéissance.⁷ Cette opinion toutefois, en raison de son caractère volatil, nécessite des filtres pour s'exprimer de manière cohérente et constructive. C'est cette nécessité qui fonde la liberté de la presse et la démocratie représentative. La méconnaissance ouvre la porte aux démagogues et populistes de tous calibres et de toutes couleurs. Le chaos qu'offrent les opinions non représentées, qui, lui aussi, nous renvoie à l'actualité, se cristallise en sentiments de masse antagonistes dans l'attente d'un « homme fort » apte à les modeler en « unanimité », sonnante ainsi le glas de toutes les opinions différentes de la sienne.⁸

1 Cet article s'appuie principalement sur les ouvrages de Hannah Arendt « De la Révolution » Gallimard 1964, Jean Baudrillard « L'échange symbolique et la mort » Gallimard 1976, Alexis de Tocqueville « De la démocratie en Amérique » Garnier-Flammarion 2010 et « Orateurs de la Révolution française – Les Constituants » Pléiade

2 « Le peuple » Paris Flammarion 1972

3 Rappelons qu'une révolte a pour but la libération, alors qu'une révolution vise à instaurer la liberté. Dans les dictionnaires actuels, le sens politique du mot révolution correspond à celui exprimé par La Rochefoucauld-Liancourt au roi.

4 Le mot de révolution est employé, pour la première fois, dans un sens politique proche de l'original, dans l'Angleterre du XVIIe siècle, non quand Cromwell institua ce que nous appellerions aujourd'hui la première dictature révolutionnaire, mais au contraire en 1660, lors de la restauration de la monarchie, puis en 1688, lorsque la Glorieuse Révolution installa Guillaume d'Orange sur le trône.

Il semble étrange, à nos yeux, qu'à l'époque, le mot révolution ait eu le sens de restauration, mais cette évolution (et non révolution) sémantique postérieure est due au fait que c'est pendant les guerres civiles anglaises qu'apparurent des prémisses d'exigences entièrement nouvelles au XVIIIe siècle, comme celle d'une Constitution écrite, « fondement d'un gouvernement juste » qui préfigurent les révolutions française et américaine.

5 La misère n'était pas absente des Etats-Unis, mais concentrée sur 400 000 esclaves noirs, pour environ 1 850 000 blancs.

6 « *Le dernier qui a fondé une religion a commencé par se faire crucifier et ressusciter. Vous devriez en faire autant.* » Orieux, Flammarion 1998 p 254

7 Selon Hannah Arendt et dans le droit fil du *Tractatus* de Spinoza, obéissance et soutien sont une seule et même chose en matière d'action politique.

8 C'est à dessein que j'ai passé sous silence la Révolution Nationale du régime de Vichy, mais ce qui va sans dire va mieux en le disant, selon un célèbre plénipotentiaire français au Congrès de Vienne. Merci à Philippe Selz pour son soutien amical.

Extraits des Mémoires de la comtesse Potocka

Proposés par Anna de Bagneux

(ag.fdb@wanadoo.fr)

Constance Poniatowska et sa cousine Marie Thérèse Poniatowska sont nièces de Stanislas Auguste Poniatowski, dernier roi de Pologne, qui voit, en 1795, le partage de la Pologne entre l'Autriche, la Russie et la Prusse.

Marie Thérèse (1765-1834) épouse le comte Vincent Tysszkiewicz et vit à Paris dans l'entourage de Talleyrand. Elle est enterrée à Valençay dans le caveau Talleyrand.

Constance épouse en 1775 Louis, comte Tysszkiewicz. De ce mariage naît Anna (1776-1867). Mariée en 1802 au comte Alexandre Potocki avec lequel elle aura trois enfants, Anna écrit ses mémoires émaillés de rencontres avec des personnages qui paraissent familier aux Amis de Talleyrand.

En novembre 1806, les Prussiens quittent en hâte Varsovie « sous les fiuées des gamins » et le régiment de Hussards du prince Murat est accueilli avec enthousiasme. Le soir, un jeune officier de Hussards entre dans la salle à manger des Potocki

- C'est Charles ! s'écrie le comte Potocki en l'embrassant et il présente Charles de Flahaut à Anna.

Je baissai la tête, décidée à n'être point vue et à ne point regarder, mais un son de voix comme je n'en avais jamais entendu vint ébranler cette résolution, et je levai les yeux pour voir quelle figure pouvait avoir un homme qui parlait si harmonieusement. C'est, je crois, la seule personne qu'il me soit arrivé d'écouter avant de la regarder.

Charles avait vingt et un ou vingt-deux ans. Sans être régulièrement beau, il avait une figure charmante. Son regard était voilé d'une mélancolie qui semblait trahir une peine secrète. Ses manières étaient élégantes, sans fatuité, sa conversation spirituelle, ses opinions indépendantes; jamais personne n'a mieux réalisé l'idée qu'on se fait d'un héros de roman et d'un preux chevalier. Aussi sa mère, Madame de Souza s'en est-elle servie comme d'un type qu'elle a reproduit, sous différents noms, dans ses délicieux romans.

Charles tombe sous le charme d'Anna. Il ne cherche pas à séduire l'épouse d'un ami mais l'entoure d'attentions. Lorsqu'un soir elle s'inquiète de ne pouvoir rejoindre, à cause du verglas, son petit garçon malade, elle reçoit à l'aube un bulletin détaillé sur la santé de l'enfant que Charles a veillé toute la nuit. Anna tente de se persuader qu'elle éprouve pour Charles « une vieille et sainte amitié qui avait le charme d'un nouvel amour.»



Anna-Potocka par Lesueur d'après Wincenty Lesserowicz

Fidèle à mes devoirs - je me contentais de nier le danger.

En hiver 1807, pendant que ses troupes bivouaquent à Varsovie, Napoléon reçoit la noblesse polonaise.

Nous attendîmes assez longtemps, et, s'il faut l'avouer, notre curiosité n'était pas exempte d'une certaine crainte. Tout à coup le silence fut troublé par une subite rumeur, les battants de la porte s'ouvrirent avec fracas, et M. de Talleyrand s'avança, prononçant à haute et intelligible voix cette parole magique qui faisait trembler le monde: « l'Empereur ! » Aussitôt Napoléon apparut et s'arrêta un instant comme pour se laisser regarder. Mais ce que l'on comprendra difficilement, c'est combien l'impression qu'on ressentait en l'apercevant pour la première fois était profonde et inattendue. Quant à moi, j'éprouvai une sorte de stupeur, une surprise muette, semblable à celle dont on est saisi à la vue de toute espèce de prodige. Il me semblait qu'il avait une auréole. Ma belle-mère se trouvait auprès de la porte par laquelle l'Empereur était entré ; il s'adressa d'abord à elle, et lui parla de son mari d'une manière très flatteuse. - Mon tour vint ensuite. Je ne saurais retrouver ce qu'il me dit, tant j'étais troublée. Ce fut probablement une de

ces phrases banales qui vont à toutes les jeunes femmes. Je répondis sans doute assez gauchement, car il me regarda avec une sorte de surprise, ce qui me déconcerta encore davantage et me fit tout oublier, excepté le sourire gracieux et doux dont il accompagna le peu de mots qu'il m'adressa. Ce sourire, qui lui était habituel lorsqu'il parlait à une femme, ôta à sa figure tout ce que son regard aurait pu lui donner de sévère (1).

Je reviens au bal de M de Talleyrand. Ce fut un des plus curieux auxquels il me fut donné d'assister. L'Empereur y dansa une contredanse qui servit de prétexte à sa liaison avec Madame Walewska.

- Comment trouvez-vous que je danse? me dit-il en riant: je pense que vous vous êtes moquée de moi.

- En vérité, Sire, lui répondis-je, pour un grand homme vous dansez parfaitement.

Peu avant, Napoléon était venu s'asseoir entre cette future favorite et moi ; après avoir causé quelques minutes, il me demanda qui était son autre voisine. Dès que je l'eus nommée, il se tourna de son côté de l'air du monde le mieux informé.

Nous sûmes depuis que M. de Talleyrand avait étendu ses attentions jusqu'au point de ménager cette première entrevue et d'aplanir les difficultés préliminaires. Napoléon ayant manifesté le désir de compter une Polonaise au nombre de ses conquêtes, elle fut choisie telle qu'il la fallait, - délicate de figure et nulle d'esprit. On prétendit avoir remarqué qu'après la contredanse, l'Empereur lui avait serré la main, ce qui, disait-on, équivalait à un rendez-vous.



Maria comtesse Walewska d'après Gérard

L'Empereur avait à sa suite un orchestre complet, dirigé par le fameux compositeur Paër. C'était toujours de la musique italienne. Napoléon semblait l'aimer avec passion! Il écoutait attentivement, applaudissait en connaisseur, et l'harmonie paraissait avoir une grande puissance sur ses facultés morales.

Après le jeu venait le souper. Napoléon ne se mettait jamais à table, mais il circulait afin de causer avec les dames, se divertissant à faire mille questions qui parfois devenaient embarrassantes, vu l'extrême précision qu'il exigeait dans les réponses. Il voulait savoir ce qu'on faisait, ce qu'on lisait, à quoi on pensait le plus, ce qu'on aimait le mieux.

Un jour, ou plutôt un soir que, appuyé sur le dos de ma chaise, il s'amusa à m'examiner de la sorte sur mes lectures, il me parla romans et me dit que de tous ceux qui lui étaient tombés sous la main, celui qui l'avait intéressé le plus vivement était « Le Comte de Comminges » (2). Il l'avait lu deux fois et en avait toujours été touché aux larmes.

Quand, en 1810, Anna émet le souhait d'aller à Paris assister aux fêtes du mariage de Napoléon et de l'archiduchesse Marie Louise, son mari la confie à un vieil ami de Talleyrand, le comte de Narbonne. Alors Ambassadeur extraordinaire de Napoléon à Vienne, il se rendait lui aussi à Paris. Il fut convenu qu'il conduirait Anna chez sa tante Marie Thérèse Tyszkiewicz.

Vieillard infiniment aimable... Monsieur de Narbonne possédait au plus haut degré l'art de raconter. Bon, doux et complaisant, gouverné par son valet de chambre qui le ruinait, il n'était jamais soucieux et toujours d'agréable humeur.

Le voyage se déroule agréablement jusqu'à Zurich où, grâce à son compagnon de voyage, Anna trouve, non seulement un appartement élégant, mais un bain tout prêt.

A peine étais-je dans l'eau qu'une petite porte masquée d'une glace s'ouvrit doucement, et à ma grande frayeur un homme se glissa dans la chambre et vint mettre un genou en terre auprès de ma baignoire. Je jetai un cri affreux; ma femme de chambre venait de sortir pour préparer ma toilette, mais heureusement elle m'avait laissé une sonnette que j'agitai convulsivement. Avant qu'elle m'eût entendue, j'eus le temps de contempler l'objet de ma soudaine frayeur. C'était ce pauvre M. de Narbonne lui-même! Intimidé par l'effet qu'il produisait, il restait immobile dans son humble posture. Je crus un moment qu'il était devenu fou et

le regardai avec un mélange de pitié et de terreur, et le pauvre héros de cette ridicule aventure, se relevant non sans peine, s'esquiva tout confus.



Louis-Marie-Jacques-Amalric, comte de Narbonne-Lara (1755-1813) par Herminie Défiérain

Anna continue le voyage seule jusqu'à Paris où sa tante Tyszkiewicz lui a retenu un appartement dans un bel hôtel meublé de la place Louis XV.

Ma tante n'aimait pas l'Empereur, mais elle le craignait, et c'est tout bas qu'elle manifestait son étonnement d'une manière fort peu respectueuse :

« Conçoit-on le bonheur de cet homme ? Il est donc prouvé que rien ne lui résistera ? disait-elle. Après avoir bouleversé le monde, vaincu l'Autriche, fait sauter les remparts de la capitale, le monarque malheureux qu'il a réduit à ce degré d'humiliation lui donne sa fille, en implorant la paix !

Ma tante, qui, secrètement, tenait au faubourg Saint-Germain, où M. de Talleyrand l'avait introduite, prétendait savoir tout ce qui se passait aux Tuileries, au moyen des rapports que celui-ci y entretenait.

Ma tante m'avait présentée à ses amis; presque tous habitaient le faubourg Saint-Germain; c'est dire qu'ils étaient de l'opposition. On y dénigrait tout, on y soupçonnait beaucoup, et on ne s'y amusait guère; - je ne m'y plus que médiocrement. La seule maison agréable où elle me mena fut celle de la vicomtesse de Laval. Cette femme spirituelle avait pris les choses du bon côté; elle se faisait gloire, pour ainsi dire, d'être pauvre, ne par-

lait jamais de ce qu'elle avait perdu, et n'avait pas l'air de trouver mauvais que d'autres se fussent enrichis; - il fallait bien que leur fortune les consolât de n'être pas des Montmorency, voilà tout!

Une société choisie, dont la jeunesse de tous les partis n'était pas exclue et où elle briguaient même d'être admise, se réunissait souvent dans le petit salon de la vicomtesse; y aller était un brevet d'amabilité et de bon goût. La maison, je veux dire les gens, — se composait d'un valet de pied et d'une négresse qui tenait le milieu entre l'esclave et la confidente; elle venait faire le thé. A ces réceptions fort modestes j'ai vu tout ce que Paris réunissait de gens distingués. M de Talleyrand et la duchesse de Courlande étaient au nombre des habitués les plus assidus. Madame de Talleyrand n'y venait jamais : elle se rendait justice. C'est là seulement que j'ai entendu causer avec abandon; - la politique et l'esprit de parti étaient bannis.

La duchesse était veuve du dernier des ducs et avait été dépossédée à la mort de son mari. La Russie lui laissa le titre et l'immense fortune que le duc avait assurés à sa femme par contrat de mariage. Elle était venue à Varsovie, je ne sais trop à quel propos, et avait été reçue splendidement par Stanislas-Auguste, alors roi. La duchesse me prit en affection en souvenir du prince qui l'avait si galamment accueillie; je l'accompagnais souvent à la cour et aux fêtes officielles. Ce qui me ravissait, c'est que son équipage entraînait sans faire queue. A l'époque dont je parle, la duchesse était sur le retour, mais elle gardait des restes de beauté qui lui assuraient de tardifs succès. Sa fortune princière lui permettait de tenir grand état de maison : tout le monde briguaient la faveur de lui être présenté. M. de Talleyrand, qui n'était pas insensible aux charmes de cette femme, l'avait mise au premier rang des intimes de Madame de Laval, et, dans ce salon, il était convenu d'admirer tout ce que la duchesse faisait; - on admirait surtout ses élégantes toilettes et ses diamants. Je l'ai vue plus d'une fois arriver à minuit, elle venait montrer sa robe de bal ou un bijou nouveau, ainsi qu'aurait pu le faire une femme de vingt ans. Son vieil adorateur l'attendait toujours et la contemplait avec une admiration propre à faire mourir de jalousie tout son sérail, dont ma tante Tyszkiewicz faisait partie.

L'Empereur me reçut avec une bonté toute particulière, qui diminua beaucoup l'embarras du cérémonial. Il voulut bien me demander des nouvelles de toutes les personnes de ma famille, et me parla principalement de mon oncle, le prince Poniatowski.

Malgré l'attention que je prêtais à chacune de ses paroles, je ne pus m'empêcher de jeter un coup d'oeil d'admiration sur la magnifique Sibylle du Guerchin

suspendue au-dessus du bureau. Venue du Capitole, elle devait, hélas, y retourner.

Napoléon, auquel rien n'échappait, s'aperçut aussitôt de la distraction fugitive que j'avais eue et me dit en souriant que, si j'aimais les arts, il fallait faire la connaissance de M Denon et aller avec lui au Musée.

En sortant du cabinet de l'Empereur, nous passâmes dans le salon d'attente de l'Impératrice, où déjà quantité de gens se trouvaient réunis. Elle sortit de ses appartements, suivie d'une cour nombreuse et brillante. Le goût avec lequel elle était mise l'avait un peu « désenlaidie », mais l'expression de la figure restait la même. Pas un sourire bienveillant, pas un regard curieux qui vinsent animer ce visage de bois. Elle fit le tour du cercle, allant de l'une à l'autre comme ces poupées à mécanique qui roulent lorsqu'on les a montées, montrant leur fine taille bien raide, leurs gros yeux de porcelaine d'un bleu pâle et toujours fixes.

Les soeurs de Napoléon ne se ressemblaient nullement. La plus jeune des trois, Caroline, reine de Naples, n'était pas, à beaucoup près, aussi classiquement belle que sa soeur, mais elle avait une figure infiniment plus mobile, un teint de blonde éblouissant, une taille, des bras, des mains irréprochables et, sans être grande, un port de reine. On eût dit qu'elle était venue au monde toute préparée au rôle que le sort lui réservait. Quant à son intelligence, il suffit de citer le mot de M. de Talleyrand, qui prétendait que cette tête de jolie femme reposait sur les épaules d'un homme d'Etat.

Ma tante en profita pour me mener chez M. de Talleyrand dont, depuis environ un quart de siècle, elle était l'esclave. Retenu à la cour par les devoirs de sa charge, M de Talleyrand ne put rentrer à temps pour nous recevoir et se fit excuser; la chose était fort simple, personne ne songea à s'en formaliser. Ce qui nous sembla plus étrange, c'est qu'en entrant dans le salon, nous n'y trouvâmes pour nous recevoir qu'une dame d'honneur de la princesse. On nous annonça que, séduite par un rayon de soleil, Son Altesse venait de sortir pour faire un tour au Bois. Les invités arrivèrent successivement; ainsi que nous l'avait fait présumer la personne chargée de faire les honneurs en l'absence de la maîtresse du logis. Nous attendîmes plus d'une heure.

Des excuses n'eussent pas été déplacées, mais, craignant de déchoir en se montrant polie, la princesse fit son entrée avec un majestueux aplomb, nous parla du beau temps, de l'air embaumé, paraissant trouver tout naturel que nous l'eussions attendue.

(1) « Son regard avait quelque chose d'étonnant; c'était un regard fixe et profond, nullement l'air Inspiré et poétique. Ce regard prenait une douceur infinie, quand il parlait à une femme... » STENDHAL, Vie de Napoléon, p. 276-277

(2) Il s'agit sans doute du roman de madame de Tencin.

M de Talleyrand me fit les honneurs de ses trésors; il était très naturel que les plus belles et les plus rares éditions se trouvassent réunies chez un connaisseur riche à millions; toutefois, rien n'était comparable à la façon dont il montrait ses livres; il ne disait jamais ce qu'on pouvait savoir ni ce que d'autres avaient déjà dit ou écrit: il parlait fort peu de lui-même, beaucoup des gens éminents avec lesquels il avait eu des rapports. En un mot, il était aussi instruit qu'un grand seigneur qui accordait beaucoup de temps à ses plaisirs pouvait l'être. Pour compléter ce portrait flatteur qui n'est cependant pas flatté, je dirai que M de Talleyrand possédait l'art merveilleux de faire oublier momentanément son passé lorsqu'il parlait du présent.

Anna s'était armée contre les avances de Flahaut mais celui-ci ne l'entoure que d'affectueuses attentions et semble si triste que finalement c'est Anna qui lui laisse entrevoir ses sentiments. Flahaut semble encore plus sombre et lui avoue l'aimer mais être engagé envers une autre personne « dont elle devra à jamais ignorer le nom » et ne veut tromper ni l'une ni l'autre. (Nous savons maintenant qu'il s'agit de la reine Hortense).

Le coup de marteau frappé à la porte de ma maison lorsqu'il la quitta pour la dernière fois, résonna longtemps à mon oreille! [...] Je l'entendais dans mes rêves, il m'éveillait en sursaut! [...] Le temps seul calma cette douloureuse sensation ;

Anna retourne en Pologne. L'épilogue de ses mémoires, terminés vers 1820, est plein de philosophie :

Quel nombre infini d'individus ont disparu, les uns fauchés avant l'âge, les autres après avoir fourni une longue et pénible carrière ! Combien d'actions, combien de noms qui paraissaient mériter l'immortalité, refoulés dans le gouffre où tout s'engloutit, tandis que des gens moins méritants surgissent parce qu'ils se trouvent mêlés à des événements remarquables!

Et l'on a été témoin de ces drames, on a couru tous ensemble vers le même abîme; - éclats de joie, cris de détresse, tout s'est confondu!

Arrivés près du but, en sommes-nous plus sages, sommes-nous armés contre les malheurs et soumis aux décrets du sort? Hélas! l'homme ne cesse de souffrir et d'espérer que lorsqu'il cesse de vivre. L'âge modifie et change la nature de nos impressions sans cependant les anéantir.

Talleyrand, l'anti-Machiavel ?

par Philippe Selz (*selz8375@gmail.com*)

Machiavel (1469-1527), Talleyrand (1754-1838), trois siècles les séparent.

Les deux ont, à peu près, la même réputation, solidement établie :

- Machiavel, au Petit Larousse, a le privilège de figurer aux deux parties du dictionnaire ! : « Personne faisant preuve de machiavélisme » (on n'est pas avancé).

« Machiavélisme : 1. Doctrine de Machiavel (on n'est guère plus avancé). 2. Politique faisant abstraction de la morale. 3. Caractère d'une conduite tortueuse et sans scrupules »

« Machiavélique » : Digne de Machiavel ; rusé, perfide, tortueux. »

Mais sa biographie est plutôt flatteuse : « Machiavel ne se préoccupe pas de concevoir le meilleur régime possible... il part des réalités contemporaines pour définir un ordre nouveau (moral, libre et laïque) où la raison d'État a pour objectif ultime l'amélioration de l'homme et de la société »

- Talleyrand : Mirabeau -après l'avoir d'abord encensé- dira : « Il n'est pas possible que Dieu fasse, par génération, deux scélérats pareils » Mais il s'en sort bien dans le Petit

Larousse, n'étant l'objet que d'une biographie factuelle, sans jugement de valeur et sans être un nom commun ! Dans le Dictionnaire des idées reçues de Flaubert, le Florentin bénéficie de deux entrées :

- « Machiavel : ne pas l'avoir lu, mais le regarder comme un scélérat. » (Flaubert aurait-il copié Mirabeau ?)
- « Machiavélisme : mot qu'on ne doit prononcer qu'en frémissant. »
- « Talleyrand : prince de, s'indigner contre »

Une curiosité : les biographes de Talleyrand mentionnent rarement Machiavel : rien dans le Talleyrand de Jean Orioux ; rien dans Talleyrand et le Directoire, ni dans Talleyrand et le Consulat de Michel Poniatowski ; rien dans Talleyrand et Napoléon d'Émile Dard.

Dans Talleyrand le prince immobile d'Emmanuel de Waresquiel : deux brèves mentions : l'une étant un extrait de la fameuse page de Victor Hugo, (méchante, et inexacte au sujet de la « cervelle » de Talleyrand jetée, après sa mort, dans un caniveau de la rue Saint Florentin) : « il était noble comme Machiavel, prêtre comme Gondi, défroqué comme Fouché, spirituel comme Voltaire et boiteux comme le diable » L'autre mention, de Waresquiel, est relative aux lectures de Talleyrand : « Il lit tout : Machiavel, ... Voltaire, les brochures politiques,

les ouvrages d'économie, les récits de voyage, mais il apprécie avant tout les mémoires et les moralistes »

Les Mémoires et correspondances du prince de Talleyrand, de Waresquiel, offrent davantage. On y voit Talleyrand s'interroger sur la forme de gouvernement que devrait adopter la France après la chute de Napoléon. Il précise qu'une monarchie héréditaire serait préférable et que ce régime -je cite- « ...ne peut périr que par la mort de tous les descendants qui auraient pu être appelés à régner » Et Talleyrand continue :

« Voilà pourquoi Machiavel

dit dans son livre du Prince : « Que l'usurpateur ne saurait affermir solidement sa puissance, qu'il n'ait ôté la vie à tous les membres de la famille qui régnait légitimement » Voilà pourquoi aussi la Révolution voulait le sang de tous les Bourbons »

Au chapitre III du Prince, Machiavel écrit en effet : « Pour posséder en toute sécurité les Etats et provinces incorporés par conquête à une Seigneurie... il suffit d'avoir éteint la lignée du prince qui leur commandait » Talleyrand a, au moins une fois, écrit le terme « machiavélique », comme suit : « On me croit immoral et machiavélique, je ne suis qu'impassible et dédaigneux. Je n'ai jamais donné un conseil pervers à un gouvernement ou à un prince mais je ne m'écroule pas avec eux. Après un naufrage, il faut un pilote pour recueillir



Laurent II de Médicis. Machiavel lui dédia «Le Prince»

les naufragés. J'ai du sang-froid et je les mène à un port quelconque ; peu importe le port pourvu qu'il abrite » C'est un assez bon portrait de Talleyrand, même si quelques exemples inverses peuvent venir à l'esprit, sur les « conseils pervers » pas seulement à propos de l'assassinat du duc d'Enghien..

1) Si on compare les écrits des deux hommes, on constate à la fois des divergences et des convergences, qui vous apparaîtront peut-être inattendues.

- Dans Le Prince et les Discours sur la première décade de Tite Live, Machiavel -pour l'essentiel- décrit les diverses formes d'Etats à son époque : monarchies, principautés, républiques, avec les multiples moyens de conquérir le pouvoir, de le conserver, de le perdre ; il décortique « à la loupe » ces moyens, en s'appuyant constamment sur des centaines d'exemples qu'il tire de l'Antiquité, surtout romaine ; la république romaine étant, pour lui, un modèle combinant pouvoir, liberté et durée.

Il a un objectif avoué, figurant en particulier dans le dernier chapitre du Prince : obtenir que les cités-Etats italiennes, politiquement indépendantes les unes des autres et trop souvent rivales, s'unissent, afin de chasser d'Italie les envahisseurs continuels, Français, Espagnols, Allemands du Saint-Empire et Suisses mercenaires, qui tous pillent l'Italie -qui n'est alors qu'une entité géographique- avec la complicité d'une papauté plutôt soucieuse d'acquiescer des avantages territoriaux.

- Dans un environnement étatique post-traités de Westphalie (1648) un peu différent -et l'Italie étant toujours morcelée- Talleyrand ne s'occupe pas de savoir comment prendre, garder, perdre le pouvoir. Son regard, ses analyses, se portent sur : que faire, dans une situation politique donnée, pour éviter une crise, un conflit, une guerre, ou retrouver la paix ; pas seulement après les quelque vingt ans de guerres révolutionnaires et napoléoniennes. Globalement, il n'est pas favorable aux conquêtes françaises au-delà des Pyrénées, des Alpes et du Rhin, qu'il estime être les limites naturelles de la France. Il n'est pas partisan de la « diplomatie de l'épée » A l'inverse de Machiavel, il ne voit pas de « conflits bénéfiques » « Il ne faut pas couper le nœud gordien qu'on peut dénouer » dit-il. (N'est-ce pas très talleyrandien cela ?).

2) Sur la nature humaine, en revanche, Machiavel et Talleyrand font à peu près la même analyse :

Machiavel : « Les hommes sont méchants » (Le Prince XVII et XVIII) ; ils doivent ou se caresser ou occire » (Le Prince III); « Quiconque veut fonder un Etat et lui donner des lois doit supposer d'avance les hommes méchants, et toujours prêts à montrer leur méchanceté toutes les fois qu'ils en trouveront l'occasion » (Discours

sur la Première Décade de Tite Live, livre premier, III) « Les hommes nuisent aux autres par peur ou par haine » (Le Prince VII).

Et il a un excellent argument pour maintenir la paix civile dans un Etat, c'est la religion : « Il est du devoir des princes et des chefs d'une république de maintenir sur ses fondements la religion qu'on y professe ; car, alors rien de plus facile que de conserver son peuple religieux, et par conséquent bon et uni. Aussi tout ce qui tend à favoriser la religion doit-il être bienvenu, quand bien même on en reconnaîtrait la fausseté » (Discours sur la 1ère Décade de Tite Live, livre premier, XII).

Notez que cela est écrit en 1512, soit 5 ans avant qu'un certain Martin Luther ne placarde ses 95 thèses sur les



portes de l'église de la Toussaint à Wittemberg, le 31 octobre 1517. Comme on voit, la sage prescription du Florentin : (« tout ce qui tend à favoriser la religion doit être bienvenu, quand bien même on en reconnaîtrait la fausseté ») n'a guère eu de succès à l'époque.

- Dans la même veine, Talleyrand : « C'est une réflexion que je fais avec peine, mais tout indique que dans l'homme la puissance de la haine est un sentiment plus fort que celui de l'humanité en général, et même que celui de l'intérêt personnel » « L'histoire des hommes nous donne ce triste résultat ; c'est que l'esprit de destruction accourt dans tous les lieux où les communications deviennent plus faciles »

3) Mais de ces constats sur l'humanité, Machiavel et

Talleyrand tirent des conclusions divergentes :

- Machiavel : « Le prince ne doit avoir d'autre pensée que « le fait de la guerre et l'organisation de la discipline militaire » (Le Prince XIV). « Et qui devient Seigneur d'une cité accoutumée à vivre libre et ne la détruit point, qu'il s'attende à être détruit par elle » (Le Prince V).

- A l'inverse, Talleyrand : « On a appris, et un peu tard sans doute, que pour les Etats comme pour les individus, la richesse réelle consiste non à acquérir ou à envahir les domaines d'autrui, mais bien à faire valoir les siens » et il condamne ensuite « les usurpations de la force et de l'adresse, qui ne sont que des jeux cruels de la déraison politique » (1792, réfugié en Angleterre).

Et, en 1799, « Le système qui tend à porter la liberté à force ouverte chez les nations voisines, est le plus propre à la faire haïr et à empêcher son triomphe »

Exemple : (Talleyrand à Napoléon, le 5 décembre 1805 lendemain d'Austerlitz) : « Votre Majesté peut maintenant briser la monarchie autrichienne ou la relever. Une fois brisée, il ne serait pas au pouvoir de Votre Majesté d'en rassembler les débris épars et d'en recomposer une seule masse. Or l'existence de cette masse est nécessaire. Elle est indispensable au salut futur des nations civilisées »

- Talleyrand : « Un Etat n'est grand que s'il est capable de ne pas humilier son adversaire dans une négociation »
Face à Machiavel donnant maint exemples de traités rompus par des princes vainqueurs, Talleyrand écrit : « Qu'est-ce qu'un traité de paix ? C'est celui qui, en réglant l'universalité des objets en contestation, fait succéder non seulement l'état de paix à celui de guerre, mais l'amitié à la haine » (1798).

Et en 1830, à Londres : « Les lenteurs actuelles s'expliquent par l'esprit de conciliation dont l'expérience me prouve chaque jour de plus en plus les avantages »

- Il ajoute : « En général et c'était-là ma plus grande difficulté, à Paris on ne jugeait les affaires qu'à un point de vue exclusivement français, sans faire aux autres la part qui leur était due »

- Machiavel « De notre temps, nous avons Ferdinand d'Aragon, de petit roi devenu par gloire et renommée le premier roi de la Chrétienté... pour se servir toujours de la religion, il se mit à pratiquer une sainte cruauté, chassant les Marranes de son pays et l'en dépeuplant » (Le Prince XXI).

- Au contraire, Talleyrand : « Après la découverte de l'Amérique, on vit la folie, l'injustice, le brigandage de particuliers altérés d'or... ils voulaient non pas cultiver mais dévaster. L'Espagne rejeta de son sein les Maures ; la France les Protestants ; presque tous les gouvernements les Juifs ; et partout on reconnut, trop tard, l'erreur qui avait dicté ces déplorables conseils. On avait des mécon-

tents, on voulut en faire des ennemis. Ils pouvaient servir leur pays, on les força à lui nuire » (Ces « déplorables conseils » viendraient-ils de Machiavel ?).

- Talleyrand : « Des mesures désastreuses ont porté dans nos colonies la dévastation. (Nos colonies : c'est Haïti bien sûr -la perle des Antilles- dont la révolte des esclaves date de 1791). L'humanité, la justice, la politique même commandent impérieusement que, par des mesures fermes et sages, on s'efforce enfin de réparer ces ruines (1797)



Ce portrait présumé de Machiavel fait partie des collections du château de Valençay. Une attribution à L. de Vinci a été évoquée.

...ainsi point de domination, point de monopole ; toujours la force qui protège, jamais celle qui s'empare ; justice, bienveillance, voilà les vrais calculs pour les Etats comme pour les individus, voilà la source d'une prospérité réciproque »

- Machiavel : « Il y a deux manières de combattre, l'une avec les lois, l'autre avec la force. La première est le propre de l'homme, la seconde, celui des bêtes. Il faut savoir user des deux. Or pour bien user de la bête, il faut savoir choisir entre le renard et le lion : le lion ne se défend pas des pièges, le renard ne se défend pas des loups... C'est pourquoi un prince ne doit pas tenir sa parole lorsque la promesse qu'il a faite tourne à son désavantage... Mais cette nature, il est nécessaire de bien la maquiller, et d'être un grand simulateur et dissimulateur... A celui qui a mieux su faire le renard, ses affaires vont mieux » (Le Prince XVIII).

- Talleyrand, (à propos de la dissimulation) : « On veut

toujours, et l'histoire prouve la vérité de ce mot toujours, autre chose que ce que l'on demande. Signaler cette autre chose, quelle qu'elle soit, est qualifié de calomnie ; et cependant cette autre chose est réelle. La Ligue parlait du maintien de la religion catholique, et ce qu'elle voulait, c'était un détournement, c'était la Maison de Lorraine au lieu de la Maison de Bourbon. La Fronde disait éloigner du pouvoir Mazarin, non pas, comme on le disait pour sauver la dignité de la France, mais pour mettre les ambitions personnelles des princes et des gentilshommes à leur aise, et cela s'appelait comme de raison le bien de l'Etat... si l'on voulait se rappeler de toutes les époques de troubles de l'histoire ancienne, on retrouverait dans sa mémoire que tous les grands troubles ont eu une autre cause que celle qu'on indiquait au peuple » (1836). (Serait-ce une allusion au rusé « renard » ?).

- Talleyrand : « Je dois le rappeler ici, pour détruire un préjugé assez généralement répandu ; - Non, la diplomatie n'est point une science de ruse et de duplicité. Si la bonne foi est nécessaire quelque part, c'est surtout dans les transactions politiques, car c'est elle qui les rend solides et durables. On a voulu confondre la réserve avec la ruse, la bonne foi n'autorise jamais la ruse, mais elle admet la réserve; et la réserve a cela de particulier, c'est qu'elle ajoute à la confiance » (1838).

En diplomatie, il est évident qu'à celui qui sait mieux faire le renard, ses affaires vont moins bien, beaucoup moins bien ! Et Talleyrand précise : « De nos jours, il n'est pas facile de tromper longtemps. Il y a quelqu'un qui a plus d'esprit que Voltaire, plus d'esprit que Bonaparte, plus d'esprit... que chacun des ministres passés, présents et à venir, c'est tout le monde » (1821)

4) Cela étant, il est des situations un peu ambiguës, où Machiavel et Talleyrand apparaissent un peu complices : - Machiavel : « Un sage prince, quand il en aura l'occasion, doit subtilement nourrir quelques inimitiés afin que, les ayant vaincues, il en tire plus grande louange » (Le Prince XX).

Talleyrand, de même : « Il me paraît qu'un arbitrage suppose une querelle et que...entre deux puissances qui peuvent difficilement s'entendre, votre premier soin doit être d'abord d'entretenir la jalousie, l'aigreur, d'exciter même quelque altercation, de l'animer, de rendre enfin votre médiation nécessaire... Il faut brouiller les gens que l'on veut raccommoquer : ceux-ci ont d'excellentes dispositions pour se haïr. Profitez-en pour les amener à ce qui nous convient, cette vieille marche de la politique est encore utile » (1798, à propos des relations Prusse-Autriche. Avait-il Machiavel à l'esprit ?)

5) Cela conduit à évoquer plus précisément les relations

entre Etats, où Machiavel et Talleyrand portent un regard similaire, forcément guidés par l'expérience. C'est la fonction -pour ne pas dire encore, le métier- de diplomate. C'est à dire, la manière de traiter les affaires entre deux ou plusieurs Etats, quelles que soient la qualité, la densité de leurs relations.

On n'y songe pas toujours, mais à côté de ses écrits politiques, poétiques et de deux pièces de théâtre, Machiavel a été pendant quatorze ans chargé de missions diplomatiques, par la Signoria de Florence dont il était Secrétaire, auprès de plusieurs cités italiennes et auprès des cours de France (où il est venu quatre fois). Et aussi auprès de la cour allemande de Maximilien de Habsbourg (qu'il a rencontré deux fois, à Constance puis à Mantoue).

De ses missions, il a rédigé des rapports, sur les bonnes pratiques, les bons usages locaux à observer pour réussir. Il va jusqu'à noter les plus petits détails du cérémonial des cours où il est allé (notamment celles de Bologne et de France auprès de Louis XII), constituant ainsi des « précédents » pouvant servir à d'autres.

Un seul exemple : sa lettre à l'ambassadeur de Florence en partance pour Madrid, afin de présenter les félicitations de la République à un Charles Quint nouvellement élu à la dignité impériale, en 1519. Il lui donne des conseils que n'aurait certainement pas désavoués Talleyrand : « Pour être efficace, vous devrez donner l'exemple d'un homme de bien, libéral et droit, et non pas avare, faux, qui pense une chose et en dit une autre... J'en ai connus qui ont perdu la confiance du prince par leur duplicité, au point de ne plus pouvoir négocier ensuite avec lui... Et vous serez grand honneur les dépêches que vous écrirez à vos mandants, concernant les affaires en cours, les affaires conclues et les affaires à venir » Il ajoute que, si l'on veut obtenir des informations, il faut en donner soi-même ; il suggère donc au destinataire de sa lettre de recueillir, avant de partir, un maximum d'informations sur les choses d'Italie, pour en parler à Madrid, et « obtenir ainsi les informations espagnoles que vous enverrez à Florence. Et triezy bien les informations vraies pour rejeter les fausses ! ... » (Cette manière de travailler, avec le vocabulaire d'aujourd'hui, demeure d'actualité pour un diplomate cinq siècles après !).

6) Au total, l'horizon de Machiavel est largement centré sur le pouvoir des Etats. Il décrit des formes de gouvernements toujours bouleversées par des passions internes et des ambitions externes. L'histoire, selon lui, est une répétition constante, circulaire, d'événements passés, depuis l'Antiquité, par des phases de république, de monarchie, de tyrannie... Prônant une imitation intelligente des précédents offerts par la connaissance de l'Anti-

quité, il estime que tout pouvoir est bon, pourvu qu'il existe. Comme l'observe Jean Giono (dans son Introduction au Machiavel de la Bibliothèque de la Pléiade) « il n'y a aucun désir de jugement, ni de bonheur de l'humanité dans son œuvre » Tout dépend des occasions, des circonstances. Avec l'objectif avoué de convaincre le jeune Laurent de Médicis de rassembler les cités italiennes contre les armées étrangères qui pillent le pays. C'est peut-être le philosophe Maurice Merleau-Ponty qui a donné la définition la plus limpide de la doctrine, la méthode, de Machiavel : « Quand un homme d'Etat augmente sa puissance avec l'air du désintéressement, quand il parle de paix pour couvrir des projets de guerre ou qu'il prend l'offensive au moment de faire des ouvertures de paix, on dit qu'il est machiavélique. Comme si Machiavel avait appris l'art de régner à d'innocents monarques. Il a seulement été des premiers à en parler si franchement. Ceux qui appellent de leur vrai nom les choses cachées et blessantes, on aimerait penser qu'ils les inventent et on les charge du mal que les autres font parce qu'ils ont la simplicité de le dire... Machiavel attend depuis longtemps en purgatoire. Il est temps de l'en retirer et d'y mettre les Médicis et leur pouvoir qui -comme tous les pouvoirs « vient de Dieu » Comment serait-il l'homme du secret, puisqu'il a éventé le secret ? Comment serait-il machiavélique puisqu'il a noir sur blanc expliqué comment vont les Etats ? »

7) L'horizon de Talleyrand est différent, durant sa longue carrière -depuis l'assemblée constituante jusqu'à la fin de son ambassade à Londres en 1834, et même jusqu'à sa mort en 1838.

Il n'analyse pas les manières de prendre, garder, perdre, le pouvoir. Il se prononce peu sur les régimes politiques et il ne les classe pas par catégories, même si, pour sortir de ce qu'il appelle « les multiples abus de la période révolutionnaire » il prône une monarchie constitutionnelle avec liberté de la presse, à l'anglaise.

Talleyrand vise à réconcilier des puissances en effet plus ou moins opposées les unes aux autres. Talleyrand parle latin (Machiavel aussi) et grec (pas Machiavel), mais l'Antiquité, qu'il connaît aussi bien que Machiavel, ne l'occupe pas comme référence permanente.

Talleyrand, c'est de l'avenir qu'il se préoccupe. Il écrit « Ce qui est passé est passé ; la nature n'a pas donné aux hommes d'yeux par derrière, c'est de ce qui est devant qu'il faut s'occuper » Phrase, à mes yeux, centrale pour distinguer Talleyrand de Machiavel.

Et il poursuit : « Dans les affaires du monde, il ne faut pas s'arrêter au moment présent : ce qui est presque toujours est fort peu de chose toutes les fois qu'on ne pense pas que ce qui est produit ce qui sera » Pensez à

l'entrevue d'Erfurt, en 1808, où il se doit d'évoquer, avec le tsar Alexandre, l'idée d'un mariage de Napoléon avec l'une de ses sœurs. Mais comme il n'y est pas favorable, il s'exprime de façon que le tsar comprenne que ce projet apparaisse, disons, inopportun..

En 1795, Talleyrand avait écrit : « Peut-être même l'avenir n'est-il pas si difficile à bien prévoir que l'instant présent n'est difficile à bien connaître »

N'était-ce pas tourné vers l'avenir qu'en 1790 il prévoyait d'uniformiser les poids et mesures entre la France et l'Angleterre, demandant que la Société Royale de Londres et l'Académie des Sciences de Paris établissent cette uniformité « principe d'une entente politique par les sciences » ? (Talleyrand, lointain précurseur du Marché commun européen ?).

- Jules Cambon, figure tutélaire du Quai d'Orsay au début du XXème siècle, écrit, dans une perle de petit ouvrage *Le Diplomate* (1926) : « Talleyrand avait le don de la prévision. C'est un don redoutable : l'homme n'aime pas qu'on l'avertisse et les Cassandre n'ont jamais été populaires. Pour lui il avait les yeux fixés sur le lendemain et c'était le lendemain qui déterminait sa conduite. A Vienne, grâce à ce mélange de souplesse et de dignité qui lui était propre, il fit si bien que la France, entrée en vaincue au Congrès, en face d'une Europe unie contre elle, en sortait avec ses anciennes frontières, ayant disloqué les alliances ennemies... »

Cette attitude, cette « posture » de Talleyrand, transpire à chaque page, par exemple, de sa correspondance de Londres pour arriver à obtenir -de Pays-Bas évidemment réticents- l'indépendance de la Belgique. Ainsi, dès le début de ces négociations, en 1830, il écrit à Louis-Philippe que notre intérêt serait de prévoir un traité de commerce avec le roi des Belges, afin de n'être pas devancé par les Anglais. (Il avait bien vu, aux Etats-Unis, qu'en dépit de la perte de leur colonie, les Anglais avaient su y garder une position commerciale prépondérante).

Autre exemple, en 1831 : « Vous vous étonnez que ce protocole n'ait jeté aucun blâme sur la conduite du cabinet de La Haye. Je répondrai à cette observation que l'on n'a voulu porter aucun regard en arrière, parce que, dans toutes les affaires, il ne faut considérer que le but auquel on veut arriver, et que tout ce qui ne dérange pas de cette route n'est pas important »

- Michel Poniatowski : Talleyrand, « s'il a toujours douté des hommes et des choses, il n'a jamais douté de la France. On voit se dégager en lui les qualités essentielles des vrais hommes d'Etat : la froide et réaliste lucidité qui leur permet de discerner les grands courants de l'histoire, de se plier aux changements inévitables, aux

adaptations nécessaires [...] Parvenir à l'équilibre des forces [...] sera désormais la pensée dominante de son action politique. Et sans doute est-ce là son meilleur titre d'être considéré comme un précurseur et le premier en date des diplomates de la France moderne » («...désormais...» = après son retour d'exil aux Etats-Unis en 1796).

- Pour un diplomate, Machiavel est intéressant à la fois comme analyste « décortiqueur » des régimes politiques, plus que comme précurseur de l'unité italienne. Il n'a d'ailleurs pas réussi, illustrant sa propre formule : « Les prophètes bien armés furent vainqueurs et les désarmés déconfits » (Le Prince VI).

De son vivant, il n'a pas été réellement lu, Le Prince n'ayant été publié que cinq ans après sa mort. Peu souvent proche du pouvoir à Florence, il a même été exilé un moment sur ses terres.

Certes Machiavel est tourné vers l'avenir, par son appel à l'unité italienne. Mais il faudra attendre Cavour, Garibaldi, et quelques autres -dont Napoléon III- pour parvenir.

- A l'inverse, Talleyrand est la plupart du temps au pouvoir ou « à la veille d'y entrer » et estimant « (porter) toujours malheur aux gouvernements qui (le) négligent » Au-delà de sa longue action comme diplomate -pas seulement ministre des affaires étrangères de plusieurs régimes- il est intéressant par ses vues sur la France, l'Europe dont la Russie, et sur les jeunes Etats-Unis. Il voit -par définition bien avant Tocqueville puisque il y réside, exilé, de 1794 à 1796- que ce pays deviendra une puissance.

Et pour un diplomate, Talleyrand est encore une source d'excellents constats et conseils pour le traitement concret des affaires entre Etats, des plus petites aux plus grandes.

8) A la réflexion, Talleyrand et Machiavel se complètent assez bien.

Sans retirer aucun mérite au Florentin, on peut dire que Talleyrand le prolonge, va au-delà de ses « bagarres » étatiques si savamment décrites, pour esquisser les voies et moyens d'arriver à la paix, à la conserver, éviter de la perdre, ou la retrouver.

Pour oser une comparaison risquée, je dirai que Machiavel est plutôt Agamemnon, Achille ; Talleyrand plutôt Ulysse, donc parfois rusé, mais regardant -de façon concrète, opérationnelle- vers l'avenir.

On considère d'ailleurs que Talleyrand a assez bien réussi à faire établir -depuis Vienne- un équilibre des puissances qui a duré une cinquantaine d'années.

9) Enfin, d'un point de vue plus large, existe, entre les deux, une notable différence :

Quoique de petite noblesse, et peu connu de son temps -l'exact inverse de Talleyrand- Machiavel est, depuis longtemps, universellement connu et reconnu, glorifié, ou vilipendé, par beaucoup. Talleyrand, même en France, n'a jamais atteint une telle notoriété.

C'est évidemment son *De Principatibus* (Des Principautés, traduit en *Le Prince*), petit opus d'une centaine de pages en vingt-six chapitres très denses, plus lu que tous ses autres écrits, qui explique sa renommée mondiale. C'est un écrivain célèbre ; pas Talleyrand, qui a pourtant une plume délectable ; mais qui n'a pas résumé en un seul ouvrage ses pensées sur les relations entre Etats : elles sont éparpillées dans le vaste océan de ses écrits publics et privés.

Et il y a, je crois, deux autres raisons, simples, à la renommée de Machiavel :

1/ L'attrait, la fascination qu'exercent partout, toujours, le guerrier, le conquérant, le pouvoir politique. Pensez à Napoléon, contemporain de Talleyrand.

2/ Le fait que si Machiavel est considéré -par les spécialistes- comme décrivant les multiples facettes du pouvoir d'Etat -sans jugement moral appuyé de sa part- les situations qu'il décrit sont souvent faciles à interpréter comme étant approuvées par lui. Il n'est donc pas réellement compliqué -sans forcer le trait- de lui faire dire ce qu'il ne dit pas, en matière de jugement moral ; ce qui est notamment le cas avec sa parabole du lion et du renard. D'où sa réputation de « scélérat », pour reprendre le qualificatif de Flaubert et de Mirabeau.

D'où les débats sur le sens du Prince, souvent qualifié -par une lecture un peu courte- de bréviaire des dicateurs- et sur la portée de la philosophie politique de Machiavel. Mais cela serait l'objet d'un autre exposé.

Le titre de celui-ci -Talleyrand, l'anti-Machiavel ?- n'est donc pas tout faux. Heureusement, il y avait le point d'interrogation !

J'aurais enfin une question à vous poser :

Il existe en France une association « Les Amis de Talleyrand » bien connue des lecteurs du *Courrier du Prince*. Je n'ai pas réussi à découvrir s'il en existe une de Machiavel. Si quelqu'un la connaît, je suis preneur dans la mesure où je n'ai pas trouvé, en France et en Italie, d'association spécifiquement consacrée à Machiavel.

->Vérfications faites, il ne semble pas exister, en France et en Italie, d'association spécifiquement consacrée à Machiavel.

Note : les textes de Machiavel proviennent de l'édition de La Pléiade 1964, traduction de Gohory 1571 « retouchée très légèrement » selon l'éditeur. Les références aux chapitres du Prince et des Discours n'ont pas été mentionnées oralement.

Le général Dumouriez

par Daniel Haumont

(*danhaumont@gmail.com*)

A la fois héros et proscrit, le général Dumouriez est l'un des personnages les plus controversés de l'Histoire de France. Sa « période historique » ne s'étend que sur quelques années (1790-1793), des années denses en termes de quantités d'événements et de retournements de situation. Ce fut une période au cours de laquelle le Pouvoir révolutionnaire pouvait en quelques jours, ou même quelques heures, conduire à la guillotine après un passage plus ou moins formel devant le Tribunal Révolutionnaire conduit par Fouquier-Tinville. La famille Du Périer Du Mouriez est originaire d'Aix-en-Provence et ses traces remontent au 14^{ème} siècle. De petite noblesse provinciale, il ne pouvait atteindre les sommets de la hiérarchie militaire sous la royauté. Néanmoins, le fait d'être reconnu comme noble lui a permis de faire des études. On peut dire de même



Charles-François Dumouriez par Rouillard

Les grandes dates de la Révolution

Comprendre les événements qui se sont déroulés depuis le 14 juillet 1789 nécessite les dates (jour, mois, années), comme repères.

14 juillet 1790 : fête de la Fédération

21 juin 1791 : fuite du Roi ; Varennes

17 juillet 1791 : Pétition et répression par la Garde Nationale

3 septembre 1791 : Proclamation de la 1^{ère} Constitution créant une Monarchie Constitutionnelle, et dissolution 30 sept. de la Constituante « Vive le Roi, vive la Nation ».

La Constituante avait été à l'origine de la formation des Clubs et savait les contenir. L'Assemblée Législative qui suivra (1^{er} octobre 1792) est à leurs ordres. De fait, les Clubs gouvernent.

20 avril 1792 : déclaration de la guerre. Dumouriez ministre des Affaires Etrangères, puis de la Guerre.

10 août 1792 : prise des Tuileries : chute de Louis XVI

17 août 1792 : création du Tribunal Révolutionnaire (jusqu'au 31 mai 1795)

20 septembre 1792 : victoire de Valmy

22 septembre 1792 : proclamation de la République

6 novembre 1792 : victoire de Jemmapes

Janvier 1793 : procès du Roi à la Convention (1 voix de majorité pour la mort ; exécution le 21 janvier)

18 Mars 1793 : défaite de Neerwinden

3 avril 1793 : Dumouriez qualifié de traître. Début de la grande Terreur

2 juin 1793 : arrestation des députés Girondins

13 juillet 1793 : Charlotte Corday tue Marat

Octobre 1793 : procès et exécution des Girondins et de Marie-An-toinette

Mars 1794 : lois de Prairial = exécutions sans jugement

Mars et avril 1794 : Exécutions des Hébertistes, puis des Dantonistes

9 juillet 1794 : chute de Robespierre

26 octobre 1795 : la Convention thermidorienne se dissout

Nouvelle Constitution et Directoire

des familles Bonaparte et La Fayette ; en revanche, la famille Talleyrand était, elle, de haute noblesse ; bien qu'aîné de la fratrie, la carrière des armes lui a été fermée, d'où sa « vocation forcée » vers le clergé.

La gloire a mis bien moins de temps pour atteindre Bonaparte et La Fayette que Dumouriez ; quant à Talleyrand, il a dû attendre la Révolution pour entrer dans l'Histoire. Dumouriez avait 50 ans lorsqu'il a pu bénéficier d'une situation politiquement et militairement de tout premier plan. Il sera même brièvement l'homme le plus puissant de France quand il sera Ministre des Affaires Etrangères, nommé par Louis XVI en mars 1792 quand la guerre contre l'Autriche sera en préparation.

La Guerre de 7 ans (1756-1763).

La carrière du futur général commence lorsqu'il a 18 ans et que son père, occupant un poste d'encadrement dans l'armée, l'amène à participer à la Guerre de 7 ans (1756-1763). Cette guerre, que certains qualifient de 1^{ère} guerre mondiale, a, pour la France, été un échec qui lui a, en particulier, fait perdre ses colonies en Amérique, Inde et Afrique, au profit des Anglais. Ayant participé à plusieurs campagnes en

Europe lors de cette guerre, blessé à plusieurs reprises, évoluant plus tard à un niveau de contact avec de hauts responsables militaires, il a constaté la médiocrité des commandements français et a écrit plusieurs textes à ce sujet.

Missions d'agent à l'étranger

Le capitaine Dumouriez est en contact avec le ministre Choiseul qui lui confiera des missions à caractère « renseignement » en Corse (pas encore française), Espagne et Portugal, Pologne, Suède. Sa connaissance de plusieurs langues (anglais, espagnol, Italien, allemand) facilitera ses relations internationales. Ces missions d'agent secret, qu'il remplira de façon très professionnelle, ne lui permettent pas, cependant, d'obtenir les commandements qu'il espérait. L'une d'elles le conduira même en 1773 à la Bastille pour quelques mois.

Dumouriez avait la plume facile et ses nombreux écrits de qualité n'ont pas toujours eu le succès et l'impact qu'il souhaitait auprès des décisionnaires.

Cherbourg

A sa libération de la forteresse de Caen où il avait été transféré, il est nommé en 1778 à Cherbourg (il a près de 40 ans) pour y commander le port. C'est un notable de Cherbourg. Il s'est marié en 1774 avec sa cousine (échec rapide d'un mariage de convenance, célébré 15 ans après leur première rencontre).

En 1786, il recevra la visite du Roi, accompagné de La Fayette. Louis XVI s'intéresse à la marine, dont la faiblesse est la cause principale de nos déboires lors de la Guerre de 7 ans en face de la Royal Navy anglaise. Il quitte Cherbourg en 1789 pour être Gouverneur du château de Caen.



*Étienne François de Choiseul (1719-1785)
par Louis Michel van Loo*

1789-1791

Dumouriez est favorable à la Révolution, mais n'est pas Délégué aux Etats Généraux. Son château de Caen pris, il se rallie à la Révolution. Un autre destin l'attend à 51 ans. Il se lie à Mirabeau et Lafayette. Il est nommé à différents commandements de maintien de l'ordre : Garde Nationale, Cherbourg, Vendée.

Une première phase de relationnel permet à Dumouriez de se faire reconnaître à Paris par les personnages influents, dont Lafayette, Mirabeau, Barnave. Il envoie au Roi des textes/suggestions l'incitant à accepter la Constitution de bonne grâce. Brève mission décevante de soutien à la révolution belge, finalement avortée, contre les Provinces Unies (Hollande).

La pacification des premiers troubles de la Vendée vaut à Dumouriez une image positive.



Valmy par Horace Vernet

L'Assemblée Législative a succédé à l'Assemblée Constituante, émanation des Etats Généraux de 1789. Elle siégea du 1er octobre 1791 jusqu'au 27 septembre 1792. Elle déclara la guerre à l'Autriche et décréta la création d'une Convention Nationale chargée de prononcer la déchéance du roi. Aucun député de la Constituante ne pouvait être candidat à l'Assemblée Législative. C'est sous ce régime encore de Monarchie Constitutionnelle que Louis XVI perdit le 10 août 1792 son trône, en se réfugiant à l'Assemblée à la suite de l'attaque des Tuileries par les Sections parisiennes. C'est cette assemblée qui proclama le 22 septembre 1792 la République.

Au sein de l'Assemblée Législative il n'y a aucun des leaders passés ou futurs de la Révolution. C'est dans les Clubs que les décisions se préparent : les Jacobins (Brissot, Robespierre : Girondins et Montagnards), les Cordeliers, plus à gauche au début (Hébert, Danton, Camille Desmoulins), les Feuillants plus à droite et attachés à la monarchie constitutionnelle, nés d'une scission du club des Jacobins.

La fuite du Roi, le 21 juin 1791, rebat les cartes sans que le pouvoir royal, à ce stade, soit vraiment réduit, mais la confiance a été touchée. Dumouriez écrit un Mémoire sur les Affaires extérieures qui aboutira à sa nomination de Ministre, le 15 mars 1792. Il le restera seulement 3 mois, mais des mois oh ! combien importants puisque la guerre au Saint-Empire sera déclenchée le 20 avril 1792 sous l'influence des Girondins. Devant l'Assemblée Législative, Louis XVI, avec à sa droite Dumouriez, lit la déclaration de guerre. Le Ministre doit maintenant éviter que se forment des alliances. La principale affaire est d'obtenir la neutralité de l'Angleterre. Dumouriez charge Talleyrand qui accepte avec plaisir, de cette mission à Londres; Elle sera une réussite, mais dont les conséquences seront de courte durée.

Dumouriez est aussi de facto Ministre de la Guerre, et la guerre commence mal. Les Prussiens envahissent l'est de la France et s'avancent jusqu'à l'orée de la Champagne.

Dumouriez décide de se consacrer à l'aspect militaire de la guerre, prenant en charge l'organisation des armées dans un contexte difficile : obéissance relative des troupes, compétences militaires des soldats laissant à désirer et intendance qui ne suit qu'avec retard et parcimonie. Le patriotisme naissant avec le slogan de « Vive la Nation » est l'atout principal.

En laissant Dumouriez abandonner Paris et la politique, Louis XVI ne se

rend pas compte qu'il laisse partir son meilleur atout pour garder son trône. Quelques jours après, le 20 juin 1792, les Cordeliers (Danton), puis les Jacobins vont pousser les Sections de la Commune vers les Tuileries et, le 10 août 1792, le Roi aura perdu tout pouvoir en se réfugiant à l'Assemblée. De sa prison de la Conciergerie, il ne nommera plus de ministres ... en attendant le pire.

Danton devient l'homme le plus influent. Il délivrera, à Talleyrand, le 7 septembre 1792 un passeport avec ordre de mission pour l'Angleterre ... et l'exil.

Valmy (20 septembre 1792)

La bataille de Valmy a lieu 2 jours avant la proclamation de la République, le 22 septembre 1792. Les deux événements, proches, ne sont pas liés. Les Prussiens sont en première ligne, suivis par un régiment d'émigrés et par des Autrichiens, loin derrière. Dumouriez et Kellermann ont décidé de livrer une bataille défensive pour barrer l'accès à la Champagne à l'ennemi. La bataille fut essentiellement une canonnade pendant que des émissaires français négociaient avec Brunswick. Dumouriez tenait la position de Sainte-Menehould, et Kellermann les abords du fameux moulin. Les prussiens n'attaqueront pas, puis battront en retraite en abandonnant le terrain conquis (Longwy, Verdun).

Le duc de Chartres, futur Louis-Philippe, participa avec les honneurs à la bataille du côté français (son père était Philippe Egalité Orléans, député à la Convention, qui finira guillotiné après avoir voté la mort de son cousin).

Roger de Damas, cousin germain de Talleyrand, combattait parmi les émigrés aux côtés des Prussiens. Auparavant, il avait combattu en mercenaire pour la Russie.

La bataille de Jemmapes



Lui, qui était militaire, avait une piètre opinion des capacités militaires des émigrés.

Goethe a assisté à la bataille et a écrit sur celle-ci.

Napoléon dira « la campagne de Dumouriez est belle, très audacieuse ; cet homme avait beaucoup de tête et d'esprit, et s'il avait continué, il aurait eu le plus grand renom. C'était bien autre chose que La Fayette »

Le retentissement de Valmy fut extraordinaire et l'image de Dumouriez à la Convention, au plus haut.

Jemmapes (6 novembre 1792)

La stratégie française post-Valmy était d'occuper la Belgique composée de provinces des Pays-Bas habsbourgeois. Dumouriez, généralissime de toutes les armées du Nord, avait pour but de donner à ce pays son indépendance, pas de le conquérir pour le compte de la République française ; pourtant, tel était le but de la Convention.

La bataille de Jemmapes fut une vraie bataille gagnée contre les autrichiens. Le résultat fut la perte des Pays-Bas par les Habsbourg qui combattaient au nom du Saint-Empire, depuis des siècles sous l'emprise des Habsbourg autrichiens. L'accueil de la Convention aux envoyés de Dumouriez fut exceptionnel. Dumouriez aurait-il dû se présenter lui-même à la Convention ? Et alors ...

Après les batailles, c'est la vision de la Convention qui sera mise en œuvre, au grand désarroi de Dumouriez : Les provinces belges seront annexées à la France au lieu de devenir indépendantes.

Les Conventionnels deviennent de plus en plus critiques vis-à-vis de Dumouriez, qu'ils craignent. Celui-ci est proche des Girondins qui ne vont pas réussir à éviter que la Convention organise le procès du Roi en son sein. La correspondance Dumouriez-Louis XVI est découverte dans la fameuse armoire secrète. Sans être compromettante, elle montre une proximité de vision. Finalement, le général rentre le 1er janvier 1793 à Paris pour se défendre. L'année fatidique commence. Il rencontre beaucoup de gens, convainc la Convention de destituer Pache, ministre de la guerre. Quand il quitte Paris le 26 janvier 1793, il ne sait pas encore que c'est pour toujours.

De retour au sein de son Armée du Nord, il médite le sort de Lafayette qui était presque dans la même situation que lui en 1792. Lafayette, absent le 10 août 1792 lors de la prise des Tuileries qui avait marqué la fin de la royauté, prêt à retourner son armée contre la Convention, avait été destitué le 17 août. Le 19, il quittait son armée avec plusieurs de ses officiers. Il sera fait prisonnier par les Prussiens qui le livreront aux

La Convention, lorsqu'elle a été élue en septembre 1792, comportait 749 députés (environ 160 Girondins, 140 Montagnards, au centre le Marais, c'est-à-dire les opportunistes). Environ 350 députés étaient présents aux séances, beaucoup étant en mission. Le Marais a voté nombre de décrets parfois terribles, soumis aux votes par les Montagnards, par opportunisme, crainte, ou lâcheté.

A la chute de Robespierre (9 juillet 1794), environ 95 députés de la Convention auront perdu la vie, soit 13% de l'Assemblée. D'autres seront guillotins pendant la Convention thermidorienne, jusqu'au 26 octobre 1795, à la suite de tentatives insurrectionnelles montagnardes : une vingtaine.

Autrichiens ; il passera 5 ans à la forteresse d'Olmütz.

La situation de Dumouriez est délicate et il examine différents avenir risqués possibles en février et mars 1793.

Neerwinden (18 mars 1793)

L'action de la Convention en Belgique annexée transforme le peuple belge en ennemi de la France, ce dont profitent les Alliés qui, peu à peu, reconquièrent le terrain perdu entre le Rhin et la Flandre. Dumouriez s'est en même temps lancé à la conquête de la Hollande (Provinces Unies) ; l'occupation d'Anvers est un casus belli pour l'Angleterre.

La bataille décisive a lieu à Neerwinden. Les forces Alliées sont supérieures ; Dumouriez engage une bataille offensive, mais en gardant des forces en réserve qui seront inutiles car la bataille sera déjà perdue.

Il s'ensuit un recul général des armées françaises et l'abandon de la conquête de la Hollande.

Du côté de la Convention, les attaques contre le Général s'intensifient et celui-ci est conscient du sort éventuel qui l'attendrait s'il retournait à Paris.

Le choix à faire en mars 1793 par Dumouriez

Dumouriez négocie avec la Convention et les Alliés. L'exécution de Louis XVI, le 21 janvier 1793, qu'il avait vainement essayé de retarder, l'a rendu circonspect vis-à-vis de la Révolution. Le face-à-face Dumouriez-Convention doit se conclure. Le coup d'Etat est une solution, mais après une défaite et avec des troupes démoralisées et incertaines, la réalisation s'annonce délicate.

Une monarchie constitutionnelle peut-elle être remise en place ? Comment ? Avec quel Roi ? Mais pour ce faire, il faut un coup d'état. Dumouriez peut-il être le Bonaparte du futur 18 Brumaire ?

L'objectif est de remettre en place la monarchie constitutionnelle d'avant le 10 août 1792. Il faut donc un Roi. La meilleure solution est Louis XVII, mais dans quel état

est-il depuis l'exécution de son père, en attendant le procès de sa mère ? Les deux frères de Louis XVI, étant émigrés, ne sont pas crédibles. Philippe Egalité, cousin de Louis XVI, a voté sa mort. Son fils, le duc de Chartres (futur Louis-Philippe), qui a combattu pour la République aux côtés de Dumouriez, est un candidat possible.

Dumouriez rencontre beaucoup de politiciens de la Convention et d'autres responsables dans le Nord. Un accord avec l'Autriche est trouvé et celle-ci est prête à soutenir le général, sans participer. Mais, pendant ces échanges, le temps passe et les tergiversations du général rendent l'action de plus en plus difficile et finalement impossible.

L'exil et la proscription

Dumouriez refuse de se présenter à la Convention pour une condamnation à mort assurée pour trahison (non encore actée) et choisit l'exil.

Le 3 avril, il est qualifié de traître par la Convention qui demande sa capture « mort ou vif ». À défaut de capturer le général, un certain nombre de ses proches (surtout des Girondins) sont arrêtés. C'est le début de la grande Terreur. Le 5 avril 1793, Dumouriez se rend aux Autrichiens en emmenant les Conventionnels venus le convoquer.

Quittant Anvers, il prend le chemin de la proscription. Il ne sera bien accueilli nulle part. C'est seulement le 24 avril 1794, en arrivant à Hambourg, ville neutre, qu'il trouvera une terre d'accueil. Il s'y attellera à l'écriture : son immense production est de qualité variable ; elle sera même partiellement traduite en allemand. Talleyrand porte un jugement négatif sur la production littéraire politique de Dumouriez. Sur le plan des idées, le général se révèle un penseur aux idées avancées pour l'Europe.

C'est aussi à Hambourg que Talleyrand débarquera en septembre 1796, au retour de son exil anglo-américain ; il sera ensuite rayé de la liste des émigrés par le Directoire. Lafayette, libéré d'Olmütz par Bonaparte suite au traité de Campoformio (1797) arrivera aussi à Hambourg ; Bonaparte essaiera vainement de le séduire.

Dumouriez tentera de revenir en France, mais le Directoire refusera. Après le 18 Brumaire, il écrira aussi à Bonaparte qui ne répondra même pas.

Rejeté par le futur Louis XVIII et tous les gouverne-

ments européens auxquels il s'adressera, son amitié avec l'Amiral Nelson, rencontré en 1800, le conduira en Angleterre où il deviendra le « conseiller stratégique » du roi d'Angleterre. Il aidera son nouveau pays d'adoption à combattre la France de Napoléon : « L'extravagante ambition de ce conquérant enragé ». Sa haine de Napoléon n'a d'équivalent français que celle du cousin, camarade d'enfance de Napoléon, Pozzo Di Borgo. Pozzo sera, pendant 30 ans, ambassadeur de Russie à Paris à la Restauration.

Dumouriez décèdera le 14 mars 1823 et sera enterré en Angleterre.

Conclusion :

La Convention a mis Dumouriez au banc de la Nation. Celui-ci a-t-il trahi en 1793 ? Les supports inconditionnels de la Révolution diront oui. Mais on peut aussi considérer que la Convention a trahi les promesses faites par Dumouriez aux Belges en 1792 en annexant brutalement la Belgique. Après l'exécution de Louis XVI, l'Assemblée, sans autorité crédible à sa tête, s'est laissée aller à la pire démagogie, attisée par une presse incendiaire qui conduira très vite à la Terreur. Fin mars 1793, il qualifiera la Convention de « 300 fous et 400 scélérats ».

Dumouriez a eu des contacts avec des chefs militaires des Alliés ; il s'est exprimé par de nombreux écrits adressés à l'Europe entière. Sa vision d'une Europe de Monarchies constitutionnelles avait sa logique qui n'était pas celle de la nouvelle république française conquérante, et encore moins celle de Napoléon, ni celle des Habsbourg et de la Prusse. Il s'y est tenu toute sa vie à partir de 1789. Ce n'est qu'à partir de 1804, quand il prendra le parti actif de sa seconde patrie, l'Angleterre, contre la France, alors que rien ne l'y obligeait sinon un besoin d'exister politiquement et un reste d'ambition, qu'on peut considérer qu'il y eut trahison, mais alors seulement.

En faisant de Dumouriez un symbole du traître, la littérature que l'on peut lire sur Internet traduit un état d'esprit orienté, trop favorable à la Révolution, et surtout à son pire moment : la Convention de la Terreur, du procès du Roi à la chute de Robespierre, de janvier 1793 à Thermidor.

<https://blog-histoire.fr/2000-ans-histoire/2075-le-5-avril-1793-la-trahison-de-dumouriez.html> (France Inter)

Jean-Pierre Bois : Dumouriez, héros et proscrit, Edition Perrin

Erfurt ou la rupture politique entre Talleyrand et Napoléon

par Daniel Chartre (*daniel.chartre@laposte.net*)

La quasi-totalité des historiens et plus particulièrement des historiographes de Talleyrand et de Napoléon, assimilent l'entrevue d'Erfurt à un acte de haute trahison du premier envers le second, et par conséquent envers la France.

Trahison ! Quel vilain mot ! La personne dont un ou des actes ont mérité cette qualification est considérée à jamais comme un être sournois, déloyal. Peut-on jamais éprouver la moindre estime, le moindre respect envers quelqu'un que l'on a qualifié de traître, ce mot qui à la fois accuse, juge et condamne sans appel ? Traître un jour, traître toujours. Partant de ce postulat, on passe au crible la vie de l'accusé pour y trouver des éléments prouvant qu'il portait en lui ce gène d'infamie qui en a fait un être faux, dissimulateur, hypocrite, un monstre de cynisme et d'égoïsme, en écartant, plus ou moins sciemment, tout élément à décharge que l'on peut trouver dans le contexte des événements.

L'ascension fulgurante de Napoléon qui, par la force des armes, ses talents incontestables d'organisateur et son génie militaire, a vaincu toutes les coalitions jusqu'à ce jour de 1808, amène beaucoup de personnes à considérer que la chute de l'Empereur, dont les immenses qualités et l'intelligence féconde permettaient à la France et aux Français d'espérer l'avènement d'une ère de prospérité et de gloire, ne peut être due qu'à une trahison et que celle-ci est le fait de Talleyrand, personnage clé de l'Empire. Vision simpliste en vérité et tout à fait contestable. Avant de porter un jugement définitif, et par souci d'honnêteté intellectuelle et historique, il convient de prendre la peine de rechercher les raisons exactes, mais non avouées par les protagonistes, de l'échec de cette entrevue.

Il faut principalement s'intéresser à l'Empereur, car c'est son attitude qui a déterminé l'évolution des sentiments et les actes de Talleyrand. Cette démarche est indispensable, parce qu'elle explique les circonstances particulières et l'enchaînement des événements qui ont conduit les pas de Napoléon, de Talleyrand et du Tsar Alexandre Ier à Erfurt. Tout le monde s'accorde à dire que c'est l'affaire d'Espagne qui est à l'origine de l'entrevue d'Erfurt. Son but était de verrouiller la situation politique et militaire en Europe centrale, pour être sûr d'avoir les mains libres dans la péninsule ibérique où les événements n'allaient pas dans le sens souhaité. En fait, la guerre d'Espagne n'était qu'un avatar fâcheux de celle que Napoléon menait contre l'Angleterre. Il est dès lors indispensable de se pencher sur la

genèse de cette affaire si l'on veut comprendre ce qui s'est passé lors de cette célèbre rencontre

Logiquement elle n'aurait pas dû avoir lieu. Depuis le traité de Bâle signé le 22 juillet 1795, entre la République française et le Royaume d'Espagne, qui avait mis fin à la participation de l'Espagne à la première coalition, confirmé et complété par les traités de San Ildefonso (18 août 1796 et 1er octobre 1800), l'Espagne était une nation alliée de la France et engagée dans sa lutte contre l'Angleterre.

Cette alliance défensive et offensive était une sécurité pour la France pendant qu'elle livrait bataille au-delà du Rhin, la dispensant de maintenir des troupes pour faire face à l'éventuelle ouverture d'un second front sur ses arrières.

Hélas Napoléon avait eu la révélation de la duplicité du gouvernement espagnol lorsque les troupes françaises, qui entrèrent à Berlin le 27 octobre 1806, saisirent des documents importants oubliés par le Roi de Prusse, parmi lesquels figurait une lettre du prince de la Paix, chef du gouvernement espagnol, promettant de prendre les Français à revers.



Charles IV par Goya

C'est probablement la découverte de ce document qui fit comprendre à Napoléon que la sécurité de l'Empire ne serait pas assurée tant qu'un souverain issu de la famille de Bourbon régnerait en Europe. Mais ayant à conjurer le danger constituée par la Prusse et les pays qui étaient restés en guerre contre la France à la fin de la troisième coalition (Anglais, Russes, Suédois, et le Royaume de Naples réduit à la Sicile), et n'ayant ni le temps ni assez de troupes pour entreprendre une action militaire de représailles, Napoléon laissa ce problème de côté. Le 26 novembre 1806, après l'échec des pourparlers de paix avec l'Angleterre entrepris au début de l'année, et après avoir renoncé à envahir ce pays, Napoléon décréta le Blocus continental pour l'acculer à la faillite économique. Seulement, pour être efficace, ce blocus devait être complet et donc respecté par l'ensemble des nations du continent, alors que, fin 1806, seules la France, les royaumes alliés, les pays occupés : l'Italie, l'Espagne, la Toscane, Rome, Naples (après l'éviction en 1806 du



Manuel de Godoy, par Antonio Carnicero

Roi Ferdinand^{1er}, un Bourbon d'Espagne par son père), le Royaume de Hollande, la Haute- et la Basse-Allemagne ainsi que le Danemark, l'appliquaient. L'Autriche par le traité de Presbourg, et, plus tard, la Suède par le traité de paix du 6 janvier 1810, la Russie et la Prusse par les deux traités de Tilsit le 7 juillet 1807, furent contraintes de s'y associer. Pour étendre le blocus à l'ensemble de l'Europe, il fallait convaincre la dernière nation réfractaire, le Portugal, par la persuasion ou par la force.

Ce royaume était un ami de longue date de l'Angleterre avec laquelle il avait d'importants échanges commerciaux. Après sa malheureuse participation à la première coalition qui s'était soldé par le traité de Bâle dont il fut exclu, il avait subi la vengeance de Napoléon par l'Espagne interposée. Conformément au traité de San Ildefonso, cette dernière l'avait attaqué avec l'aide d'un contingent français qui n'eût pas à intervenir tant le conflit fut bref. Les traités de Bardajoz, avec l'Espagne le 6 juin 1801, par lequel les ports portugais étaient fermés aux navires britanniques, confirmés par le traité de Madrid du 29 septembre 1801, traité de paix et de neutralité avec la France semblaient avoir réglé le problème. Mais, soucieux de préserver ses affaires commerciales et se retranchant derrière sa neutralité, le Portugal refusa de prendre position dans le conflit opposant la France et l'Angleterre et de respecter le blocus continental. En représailles, l'Empereur décida d'en finir

avec ce royaume rétif.

Napoléon a toujours dit que nombre de ses entreprises n'ont été que le fruit de la saisie au vol d'une opportunité offerte par les circonstances. A propos de l'affaire d'Espagne, il dit à Caulaincourt que « personne ne pourra dire que je n'ai pas agi dans l'intérêt de la France, même dans celui de l'Espagne » et qu'il ne s'y était engagé « qu'à son

corps défendant » (Caulaincourt, Mémoires Tome 1er).

Il faut écarter d'emblée et définitivement ces théories de l'opportunité et de la nécessité impérieuse. Il est évident que Napoléon était, dès le départ, décidé à mener de front le démembrement du Portugal et le renversement de la monarchie espagnole. Il n'avait pas oublié la trahison du gouvernement espagnol et n'avait pas abandonné son idée de chasser le dernier Bourbon régnant en Europe du trône d'Espagne pour y mettre un de ses frères.

Il avait fait part à plusieurs reprises de son intention à Talleyrand. Comme Napoléon, celui-ci pensait,

et affirmait publiquement, que l'Empire ne serait jamais établi d'une façon durable et ne connaîtrait jamais la paix. Et tant qu'un membre de cette vieille dynastie serait à la tête d'un état européen, il pourrait, au nom de la branche française déchue, contester la légitimité de Napoléon et inciter les autres nations à prendre les armes pour faire cesser cette usurpation.

Il tenta néanmoins de dissuader l'Empereur de se lancer dans cette entreprise hasardeuse qui provoquerait inévitablement le soulèvement d'un peuple très attaché à la monarchie et qui, même si elle réussissait, avait toute les chances d'entraîner une nouvelle coalition contre la France pour empêcher Napoléon d'opérer une annexion déguisée, car tout le monde savait qu'à ses yeux, ses frères, « qui sont peu capables » dit-il un jour à Caulaincourt, n'étaient que des utilités, des vice-rois selon son expression, qu'il plaçait ou déplaçait à sa convenance d'un trône à un autre. Ils étaient de simples « exécutants aveugles et muets de ses desseins » (Source F Masson).

Plutôt que de se lancer dans une entreprise hautement périlleuse, Talleyrand préconisait de renforcer l'alliance espagnole par un nouveau traité et de s'assurer de sa fiabilité active en prenant en gage territorial la Catalogne. Il participa aux négociations mais ne signa pas (il n'était plus ministre des Relations extérieures)

le Traité de Fontainebleau (27 octobre 1807), avec Manuel Godoy, chef du gouvernement Espagnol, représentant le roi Charles IV. Ce traité prévoyait qu'au terme de l'opération, le Portugal serait démembré en trois principautés dont l'une reviendrait à l'Espagne en récompense du libre passage des troupes française sur son territoire et de sa participation militaire, mais aussi en compensation de l'annexion par la France du royaume d'Étrurie dont il était le suzerain. Une autre province serait personnellement attribuée à Manuel Godoy, la France conservant le reste des territoires en vue s'en servir comme monnaie d'échange lors de futures négociations.

Pour Napoléon, le traité de Fontainebleau n'était qu'un leurre destiné à endormir la méfiance du roi d'Espagne. En l'appâtant avec l'annexion de provinces portugaises pour lui faire engager ses troupes aux côtés de celles du corps expéditionnaire français, Napoléon avait le champ libre pour utiliser les armées entrées sur le territoire espagnol pour parvenir à ses fins. Même si les querelles dynastiques des princes d'Espagne ont été, au départ, indépendantes de sa volonté, elles facilitèrent grandement l'éviction des Bourbons qu'il aurait entreprise de toute manière.

Au lieu de les apaiser, l'Empereur laissa s'envenimer les dissensions entre le Roi Charles IV et son fils Ferdinand VII en faveur duquel le premier avait abdicqué avant de se raviser sur les conseils du souverain français, et de reprendre le pouvoir. En même temps il ne décourageait pas les avances que lui faisait le fils avec qui il aurait fort bien pu s'entendre car celui-ci l'avait assuré de sa loyauté et sa fidélité, et désirait renforcer l'alliance franco-espagnole en se mariant avec une des princesses de la famille Bonaparte.

En adoptant cette attitude ambiguë, il envenima la brouille. Prétextant de la nécessité de couvrir plus efficacement les arrières des armées de Junot, il fit entrer sur le territoire espagnol plus de troupes que prévu qui, au lieu d'aller soutenir les opérations se déroulant au Portugal, furent déployées jusqu'à Madrid en raison du climat insurrectionnel généré par le conflit familial. Charles IV et Ferdinand VII faisant alors appel à Napoléon pour trancher le différend familial, il les fit venir à Bayonne où il leur annonça qu'il leur confisquait purement et simplement leur royaume pour le donner à son frère Joseph.

Ce serait faire injure à l'intelligence de l'Empereur de penser qu'il n'avait pas conscience que l'entreprise était à hauts risques. La paix imposée aux nations européenne par la force était illusoire et, en dépit des apparences, Tilsitt était demi-échec pour Napoléon. Ses victoires, éclatantes mais fort coûteuses en vies humaines, ne lui avaient pas permis

de récolter tous les fruits qu'il espérait en obtenir.

Malgré tout le charme qu'il avait déployé auprès du Tsar lors des négociations préalables à la rédaction et la signature du traité, Napoléon n'avait pas réussi à convaincre le souverain russe de s'engager au-delà du rétablissement de la paix et de l'acceptation des redécoupages qu'il avait imposés, même si dans le traité secret signé le même jour que le traité officiel, le Tsar s'engageait (contre son gré, mais il n'avait pas le choix) à faire cause commune avec la France contre l'Angleterre, à adhérer au blocus continental, et, en cas d'échec de négociations futures avec cette nation et de constitution d'une nouvelle coalition contre la France, de prendre le parti de celle-ci.

En dépit de la fragilité de la situation, Napoléon se lança dans l'affaire d'Espagne en faisant le pari que la peur qu'il inspirait empêcherait la formation d'une nouvelle coalition, ou bien qu'il aurait réglé les problèmes portugais et espagnol avant que celle-ci soit opérationnelle.

Mais il avait, chose rarissime, mal évalué les risques et pé-



Ferdinand VII en tant que Prince des Asturies

ché par excès de confiance.

- Sur le plan politique d'abord, il avait commis une grave erreur en interprétant les mouvements du peuple espagnol comme une marque de défiance vis-à-vis des souverains alors qu'ils ne visaient que Manuel Godoy, le chef du gouvernement.

- Sur le plan militaire ensuite, il avait sans doute estimé que la valeur des chefs qu'il mettait à la tête de ses armées compenserait la qualité très moyenne des troupes, leur insuffisance numérique et leur inexpérience du combat. Mais les choses ne se déroulèrent pas comme il le souhaitait :

- Junot, après avoir brillamment conquis le Portugal, vit les troupes espagnoles qui avaient participé à l'opération se retirer dans leur pays pour prendre part à l'insurrection du peuple contre les Français, insurrection qui fit tache d'huile puisque, à leur tour, les Portugais se révoltèrent. Dès lors, les moyens militaires dont il disposait étaient nettement insuffisants pour contrôler la situation, et après le débarquement de troupes anglaises (20 juillet 1808), il essuya plusieurs revers qui le contraignirent à négocier son retrait du Portugal.



Le général Jean Andoche Junot, duc d'Abrantes

- En Espagne, Murat, qui avait fait merveille, quitta le pays pour le trône de Naples et le général Dupont, bien que disposant d'une supériorité numérique, capitula à Baylen. La situation était compromise. La mauvaise tournure que prenaient les opérations en Espagne contraignit Napoléon à y envoyer des troupes fraîches qui, par leur présence dans les places fortes et en Prusse, devaient sécuriser le flanc est de la France. Elles étaient destinées à intimider l'Autriche, car bien que considérablement affaibli économiquement et militairement par le traité de Presbourg, ce pays demeurait aux yeux de Napoléon la nation la plus dangereuse pour la France sur le continent. Il craignait qu'encouragée par les difficultés que les troupes françaises rencontraient,

à se réarmer, motivée par la peur de voir Napoléon devenir maître de la plus grande partie de l'Europe. Cette crainte était fondée si l'on considère les bouleversements que l'Empereur français avait déjà opérés : l'extension sans fin de la Confédération du Rhin qui, à présent, s'étendait au-delà de l'Elbe et jusqu'aux rives de la Baltique, et l'éviction des Bourbons de Naples en Sardaigne, dernier lambeau de leur suzeraineté en Italie.

L'Autriche redoutait qu'après l'expulsion de la maison de Bragance du Portugal, et le renversement des Bourbons d'Espagne qu'il venait d'accomplir, il se mette en tête d'éliminer toutes les anciennes dynasties ou, du moins, s'en prenne à leur indépendance et leur impose ses décisions. Elle avait même approché la Prusse pour lui proposer de s'allier une nouvelle fois. La réalité du fait nous est rapportée par MM Couchoud dans les notes de l'édition des mémoires de Talleyrand parue chez Plon : Le comte de Goltz, ministre des affaires étrangères de Prusse « a déclaré en mai 1808 à l'envoyé autrichien que la Prusse s'allierait volontiers à l'Autriche si « Notre épuisement et plus encore notre position momentanée ne nous donnaient la triste conviction de vous gêner, plutôt que de vous être utiles. » Le danger que Napoléon redoutait se concrétisait. Informé que l'Autriche se pourvoyait à nouveau en hommes et en armes, il devait absolument convaincre le Tsar de s'engager formellement à l'attaquer si elle se lançait dans une guerre opportuniste.

Alexandre 1^{er}, intelligent, cultivé, avait été séduit par Napoléon lors de l'entrevue de Tilsitt, séduction qui n'était pas seulement due au charme que l'Empereur des Français savait déployer quand il voulait circonvenir quelqu'un, mais aussi à la modération des conditions que Napoléon mettait pour signer un traité de paix, conditions qui permettaient à Alexandre de sauver la face aux yeux de son peuple et vis-à-vis de la Prusse en se présentant comme le modérateur des

Alexandre 1er

Le Tsar était un homme au caractère hésitant, influençable, déchiré entre son admiration pour feu son père, Paul 1^{er}, partisan de l'autoritarisme à la prussienne et son éducation, supervisée par sa grand-mère Catherine II, cette autocrate éclairée, qui avait racheté la bibliothèque de Voltaire au décès du philosophe. Il était imprégné des idées libérales professées par son précepteur vaudois, Frédéric-César de La Harpe, républicain convaincu. Dès son arrivée au pouvoir, il avait repris la mise en application des idées libérales de sa grand-mère et tenté de moderniser les institutions. Mais, paradoxalement, s'il admirait les idées des philosophes du siècle des lumières, il n'appréciait pas du tout l'application qu'en avait fait la Révolution française et le danger qu'elle faisait courir aux monarchies en place. Il n'avait jamais été tenté de faire évoluer son pays vers une monarchie constitutionnelle. Au contraire, avec l'âge, le tempérament autoritaire hérité de son père avait repris le dessus ; il fut l'un des artisans de la Sainte alliance qui, sous le couvert du maintien de la paix en Europe, était en fait une alliance contre-révolutionnaire destinée à réprimer les idées libertaires des peuples et les insurrections si dangereuses pour les familles régnantes.

exigences territoriales de Napoléon contre cet état.

Pour inciter le Tsar à signer le traité de Tilsitt, Napoléon lui avait fait miroiter la perspective de posséder en pleine propriété la Valachie et la Moldavie. A ce sujet, Talleyrand nous dit dans ses mémoires « L'Empereur Napoléon, dans les conférences qui précédèrent le traité de Tilsitt, parlait souvent à l'Empereur Alexandre de la Moldavie et de la Valachie comme de provinces qui devaient un jour être réunies à la Russie. En ayant l'air de céder à un entraînement, et de se soumettre au décret de la Providence, il plaçait dans le nombre des choses inévitables le démembrement de la Turquie européenne » De tels propos ne pouvaient que séduire l'Empereur russe dont les visées sur ces deux provinces ainsi que sur d'autres territoires turcs étaient notoirement connus.

Toutefois, nous dit Talleyrand, les instructions que lui donna Napoléon pour la rédaction du traité « portaient que je ne devais y laisser rien introduire de relatif au partage de l'Empire ottoman, ni même à la destination future des deux provinces de Valachie et de Moldavie. »

Caulaincourt juge que « à Tilsitt, Napoléon s'était fort avancé vis-à-vis de l'Empereur Alexandre. Il avait été plus loin en paroles, en espérances, qu'il ne voulait aller en politique, et il était contrarié de trouver un homme tout positif qui avait pris à la lettre tout ce qui lui avait été répété et il était, comme il disait, tout d'une pièce. » (Caulaincourt, Mémoires). Ces quelques lignes prouvent que Caulaincourt croyait en la bonne foi de Napoléon alors que celui-ci faisait profession de mentir à tout le monde pour cacher ses véritables intentions. Les propos tenus à l'Empereur Alexandre à Tilsitt n'étaient pas une erreur mais une ruse pour avoir en réserve un appât dont il pourrait se servir ultérieurement. Loin de l'affliger, le fait qu'Alexandre les ait pris au sérieux le comblait d'aise. L'affaire d'Espagne et l'entrevue d'Erfurt n'ont jamais été, comme il l'a prétendu, le

résultat d'un enchaînement de circonstances mais le celui de « machines » comme le dirait Saint Simon, habilement montées de longue date et mises en places à l'insu de tous. Mais revenons à Erfurt. Napoléon, avait, dès le début de l'opération contre le Portugal, entrepris des manœuvres diplomatiques pour convaincre le Tsar de conclure l'engagement qu'il n'avait pu obtenir à Tilsitt. Plutôt que d'avoir recours à des négociations par diplomates interposés, il choisit de rencontrer personnellement Alexandre, misant sur l'ascendant qu'il croyait exercer sur le souverain russe. La manœuvre commença dès le mois de novembre 1807. Alors qu'il s'était déjà lancé dans l'entreprise de renversement de la dynastie espagnole en faisant le pari que celle-ci se déroulerait sans anicroches, Napoléon commença par évoquer avec l'ambassadeur russe à Paris la question des provinces de Valachie et de Moldavie.

Mais Alexandre Ier ne semblait pas disposé à entrer dans ses vues. Bien qu'il se soit abstenu de commenter publiquement ou en privé les agissements de Napoléon en Espagne, cet homme, qui élevait la loyauté et le respect des engagements pris en vertu cardinale, partageait les sentiments des chancelleries européennes selon lesquelles les actes de Napoléon contre la monarchie espagnole constituaient « un attentat politique contre un allié faible, dupe et maladroit » (Caulaincourt).

D'autre part, le Tsar était occupé par sa guerre contre la Suède qui refusait de participer au blocus, guerre que Napoléon l'avait poussé à entreprendre dans le cadre des clauses secrètes du Traité de Tilsitt, mais qui ne déplaisait pas au souverain russe qui voulait depuis longtemps s'emparer de la partie orientale de ce royaume, l'actuelle Finlande.

Il n'avait pas, non plus, l'intention d'entrer en guerre contre l'Angleterre, son ancienne alliée de la 3ème coalition, avec le concours de laquelle il avait attaqué l'Empire Ottoman,

allié de la France. De fait, l'essentiel du commerce de son empire se faisait avec l'Angleterre, le blocus auquel Napoléon l'avait contraint à participer mettait son économie en grand danger.

Il est aussi probable qu'à défaut d'une participation effective de la France à une guerre contre l'Empire Ottoman, il devrait envisager une nouvelle alliance avec les Britanniques pour étendre ses conquêtes dans les Balkans pendant que les Britanniques s'empareraient de l'Égypte, alors sous domination ottomane.

A cela il faut ajouter qu'Alexandre



n'avait pas digéré qu'à Tilsitt, Napoléon lui ait imposé le retrait des troupes russes des Balkans, et la création du duché de Varsovie.

Napoléon réitéra ses propos début janvier 1808 à l'ambassadeur russe, tout en réclamant, en contrepartie, la Silésie, donnée à la Prusse par le traité de Tilsitt. L'Empereur Alexandre qui, comme son père auparavant, ne cachait point sa sympathie pour ce pays en faveur duquel il avait âprement négocié avec Napoléon, refusa avec indignation de remettre en cause les clauses du traité.

Il fallut une lettre datée du 2 février 1808, (toujours d'après MM Couchoud) dans laquelle, nous dit Talleyrand, abandonnant ses vues sur la Silésie, Napoléon formulait « de nouvelles idées sur le partage de la Turquie » ainsi qu'« un projet pour porter la guerre dans l'Inde » et l'envoi d'un émissaire à Paris pour « y traiter de ces grandes questions » ou de convenir d'un lieu où les deux Empereurs pourraient se rendre pour en parler. L'abandon des vues de Napoléon sur la Silésie décida le Tsar, qui, officiellement, « se posait comme voulant à peine les deux provinces de Valachie et de Moldavie » et ne voulait entrer dans les projets de Napoléon que pour renforcer l'alliance entre les deux pays, à accepter de le rencontrer. Nonobstant, il demandait que cette rencontre eût lieu « sous la condition qu'auparavant le partage serait réglé, et qu'elle (l'entrevue) n'aurait pour objet que de bien s'entendre sur les moyens d'exécution qui devaient être adoptés, et de rendre, par un engagement d'homme à homme, leur ratification plus inviolable. » (Talleyrand. Mémoires).

En plus des propositions énoncées plus haut, Napoléon comptait aussi renforcer l'alliance en proposant au Tsar, lors de leurs entretiens, d'épouser une des sœurs après avoir divorcé d'avec Joséphine qui ne pouvait lui fournir une descendance directe. Il pensait que celui-ci, flatté par cet honneur, n'oserait plus prendre les armes contre un souverain puissant qui serait devenu son beau-frère. Il désigna Caulaincourt, pour conduire les négociations préalables à l'entrevue demandées par le Tsar sans toutefois aborder le sujet du mariage dont Napoléon ne l'avait probablement pas informé, voulant en confier la mission à Talleyrand, et, nous dit celui-ci « d'exciter l'engouement pour Napoléon dans lequel était l'Empereur Alexandre, de manière à le conduire à désirer une entrevue comme le seul moyen de bien s'entendre » en prêtant une oreille complaisante aux projets russe de démembrement de la Turquie, sans « indiquer ceux de Napoléon » et en sou-

levant « sans cesse des difficultés qui ne pouvaient être aplanies que par les souverains eux- même » Caulaincourt fit si bien que « le vague qui existait dans l'esprit de l'Empereur Alexandre » le porta effectivement à admettre la nécessité de l'entrevue, qui fut fixée au 27 septembre.

Napoléon savait que les négociations avec le Tsar allaient être délicates. Pour vaincre la méfiance du souverain russe il décida que la présence de Talleyrand à ses côtés était nécessaire, bien que ses relations avec son ex-ministre, comme le signale celui-ci dans ses mémoires, fussent devenues très froides :

- D'une part, en tant que Grand Chambellan, pour arrêter la liste des personnes qui feraient partie du voyage, super-



Caulaincourt par Gérard

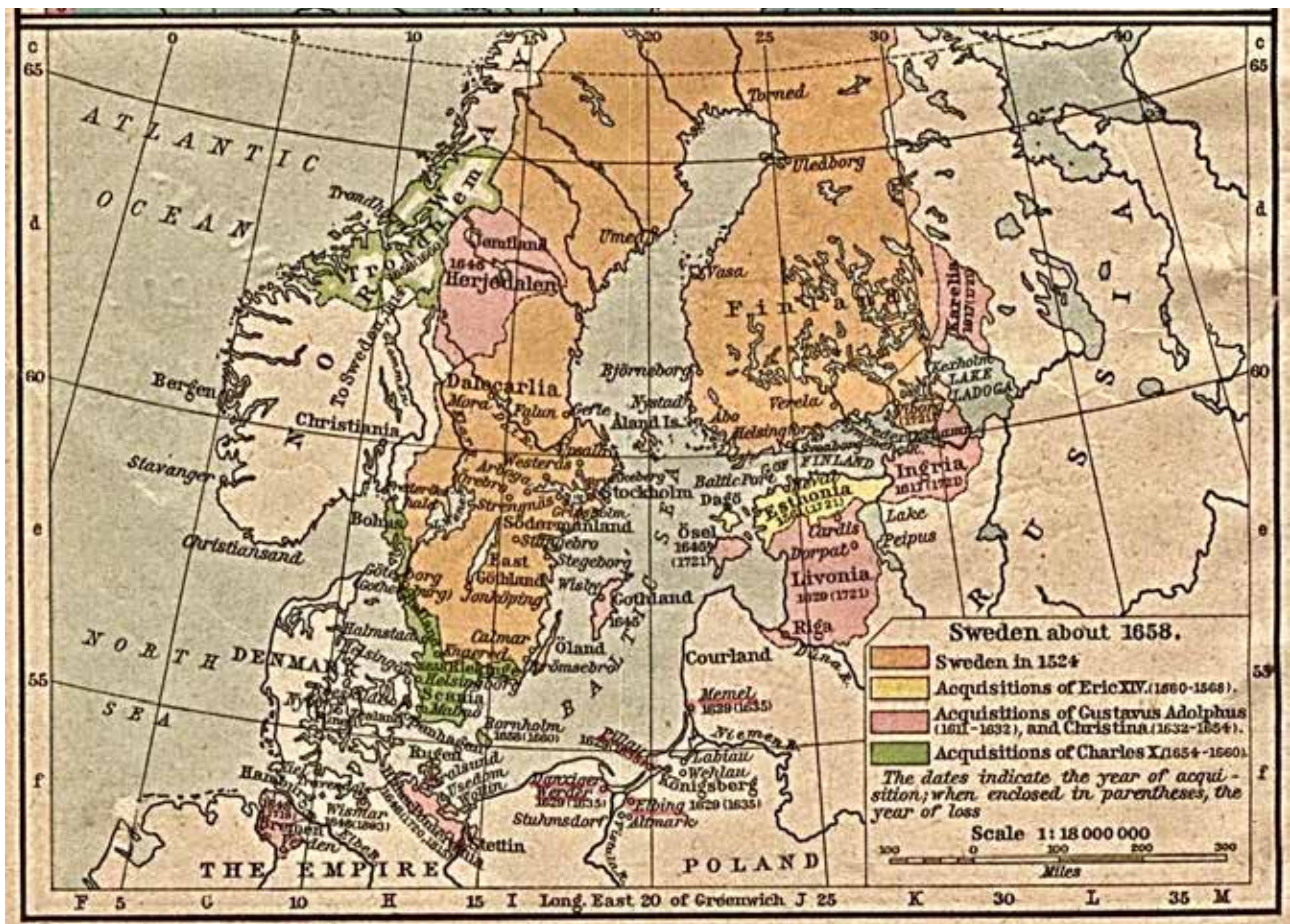
viser les préparatifs, les logements, et surtout les questions d'apparat, réceptions, spectacles etc, domaines dans lesquels ce pur produit de la noblesse de cour de l'ancien régime excellait. De plus, sa présence rehausserait l'éclat de la rencontre, tout en réaffirmant la légitimité de la cour impériale à laquelle s'était agrégée une partie de la noblesse d'ancien régime, et enfin parce que le Tsar tenait Talleyrand en haute estime.

-D'autre part pour préparer la partie diplomatique. Normalement cette tâche aurait dû revenir à Champagny, le successeur de Talleyrand aux Relations extérieures, mais si ce dernier était un serviteur loyal et zélé, la conduite de négociations et la rédaction d'un traité plein de subtilités, où chaque mot aurait une très grande importance, dépassaient ses capacités.

Il convoqua donc son Grand Chambellan qui jouait à Valençay les géoliers de luxe auprès des princes espagnols pour le mettre au courant de ses projets.

Avant d'aborder le sujet pour lequel il l'avait convoqué, Napoléon ne résista pas au plaisir de vexer Talleyrand en se moquant de tous les conseils de prudences et de toutes les objections que celui-ci avait formulés à propos de l'Espagne et qu'il n'avait point suivis : « Eh bien ! Vous voyez à quoi ont abouti vos prédictions sur les difficultés que je rencontrerais pour régler l'affaire d'Espagne selon mes vues ! Je suis cependant venu à bout de ces gens-là. Ils ont été pris dans les filets que je leur avais tendus et je suis maître de la situation en Espagne comme dans le reste de l'Europe » C'est là que Talleyrand eut la révélation de la profonde duplicité de Napoléon : « C'est de ce moment que date la rupture qui, plus ou moins marquée, a eu lieu entre lui et moi. » écrit-il dans ses mémoires.

Bien des gens voient, à tort, un aveu de trahison dans cette phrase. Elle n'est qu'un constat d'échec, un renoncement



Cette carte de 1648 permet de comprendre les visées mémorables de la Russie sur la Finlande, mais aussi sur la Courlande.

à prodiguer des conseils de modération à une personne qui n'en avait que faire, le refus de se perdre de réputation auprès des chancelleries étrangères en apportant son concours à un homme qui ne respectait pas les traités qu'il signait. Napoléon s'était autant joué de lui que des Espagnols. Talleyrand s'était senti atteint dans son honneur de grand seigneur et surtout de diplomate par le rôle de fourbe que Napoléon lui avait fait jouer en lui faisant conduire à Fontainebleau des négociations qui n'étaient qu'un leurre destiné à masquer la mise en œuvre d'un projet qui avait germé dans son esprit à Berlin en novembre 1806 et dont il poursuivait implacablement l'exécution tout en le dissimulant à tous. Il réalisa ce jour-là qu'il n'avait plus guère d'influence sur l'Empereur et que celui-ci ne lui faisait plus confiance, sans doute depuis la signature du traité de Presbourg, dont il avait, contre la volonté de l'Empereur, adouci les clauses financières imposées à l'Autriche afin de limiter chez elle l'esprit de vengeance. Napoléon mit donc Talleyrand au courant de ses projets, se vantant au passage d'avoir manœuvré habilement dans les échanges épistolaires avec l'autocrate, de l'ascendant qu'il croyait exercer sur lui et, d'après Talleyrand, le chargea de diriger les négociations. Il lui fit remettre toute la correspondance qu'il avait échangée avec le Tsar pour qu'il en prenne connaissance. Mais Napoléon, n'avait absolument

pas l'intention de confier la direction des négociations à son Chambellan. Il était bien décidé à traiter directement, « d'homme à homme », avec le Tsar. Talleyrand était convaincu que la paix ne pourrait avoir des chances de s'établir de façon durable que si elle reposait sur un équilibre des forces entre les trois grandes puissances continentales, France, Autriche, Russie, qui se tenaient mutuellement en respect. Il n'avait jamais fait mystère, même à Napoléon, du fait qu'il préférait un rapprochement avec l'Autriche plutôt qu'une alliance avec la Russie qu'il jugeait improductive, voire dangereuse. Les motivations politiques qui avaient conduit ces deux nations à prendre les armes étaient différentes.

- Celles de l'Autriche, pays d'une grande stabilité politique, qui voulait empêcher Napoléon d'étendre ses conquêtes à ses dépens, étaient « conservatrices »
- Celles de la Russie, pays politiquement instable, où les coups d'état et assassinats de souverains n'étaient pas rares, tendaient purement et simplement à dominer la politique européenne. La conquête de la Finlande, en lui offrant de larges débouchés sur la Baltique, lui permettrait, si les circonstances étaient favorables, de s'emparer des provinces nord de la Norvège qui, à cette époque, dépendait également de la Suède, pour ainsi déboucher sur l'Atlantique. Elle serait alors devenue une puissance redoutable.

A cela, il faut ajouter que le Tsar pouvait fort bien, sous la pression de sa noblesse qui était très pro-anglaise, s'allier à nouveau avec l'Angleterre et la Prusse contre la France, en qui elle voyait le vecteur de la propagation des idées révolutionnaires qui mettaient en péril l'autorité de la noblesse sur les peuples.

Un tel revirement aurait mis en danger la Confédération du Rhin, cet agglomérat d'États satellites de l'Empire français constitué par Napoléon depuis 1806 pour créer un « glacis militaire et politique » entre la France et ses principaux ennemis, Prusse, Autriche et Russie.

Cette confédération, à laquelle beaucoup avaient adhéré par crainte, risquait de se disloquer lors de ralliements à l'association Prusse-Russie, dans le but de s'affranchir de la tutelle stricte que Napoléon imposait. Une telle éventualité faisait à terme peser un danger sur la France, sur ses conquêtes en premier lieu, mais aussi sur le territoire national qui risquait d'être à son tour envahi et démembré. Une alliance Franco-Russe stable pouvait, elle aussi, avoir de lourdes conséquences. Attaquée sur plusieurs fronts, l'Autriche succomberait sous le nombre et deviendrait, après de nouvelles amputations territoriales et de lourdes sanctions financières, un état de second ordre, laissant le champ libre aux ambitions de Napoléon et du Tsar. Associés, les deux pourraient remodeler l'Europe à leur convenance et, en créant des États qui seraient sous leurs tutelles respectives provoquer une bipolarisation de la situation politique et militaire qui ne tarderait pas à se transformer en antagonisme et déboucherait sur de nouvelles guerres à l'échelle européenne.

Il n'y avait donc aucun avantage pour la France à rompre l'équilibre précaire établi à Tilsitt. Il fallait à tout prix l'éviter mais aussi et surtout éviter une rupture entre les deux pays, car elle pouvait conduire à un renversement des alliances.

Quelques jours avant le départ pour Erfurt, Napoléon demanda à Talleyrand de rédiger un avant-projet du traité qu'il voulait faire signer au souverain russe. Il lui stipula qu'il voulait avoir totalement les mains libres pour agir en Espagne en engageant le Tsar à prendre les armes contre l'Autriche et en précisant : « Je ne veux pas être engagé de manière précise avec la Russie pour ce qui concerne les affaires du Levant. » (Id Talleyrand).

Napoléon était conscient que les termes de la convention ne satisfaisaient aucune des attentes du Tsar. Ils engageaient celui-ci sans aucune contrepartie si ce n'était de vagues promesses dont la réalisation ne dépendrait que du seul bon vouloir de l'Empereur français, ce qui le mettait en position d'arbitre sur la question ottomane. Il chargea Talleyrand de faire pression sur le Tsar en « flattant sa vanité et son ambition » (Id Talleyrand) : « Pendant le temps que durera le voyage, vous chercherez les moyens de voir

souvent l'Empereur Alexandre. Vous le connaissez bien, vous lui parlerez le langage qui lui convient. Vous lui direz qu'à l'utilité de notre alliance peut être pour les hommes on reconnaît une des grandes vues de la Providence. Ensemble, nous sommes destinés à rétablir l'ordre général en Europe. » (Id Talleyrand).

Talleyrand vit qu'une fois de plus, Napoléon se jouait de lui et aussi du Tsar, que la promesse de la direction des négociations n'était qu'une ruse pour obtenir la rédaction d'un texte avantageux pour lui. La proposition qu'il faisait à Talleyrand de participer aux négociations n'était en fin de compte qu'un stratagème pour que celui-ci, flatté par cet honneur et croyant à un retour en grâce, mette tout son zèle et son application à lui préparer un avant-projet de ce qu'il voulait faire accepter et signer par le souverain russe. Pour protéger Napoléon contre lui-même et l'empêcher d'entraîner la France dans sa chute, il jugea préférable d'éviter qu'en aboutissant, les négociations aggravent la situation.

Le but commun que poursuivaient officiellement le Tsar et Napoléon en venant à Erfurt était de forcer l'Angleterre à la paix en prenant des mesures directes et indirectes. L'affaire du Portugal appartenait à la première catégorie, celle d'Espagne, et la neutralisation par intimidation de l'Autriche, à la seconde.

Mais, en outre, chacun venait avec l'intention d'obtenir des avantages bien précis, d'éviter de prendre des engagements trop contraignants en contrepartie, tout en ayant bien l'intention de ne pas les tenir :

-Alexandre voulait obtenir la reconnaissance de la pleine propriété de la Valachie et de la Moldavie. Il n'avait aucunement l'intention de prendre des engagements hostiles à l'Autriche ni, bien que le traité de Tilsitt l'y engageât, d'entrer en guerre contre l'Angleterre pour les raisons énoncées précédemment. Il souhaitait donc que la paix avec l'Angleterre s'instaure rapidement. Sur le plan militaire, la seule chose qui l'intéressait était l'aide de la France pour attaquer et démembrer l'Empire Ottoman. Il n'avait probablement pas l'intention de prêter son concours à Napoléon dans une opération militaire sur les Indes. Il se doutait qu'une fois ses projets menés à leur terme, Napoléon ne ferait rien en faveur de la Russie, et qu'après s'être occupé avec son aide de l'Autriche, il se trouverait face à un souverain dominant les deux tiers de l'Europe avec lequel les divergences d'intérêt apparaîtraient rapidement et l'entraîneraient dans un conflit dont il sortirait inéluctablement vaincu tant la disproportion des forces économiques et militaires était grande.

- Napoléon n'avait aucune intention d'attaquer et de démembrer l'empire ottoman. Ce pays, allié de la France, contraignait en effet l'Autriche avec qui elle avait été en

guerre plusieurs fois depuis le XVI^{ème} siècle et la Russie avec laquelle elle était en conflit ouvert à propos des principautés des Balkans, à maintenir sur leurs frontières communes des forces armées considérables que ces deux nations ne pourraient engager dans un éventuel conflit contre la France. Mais au vu de la situation en Espagne, l'alliance russe devenait impérative. Il comptait impressionner le Tsar en le recevant avec beaucoup d'égards, en faisant étalage de sa puissance par de fastueuses réceptions pour le flatter. Il comptait sur l'ascendant qu'il croyait exercer sur le souverain Russe pour le pousser à accepter de s'engager sans rien lui garantir en contrepartie. Il voulait seulement obtenir de la Russie qu'elle s'engage contre l'Autriche. L'entrevue débuta fort bien, avec, de part et d'autre, force démonstrations d'amitié destinées à masquer les arrière-pensées des deux souverains, que Talleyrand nous décrit avec ironie : « Et alors les deux Empereurs s'adressèrent, avec les formes du plus vif intérêt, des questions insignifiantes sur leurs familles réciproques. C'était l'impératrice Elisabeth à laquelle on répondait par l'impératrice Joséphine ; la grande-duchesse Anne par la princesse Borghèse, etc. Si le temps d'une première visite l'eût permis, il y aurait eu probablement un mot sur la santé du cardinal Fesch. Les deux Empereurs, bien tranquilles sur l'état dans lequel ils avaient laissé leurs familles se séparer. » Mais Napoléon, qui avait recopié personnellement le projet de traité élaboré par Talleyrand en y renforçant les mesures contre l'Autriche, se heurta à la réticence du Tsar dès que celui-ci en prit connaissance : Alexandre constata, avec surprise et déplaisir, que les dispositions qu'il contenait étaient différentes de celles qui avaient été arrêtées lors des négociations préliminaires, conduites à St Pétersbourg par Caulaincourt. Il s'en ouvrit à Talleyrand, qu'il rencontrait tous les soirs chez la princesse de Thurn et Taxis. Celui-ci lui

conseilla de formuler ouvertement ses observations en lui rappelant au passage que les engagements que Napoléon lui demandait vis-à-vis de l'Autriche étaient déjà « renfermés implicitement dans le traité de Tilsitt » (Id Talleyrand) et que leur mise en application ne devait pas relever uniquement de Napoléon mais d'une décision commune.

Pourquoi Alexandre Ter sollicite-t-il l'avis d'un étranger ? D'après Talleyrand ce serait parce que Caulaincourt « qui avait été au-devant de lui, lui avait dit que j'étais au fait de tout de ce qui allait se passer. » Il est probable que celui-ci s'est borné à dire à Alexandre que seul Talleyrand était informé de tout et qu'il lui en parlerait. Cet « Organe fidèle de Napoléon » (Id Talleyrand), conduisit avec zèle les négociations diplomatiques préliminaires à l'entrevue d'Erfurt, au cours desquelles sur ordre de Napoléon, il dissimula les intentions réelles de l'Empereur pour amener le Tsar à la table de négociations.

Napoléon voulait qu'Alexandre rencontre son Grand Chambellan sur qui il comptait pour convaincre le Russe grâce à ses talents de diplomate. Talleyrand nous dit dans ses mémoires que Napoléon lui avait ordonné que « Pendant le temps que durera le voyage, vous chercherez les moyens de voir souvent l'Empereur Alexandre. Vous le connaissez bien, vous lui parlerez le langage qui convient. » En faisant appel à Talleyrand, Napoléon reconnaissait implicitement la supériorité de son ancien ministre dans la conduite de négociations délicates. C'est, plus que le talent de Charles-Maurice pour organiser des fêtes grandioses et somptueuses, la raison principale de sa présence.

Le Tsar savait que le peuple français, malgré l'accumulation de victoires et la griserie qu'elles exerçaient sur lui, malgré l'admiration qu'il ressentait pour l'Empereur, était las des guerres sans fin, et que de hauts dignitaires les désapprouvaient, parmi lesquels Talleyrand et Fouché que

l'on pouvait considérer comme étant de facto à la tête de cette opposition embryonnaire. Stadion, le ministre des Affaires étrangères autrichien, lui avait certainement fait part de cette information communiquée par Metternich, représentant de l'Autriche à Paris. Talleyrand, en effet, depuis qu'il avait quitté le ministère des Relations extérieures, avait repris sa liberté d'expression et avait dit à titre privé à Metternich qu'il souhaitait l'établissement de la paix en Europe et qu'il estimait que la politique me-



Erfurt : Le célèbre tableau de Nicolas Grosse place Talleyrand au centre des négociations.

naçante de Napoléon, notamment vis-à-vis de Vienne, était exactement le contraire de ce qu'il fallait faire. Il était donc important pour Alexandre Ier d'en savoir plus sur les intentions de Napoléon et sur ce désaccord naissant qui, à terme, pouvait fragiliser le Français et faire d'une alliance renforcée avec lui, au lieu d'un tremplin politique et militaire, une impasse.

« Pour moi, les vrais intérêts de la France ne sont jamais en opposition avec les vrais intérêts de l'Europe. » (id. Talleyrand.)

Ne pouvant ni contredire ni nier les propos qu'il avait tenus en France en public et avec Metternich en privé, Talleyrand n'a certainement pas incité formellement le Tsar à ne pas s'entendre avec Napoléon, mais voulant empêcher l'Empereur et la France avec lui, de s'engager dans une voie périlleuse, il a fait comprendre au souverain russe qu'en ne cédant pas à la volonté de Napoléon d'une entente agressive contre l'Autriche, et en agissant pour que les entrevues débouchent sur des offres de paix plutôt que sur des menaces de guerre, il pouvait « sauver l'Europe »

Quand le Tsar lui fit part de sa surprise et de son mécontentement de ne trouver dans le projet de compte rendu que lui avait remis Napoléon aucun des avantages qu'il es-



Thérèse de Mecklenburg-Strelitz, Princesse de Thurn and Taxis par Gérard. C'est chez elle que Talleyrand s'entretenait avec le Tsar.

pérait obtenir en venant à Erfurt, Talleyrand se borna à lui conseiller de formuler ouvertement ses objections, ce qui, en soi, n'est pas constitutif d'une trahison.

Erfurt se solda par un échec pour tous les protagonistes :

- La manœuvre de Napoléon avait échoué. Il dut se contenter, pour pouvoir déplacer des troupes sur le théâtre d'opérations en Espagne, de la réaffirmation des engagements pris à Tilsitt vis-à-vis de l'Autriche et de l'Angleterre en pariant, malgré la méfiance qu'il commençait à nourrir à l'égard du Tsar, que celui-ci tiendrait sa parole le cas échéant.

- Le Tsar n'avait pas obtenu la promesse d'une participation de la France au démembrement de l'Empire Ottoman. La reconnaissance de la propriété de la Valachie et de la Moldavie n'en était pas vraiment une, mais seulement la constatation d'un état de fait qui devait être entériné par des négociations pour être accepté par les Turcs. Il dut également se contenter de la reconnaissance du bout des lèvres, par Napoléon, du fait accompli vis-à-vis des principautés balkaniques, celui-ci l'exhortant toutefois à régler le problème à l'amiable faute de quoi il n'interviendrait militairement que si l'Autriche s'associait avec l'Empire ottoman, chose hautement improbable vu le fort contentieux qui existait entre ces deux nations.

-Talleyrand, qui espérait stabiliser la situation politique et militaire de l'Europe et éviter de nouvelles guerres n'avait pas été plus heureux.

Le seul gagnant de cette entrevue fut celui qui en était la cause mais qui n'en avait jamais été avisé officiellement et n'y avait, a fortiori, pas été invité : l'Empereur d'Autriche voyait disparaître la menace d'une alliance franco-russe dont Napoléon voulait se servir contre lui. Hélas, les paroles rassurantes que le Tsar fit porter à l'Empereur autrichien par le baron de Vincent, son envoyé à Erfurt, ne firent pas retomber la tension. Au contraire ! Encouragée par les propos rassurants du Tsar et par les difficultés que Napoléon rencontrait en Espagne, l'Autriche en profita pour s'allier avec l'Angleterre et rallumer la guerre (Cinquième coalition 10 avril/14 octobre 1809).

Cependant il fallait sauver la face et les deux Empereurs affichèrent, par de grandes démonstrations d'amitié au terme des entretiens, une satisfaction qu'ils étaient très loin d'éprouver.

On prétend que l'échec de l'entrevue d'Erfurt est imputable à Talleyrand. En réalité il était inévitable.

Napoléon lui-même porte une large part de responsabilité dans cet échec par sa volonté de ne pas traiter sur les bases préalablement déterminées. Sa méthode de faire alterner le chaud et le froid, la persuasion et la menace, la douceur et la colère pour influencer son interlocuteur ne réussit pas à déterminer le Tsar à s'engager plus avant vis-à-vis de l'Autriche que ce qui avait été signé à Tilsitt.

Sûr de régler les différends sur le champ de bataille, Napoléon ne respectait plus ses engagements. Il a ainsi organisé la carte de l'Europe au gré des circonstances, donnant à l'un des territoires pour, au gré de ses convenances, les lui reprendre pour les donner à un autre ou créer un nouveau satellite. Il utilisait la force et la duplicité pour s'emparer des trônes et y installer les membres de sa famille, ce qui constituait annexion déguisée. La déloyauté du procédé utilisé pour s'emparer de l'Espagne avait choqué toute l'Europe : il avait par deux fois manqué à l'honneur en violant l'intégrité d'un territoire étranger pour s'emparer par la force d'un opposant politique, puis en bafouant le principe d'immunité. La plupart des souverains d'Europe, par crainte, continuaient de lui prodiguer les marques de la plus grande fidélité ou du plus profond respect, mais en fait, ils le haïssaient et ne rêvaient que de se débarrasser de lui. Alexandre Ier aussi était en partie responsable de l'échec de l'entrevue. Bien qu'il s'en défendît, il n'aimait pas Napoléon en qui il voyait un tyran. Malgré les manifestations d'amitié que l'Empereur français lui prodiguait pour l'amadouer, il s'en méfiait profondément. En arrivant à Erfurt, il était décidé à se borner à respecter loyalement les engagements pris à Tilsitt, sauf si Napoléon s'engageait à ses côtés contre la Turquie, ce dont il doutait au vu des réponses évasives de Caulaincourt dans les négociations préliminaires. Ses doutes lui furent confirmés à la lecture du projet d'accord que lui avait remis Napoléon et qui ne lui procurait aucun avantage à court, moyen ou long terme.

En ce qui concerne la "trahison" de Talleyrand, il ne convient pas de raisonner sur la base d'un conflit entre le droit et la morale, mais plutôt sur celle de la déontologie politique.

Napoléon est le premier à y avoir porté atteinte en confondant projet personnel et intérêt national. Ce dernier se limitait à la sécurisation des frontières de 1792, non à la conquête d'un immense empire constitué d'une multitude de peuples différents, et dont les souverains n'avaient pour toute légitimité que celle que Napoléon leur avait conférée. Cet empire, de plus, ne pouvait que s'écrouler rapidement à partir du moment où Napoléon, ayant perdu une bataille, les nations ennemies réaliseraient qu'il n'était pas invincible.

Si, dans ses mémoires, Talleyrand ne cache rien de ce qu'il a fait ou dit à Erfurt, c'est parce qu'il était convaincu qu'il agissait en faveur des intérêts supérieurs de la France qui à ses yeux primaient sur ceux de l'Empereur. En agissant ainsi, il ne trahissait pas son pays mais œuvrait pour lui, même si pour cela il devait manquer à l'Empereur. Il ne craignait pas le jugement immédiat de ses contemporains, ni, à long terme, celui de l'Histoire et de la postérité.

On ne peut pas accuser Talleyrand de déloyauté vis-à-vis

d'un homme qui avait abusé de la confiance et des espérances de paix et de prospérité qu'avait placés en lui tout un peuple. Même s'il a fait de grandes choses, Napoléon, poussé par la peur de perdre son Empire et peut-être aussi par la volonté de puissance et la prodigieuse richesse dont il a fait profiter sa famille, a porté atteinte à une certaine éthique politique par intérêt personnel.

La quasi-totalité des ouvrages sur la question rapportent les faits, sans vraiment essayer de savoir ce qui les a générés. Une lecture attentive des mémoires de Talleyrand concernant l'affaire d'Espagne et l'entrevue d'Erfurt les éclaire d'un jour bien différent. Bien des historiens considèrent ces mémoires comme mensongers. C'est une chose bien curieuse qu'on ne retienne que les arguments à charge, en raison d'un a priori de culpabilité qu'on refuse de remettre en cause. Ils considèrent que Talleyrand ment quand il rapporte le contenu de ses entretiens avec Napoléon. Sur quoi se basent-ils ? Sur des récits de tiers qui n'étaient pas physiquement présents, car Napoléon qui tenait absolument à ce que ses projets demeurent secrets, se gardait bien de s'en entretenir publiquement ou mentait à ses interlocuteurs pour masquer ses intentions réelles, ce dont il s'est vanté devant Talleyrand pour l'affaire d'Espagne. Il a évidemment agi de même vis-à-vis du Tsar en tentant à Erfurt de le faire souscrire à un marché de dupes.

Ces propos résultent de mes réflexions personnelles. En aucun cas ils ne prétendent faire le tour de la question, mais je souhaite que la confrontation d'opinions divergentes puisse contribuer un jour à rendre justice à Talleyrand.

Bibliographie.

-Mémoires de Talleyrand parus aux éditions Plon dans la collection "Les mémorables" et chez Robert Laffont sous la direction d'E de Waresquiel, les documents, lettres de Talleyrand, Metternich etc qui y sont joints en annexe des chapitres sur l'Espagne et sur Erfurt et les annotations de MM Paul-Louis et Jean-Paul Couchoud.

-Mémoires de Caulaincourt (BNF)

-Frédéric Loliée "Talleyrand et la société française" Emile Paul éditeur Paris 1910.

-Les biographies de Talleyrand de MM Orioux, Lacour-Gayet, Castelot, Madelin, Waresquiel, Madelin, Sindral, Lacombe, Bertaut, Vivent, Duff Cooper, Sallé, Lawday, Pichot, Rivois etc.

Merci à MM Jacques Tcharny et Philip Bogaert pour l'aide précieuse qu'ils m'ont apportée en relisant et corrigeant ce texte.

Talleyrand, Bonaparte et le 18 Brumaire : Le regard de Franz Blei

par **Claude Beauthéac** (*claudebeauthéac@yahoo.fr*)

Franz Blei (1871-1942) est un écrivain autrichien, traducteur et critique littéraire. En 1932, il publia un livre intitulé «Talleyrand» tout simplement.

Récemment, l'excellente revue historique GLOIRE ET EMPIRE a édité un dossier de 80 pages sur Bonaparte et le 18 Brumaire. Dans ce dossier, l'auteur, Gautier Larny, rappelle avec justice l'importance de Talleyrand dans cette affaire :

« Bonaparte doit également sa marche vers les plus hautes sphères à Charles-Maurice de Talleyrand, qu'il rencontra pour la première fois le 6 décembre 1797 à son retour d'Italie. Ce jour-là, le jeune général est accueilli au ministère des Relations extérieures, où les deux hommes s'entretiennent longuement. Le « diable

boiteux » à l'affut des intrigues susceptibles de conforter sa position, envisage dès leur première rencontre d'en faire son porte-glaive.

L'écrivain Franz Blei, auteur d'une biographie de Talleyrand, a mis en scène leur rencontre :

Lorsque le général vit le ministre pour la première fois, il fut frappé de sa ressemblance avec Robespierre : même visage pâle, impénétrable, immobile comme un masque sauf la vibration des narines, mêmes plis profondément marqués allant du nez effrontément retroussé à la bouche aux coins tombants, même regard des yeux gris-vert. Et aussi même attitude toute droite, exagérée à cause du pied bot et du souci de dissimuler très adroitement la canne dont il faut bien pourtant se servir pour la marche.

Le général, petit, maigre, nerveux, devait lever la tête, couverte par la chevelure noire du front au collet de l'habit, pour parler au ministre qui lui rendait ce geste supportable en se penchant lui-même d'un mouvement qu'il ne voulait pas condescendant et qu'il rendait naturel (...) Le ministre conduisit son hôte parmi la foule des invités qui faisaient la haie (...) Et dans tout ce que faisait, disait et écrivait le jeune vainqueur, Talleyrand avouait avoir trouvé une manière nouvelle, assez riche en force, en habileté et en esprit d'entreprise pour qu'il pût attendre beaucoup de son génie.

Le jeune général est ensuite introduit auprès des membres du Directoire (...)»

La suite est connue.

Sources :

. Revue Gloire et Empire n°85 Juillet-août 2019. Dossier de Gautier Larny, 80 pages, 16,90 euros.

. Franz Blei : Talleyrand. Publié en 1932, en allemand, par l'éditeur Rowolt, 347 pages. Puis publié en 1935, en français, chez Payot, Paris, sous le titre «Talleyrand, homme d'état»



Le bureau de Talleyrand à l'hôtel de Gallifet. Photo Istituto Italiano di Cultura. C'est probablement ici que l'entretien avec Bonaparte a eu lieu.

Charles-Maurice de Talleyrand père biologique d'Eugène Delacroix ?

par Jacques Tcharny
(rostov1948@gmail.com)

En 2015, un de nos articles les plus personnels : « Talleyrand était-il le père biologique d'Eugène Delacroix ? »**** a été publié sur wukali, provoquant des réactions diverses. Quatre ans plus tard, suite à différentes recherches et recoupements, nous affirmons que :

1- Charles Delacroix ne pouvait pas être le géniteur d'Eugène.

2- Talleyrand était son père biologique.

Si le premier postulat est aisé à démontrer, le second nécessite une appréhension en profondeur de tous les éléments entourant ce secret familial.

Eugène Delacroix(1798-1863) est né le 26 avril 1798. Officiellement, il est le fils de Charles Delacroix et de Victoire Oeben, mariés en 1778 : l'époux avait 37 ans, l'épouse 20 ans. Ils auront 4 enfants, inclus Eugène.

Dans l'ordre :

- Charles, né en 1779, futur général d'Empire.
- Henriette, née en 1780, future Madame de Verninac.
- Henri, né en 1784, jeune officier à l'avenir prometteur tué à Friedland, en 1807.
- Eugène, né en 1798, futur génie pictural.

On remarquera le peu d'écart entre les naissances des 3 premiers enfants : 5 ans ; alors qu'Eugène naîtra 14 ans après Henri. A cette époque-là, Victoire est âgée de 40 ans et Charles de 57.

Intéressons-nous aux personnalités de Charles et Victoire. Charles(né en 1741), fils d'un régisseur de domaine, fut d'abord professeur au collège de Rodez, puis devient secrétaire de Turgot à Limoges. Il le suivra à Paris, où il deviendra « premier commis à la Marine et au Contrôle Général » En 1779, fortune faite grâce à son poste stratégique, à son entregent et à son opportunisme, venant d'épouser Victoire, il prend sa retraite. On le retrouve député de la Marne à la Convention, où il votera la mort de Louis XVI. Sous le Directoire, il est membre du Conseil des Anciens, puis ministre des Relations extérieures en 1795, poste où il sera remplacé par Talleyrand le 16 juillet 1797. Il devient alors ministre de la République en Hollande, se rallie à l'Empire, est nommé préfet, d'abord à Marseille puis à Bordeaux où il meurt le 26 août 1805. Eugène a 7 ans.



*Charles-François Delacroix de Contaut
Buste au cimetière de la Chartreuse, à Bordeaux*

Sa vie ainsi résumée, il apparaît clairement que les scrupules de conscience n'encombraient pas l'arriviste qu'il était. Son état d'esprit semblait très ouvert sur le monde, c'est le moins que l'on puisse dire ! Victoire(née en 1758) est la fille du génial ébéniste Jean-François Oeben, à la mort duquel, en 1763, sa mère épousa le chef de l'atelier paternel : le non moins fameux Jean-Henri Riesener. Comme chacun sait, les deux hommes sont passés à la postérité. Victoire reçut une très bonne éducation. Elle côtoya la clientèle fortunée de l'atelier. Elle appartient à « la noblesse du faubourg Saint-Antoine », frottée d'aristocratie par sa proximité avec la cour de Versailles. De toute évidence, le mariage fut arrangé au mieux des intérêts de tout le monde.

Sautons deux décennies. Nous voici en 1797 : le 13 septembre, Charles Delacroix est opéré d'un sarcocele monstrueux, par le meilleur spécialiste des tumeurs du testicule : le chirurgien militaire Ange Imbert Delonnes (1747-1818).

La protubérance (32 livres) devait être phénoménale

car une brochure fut éditée à cette occasion, probablement à moins de cent exemplaires, « par ordre et aux frais du gouvernement » Elle est devenue rarissime. L'intitulé en est : « l'opération de sarcocele faite au citoyen Delacroix » Un exemplaire est conservé à la Bibliothèque Nationale. Il y est écrit que : « l'hypertrophie dont souffrait Charles Delacroix depuis 14 ans, avait atteint le poids de 32 livres et absorbait toutes les parties de la génération qu'on ne pouvait plus apercevoir » !

C'est d'une clarté limpide : Delacroix étant né le 26 avril 1798, Charles ne peut pas être son géniteur :

- Avant l'opération, il était dans l'impossibilité physique d'avoir des relations sexuelles, et ce depuis longtemps (peut-être 14 ans) du fait de l'énormité de la tumeur.
- Après l'opération, les soins consécutifs à l'ablation durèrent des mois, recouvrant toutes ses parties génitales. Il ne pouvait donc pas davantage avoir de relations sexuelles. Par conséquent, l'hypothèse du prématuré passe aux oubliettes. Nous en avons eu confirmation par plusieurs médecins.

A l'époque de la conception d'Eugène, fin juillet ou début août au plus tard, Charles était donc dans l'incapacité totale d'être père. Que cela plaise ou non, on ne discute pas une vérité physique.

Nous venons d'expliquer qu'Eugène n'était pas le fils de Charles. Alors qui était son père biologique ? D'abord il est manifeste que Charles, qui connaissait et comprenait bien la vie, ne pouvait guère en vouloir à son épouse de « son infortune », puisqu'il était dans l'incapacité d'assurer son « devoir conjugal » depuis des lustres. Il est probable qu'un *modus vivendi* existait entre eux. La grossesse de Victoire dut être « accidentelle » Charles est parti seul en Hollande, laissant femme et enfants à Paris. Il ne fut pas présent à l'accouchement.

A l'époque, le Directoire mène le pays. Le couple Delacroix appartient au cercle restreint des dirigeants. Ils fréquentent donc la bonne société. Le géniteur d'Eugène est forcément issu de cette caste.

Entre avril et l'été 1797 débute la liaison entre Talleyrand, qui n'est pas monogame, et Catherine Grand, sa future épouse. Lui connaît très bien le couple Delacroix. Il succédera à Charles en tant que ministre des Relations extérieures. Victoire sera enceinte en juillet ou début août 1797.

On a souvent dit que la « légende » de la paternité de Talleyrand par rapport à Eugène avait été inventée vers 1880. C'est faux : les témoignages de Théodore Silvestre (1823-1876), de Maxime du Camp (1822-1894), de Caroline Jaubert (1803-1882), l'amie intime de

l'avocat Pierre-Antoine Berryer (1790-1868), lui-même cousin d'Eugène, le prouvent. Ce dernier avait recueilli les secrets d'alcôves de la famille.. Plutôt transparents semble-t-il : il s'agissait d'un secret de polichinelle, genre dont tous les salons à la mode raffolent, quelle que soit la période historique considérée. Certes, tous ne recèlent pas la vérité.

Que savait vraiment Eugène ? Dans son journal intime, qui est parvenu jusqu'à nous suite à une indiscretion et à son corps défendant, il ne cite jamais Talleyrand. Alors qu'il parle avec affection de Charles comme de Victoire. Il faut aller chercher dans les notes des carnets de Delacroix, qu'André Joubin publia en supplément au journal intime, pour trouver quelques mots caractérisant Talleyrand : « circonspection », « silence prudent » Aussi, sur l'un des carnets du Maroc, on lit « l'histoire du valet de Monsieur de Talleyrand regardant le buste de Voltaire » C'est peu, on en conviendra. En revanche, nous l'ignorions à l'époque de la rédaction de notre premier article sur le sujet, Eugène a conservé toute son existence un exemplaire de la brochure concernant l'opération de Charles*. Elle était, soigneusement et précieusement, reliée et rangée dans un maroquin. Elle fut reçue intacte par son exécuteur testamentaire Achille Piron(1798-1865)*. Eugène savait donc que Charles ne pouvait pas être son père.

Nous avons appris* également que Victoire, après le décès de son mari en 1805, a déposé Eugène comme interne au Lycée Impérial (aujourd'hui lycée Louis-le-



Eugène Delacroix autoportrait

Grand) à Paris. Puis elle partit pour Marseille rejoindre son amant et cadet le Général Cervoni (1765-1809). Lequel devait être tué à la bataille d'Eckmühl en 1809. C'est seulement après qu'elle revint, définitivement, à Paris. Elle mourut en 1814.

La déception d'Eugène, dont la piété filiale était sincère, dut être terrible en apprenant les faits. L'absolu silence qu'il garda sur le sujet est d'autant plus remarquable. Dès ce moment, ce sont les « aspects aristocratiques » qui primeront chez lui : tempérament serein, air lointain et hautain, parfaite courtoisie, séduction naturelle, aspect racé de grand seigneur.

Mettons côte à côte, au même âge, un portrait de Talleyrand et un portrait de Delacroix. La ressemblance est vraiment troublante : maintien orgueilleux, port de tête altier, pâleur diaphane, sourire contenu, bouche à la moue dubitative, menton pointu. Le visage du peintre appelle celui du diplomate. De la même manière, observons les portraits de son père, de ses frères et de sa sœur : ils se ressemblent entre eux, mais pas avec Eugène. Naturellement, tous ces éléments forment des indices, pas des preuves.

Pour trouver ces dernières, nous allons devoir faire un bond dans le temps : au 25 septembre 1821 à Paris, quand arrive la diligence de Marseille d'où descend un jeune journaliste, alors complètement inconnu :

Adolphe Thiers (1797-1877).**



Adolphe Thiers, photographié par Nadar

Il a cent francs en poche, des recommandations de La Rochefoucault-Liancourt (vieux relation de Talleyrand), une volonté de fer, une confiance totale en lui, une énergie débordante et la certitude d'avoir un destin. En quelques jours, il trouve un emploi de journaliste au « Constitutionnel », journal libéral qui servira de tremplin à ses ambitions. Il furete partout et écoute tout ce qui se dit. Il fait un nombre incroyable de rencontres nécessaires et se lie avec une foule d'inconnus utiles. Il s'intéresse aussi à la critique artistique dès qu'il croise le Baron Gérard, peintre renommé. C'est ce dernier qui lui signale un débutant au talent hors-normes, Delacroix, qui expose au salon de 1822 un tableau révolutionnaire « la barque de Dante » ** Gérard connaissait Eugène depuis 1813. Sous la Restauration ce dernier fréquenta le salon de son aîné. Il y croisait Talma, Mlle Mars, Balzac, Mérimée, Stendhal et Talleyrand. Une lithographie d'époque de Louis Moreau montre tout ce beau monde dans le salon de Gérard. Contrairement à ce que certains soutiennent, Talleyrand et Eugène se sont donc rencontrés très tôt. Or, le Baron Gérard était un habitué du salon de Charles-Maurice en son hôtel particulier de la rue Saint-Florentin.** Lacour-Gayet écrit qu'il était possible que ce fût Talleyrand qui signala « la barque de Dante » à Gérard.**

Le 11 mai 1822, le Constitutionnel publie un article prophétique de Thiers sur Delacroix*** qui lui ouvrira les portes de l'homme qui est son modèle : Charles-Maurice de Talleyrand-Périgord, Prince de Bénévent.** Car, contrairement à ce que nous avons cru****, Thiers ne connaît pas encore le diable boiteux. Mais il entend tout, y compris les petites histoires que l'on raconte dans les salons à la mode. Il a appris la vérité sur la paternité d'Eugène.

Il va donc faire d'une pierre deux coups : encenser, sans se forcer, le jeune peintre qu'il trouve réellement génial ; faire que son étude parvienne jusqu'à Talleyrand et que celui-ci réagisse.

Pari gagné : l'étude artistique fera sensation dans tous les milieux et Talleyrand demandera à le rencontrer. C'est chez le banquier Lafitte qu'aura lieu leur premier tête-à-tête, début 1823.** Les deux hommes, à l'intelligence hors du commun, se comprendront, s'apprécieront et se respecteront. A partir de ce moment, Thiers deviendra le protégé de Talleyrand.

Lacour-Gayet écrit : « Talleyrand avait remarqué la signature de Thiers au bas d'un article enthousiaste sur le tableau de Delacroix « Dante et Virgile aux enfers » plus connu de nos jours comme « la barque de Dante ». Thiers fut le seul à saluer, en Delacroix, un

peintre de génie. »** Ces quelques mots, extraits des pages qui nous ont été transmises par notre ami Daniel Chartre**, ont une importance capitale : Talleyrand était un amateur d'art éclairé, mais pas un adepte du romantisme pictural. Pourquoi soudainement s'intéresser à un tableau d'un style en rupture avec ce qui se faisait alors ? Et à un peintre débutant totalement inconnu ? Probablement avait-il vu l'œuvre au salon, mais pourquoi tant se préoccuper d'aller rechercher et lire les critiques, généralement défavorables, du dit impétrant artiste ?

Le vieil adage policier « trop de coïncidences forgent des certitudes » s'applique ici : le hasard n'a rien à voir là-dedans, Talleyrand suivait et surveillait, de loin, la carrière de son fils naturel.

Il est notoire que Talleyrand a eu, au moins, deux autres enfants illégitimes : le Comte Charles de Flahaut, avec Adèle de Flahaut, dont il ne cessera de favoriser la carrière ; Charlotte, avec sa future épouse Catherine Grand, avant de convoler en justes noces, qu'il élèvera auprès de son couple puis mariera à un cousin Talleyrand ; et peut-être Pauline, fille reconnue de Dorothée, dont il s'occupera et qu'il mariera au marquis de Castellane.

Alors pourquoi Talleyrand semble-t-il ne s'être jamais intéressé à Eugène ? En étudiant la question de près, on s'aperçoit que l'assertion est fautive. Mais la discrétion domine l'enchaînement des faits. L'attitude de Charles, après la naissance d'Eugène, est irréprochable : celle d'un vrai gentleman : il accepte l'enfant comme le sien et ne divorce pas.

Prise de remords tardifs, Victoire fait tout pour empêcher Talleyrand de se rapprocher d'Eugène. A cette époque, le ministre diplomate était tombé sous le charme de sa « belle indienne » Catherine Worlée, divorcée de Georges-François Grand. Charles meurt en 1805, Eugène a 7 ans.

Il est déjà trop tard pour que Talleyrand s'imisce dans l'éducation de son fils : il a épousé Catherine. Le scandale aurait été énorme. La colère de l'Empereur aurait explosé. Elle était redoutable et redoutée. On sait que celui-ci supportait mal Catherine et commençait à se méfier de son ministre des Relations extérieures. C'est si vrai que Charlotte, née des amours du « diable boiteux » et de la « belle indienne », AVANT leur union, ne sera jamais reconnue officiellement.

Victoire meurt le 3 septembre 1814. Delacroix a 16 ans. Le Prince de Bénévent vit avec sa nièce Dorothée et le Congrès de Vienne, auquel il représentera la France, débutera le 18 septembre 1814. Dans ces conditions, comment Charles-Maurice aurait-il pu renouer le

contact avec Eugène ? C'est impossible. Non, tout ce que peut faire le Prince c'est d'aider, très discrètement, le jeune homme.

Mais après ? La chance poussera à cette discrétion : Thiers sera l'agent de liaison du Prince de Bénévent auprès du peintre. C'est Thiers, protégé de Talleyrand, qui sera le protecteur de Delacroix, et cela tout au long de la vie du peintre : grâce à son intervention, Eugène obtiendra de nombreuses commandes de l'Etat (chambre des députés, sénat...), et lui vendra ses toiles les plus importantes (la barque de Dante, les massacres de Scio, etc...). Thiers avait d'innombrables défauts mais il fut d'une parfaite fidélité à ses engagements de jeunesse envers Talleyrand et Delacroix.

Tout le monde trouva son compte dans cette histoire : Charles-Maurice que le génie pictural d'Eugène devait rendre, secrètement, très fier ; Thiers qui était entré, grâce à Delacroix, dans le cercle du diplomate ; et Delacroix dont la carrière décollait grâce à Thiers.

Tout cela se fit en douceur, dans la plus grande discrétion et par le jeu des intérêts personnels comme de celui des circonstances.

Enfin, rappelons-nous : officiellement Eugène est le fils d'un conventionnel régicide ayant rallié l'Empire !

De ce fait, imaginer qu'il ait pu exposer aux salons artistiques dans la France réactionnaire de la Restauration, c'est de la science-fiction. Stricto sensu, c'est surréaliste. Il aurait été traité en pestiféré.

Ce secret de Polichinelle, on le murmurait sur son passage. Eugène fit semblant de ne jamais l'entendre. Sa sagesse rejoignit celle de son géniteur. Bon sang ne saurait mentir.

Nous en sommes conscient : seules des recherches d'ADN sur les ossements de Talleyrand et de Delacroix donneraient la preuve officielle de la filiation. Mais les faits sont là.

* René Hughe : Delacroix ou le combat solitaire p 51/55 et notes diverses en fin de livre.

** Lacour-Gayet : Talleyrand et la guerre d'Espagne p 137/138.

*** Voir l'article que nous avons consacré au tableau

«La barque de Dante» sur Wukali et repris dans «Les admirateurs de Delacroix». Extrait : «Il jette ses figures, les groupe, les plie avec la hardiesse de Michel-Ange et la fécondité de Rubens. Je ne sais quel souvenir des grands artistes me saisit à l'aspect de ce tableau; j'y retrouve cette puissance sauvage, ardente mais naturelle, qui cède sans effort à son entendement. Je ne crois pas m'y tromper : Monsieur de Lacroix a reçu le génie.»

**** Voir notre article «Talleyrand était-il le père biologique de Delacroix ?» publié sur Wukali, repris sur les admirateurs de Delacroix et les Amis de Talleyrand.

Commentaire sur les mémoires d'outre-tombe

par Daniel Chartre (*daniel.chartre@laposte.net*)

Beaucoup de personnes ont lu les pages acides que M de Chateaubriand a consacrées à Talleyrand dans ses Mémoires d'outre-tombe. Ce texte est un torrent d'invectives dont la violence laisse le lecteur pantois et le pousse à se demander qui était réellement Chateaubriand et pourquoi, à cette occasion, cet écrivain célèbre s'est ainsi laissé aller.

On ne peut refuser à Chateaubriand la reconnaissance des qualités littéraires immenses qui en firent l'un des plus grands noms de la littérature française, le plus brillant précurseur du romantisme populaire, mais aussi un écrivain de parti talentueux.

Hélas, jamais un tel don ne fut autant gâché par un esprit qui, s'il était brillant, n'en était pas moins terriblement orgueilleux, d'une opiniâtreté peu commune dans ses rancunes et d'une intelligence tournée à la seule satisfaction de son ambition et de ses désirs. Ses amitiés étaient précaires et changeaient au gré de ses humeurs, parfois aussi vite qu'elles étaient apparues.

En réalité, il n'aimait personne. Profondément égoïste, il se laissait encenser par ses adorateurs mais, en retour, ne se souciait aucunement de les ménager. Indifférent, il avait, d'après la comtesse de Boigne qui l'a très bien connu, beaucoup fréquenté et qui en parle à plus de soixante reprises dans ses mémoires, « peu de générosité » dans ses jugements à l'égard de ses contemporains quels qu'ils soient. Il n'hésitait pas, nous dit-elle, à recourir à de perfides insinuations pour écarter un rival potentiel de la liste des personnages « ministrables », tel M Decaze qu'il rend injustement responsable de l'assassinat du duc de Berry.

Chateaubriand avait, dans ses qualités de diplomate, une confiance naïve et injustifiée qui lui fit commettre plusieurs bévues telles qu'en 1803, quand Bonaparte le choisit pour accompagner le cardinal Fesch à Rome comme premier secrétaire d'ambassade : Ses propos intempestifs indisposèrent fort le Saint Siège et le Cardinal Fesch, personnage considérable étant l'oncle de l'Empereur. Choqué de l'outrecuidance de Chateaubriand, le prélat s'en plaignit vivement auprès de son neveu et demanda son rappel. La fureur de Napoléon fut telle que Chateaubriand ne dut de n'être point chassé ou emprisonné qu'à l'intervention bienveillante



*Adélaïde d'Osmond, comtesse de Boigne
par Jean-Baptiste Isabey*

de Talleyrand, dit-on à l'époque, qui le fit ensuite nommer Chargé d'affaires dans la République du Valais.

La deuxième bourde diplomatique nous est contée par Madame de Boigne : « ...Monsieur de Chateaubriand, qui était depuis 1828 ambassadeur à Rome, avait inventé d'adresser au conclave chargé de nommer un successeur au pape Léon XII en mars 1829, un discours plein d'idées libérales et philosophiques qui avait singulièrement scandalisé le Sacré Collège et rendu sa position à Rome assez gauche. Le nouveau Pape, Pie VIII, écrivit à Paris pour s'en plaindre et Monsieur de Chateaubriand, sous prétexte de santé, revint en France. (Boigne, Mémoires Tome II P 207).

Chateaubriand considérait "du haut de sa suffisance" (id Boigne) tous les postes diplomatiques à l'étranger qu'il avait occupés comme étant indigne de sa valeur. Il s'en lassait très vite et n'avait de cesse d'intriguer pour en obtenir un autre qui lui semblait plus digne de lui. Mais il était toujours déçu car, nous dit toujours la comtesse, sa gloire d'écrivain et son talent, si popu-

lares en France et sur lesquels il comptait pour briller dans ses fonctions, ne rayonnaient pas et avaient peu de retentissement à l'étranger.

Comment expliquer la violence inouïe, exceptionnelle de Chateaubriand, cette rage désespérée à l'égard de Talleyrand ?

On en trouve la clé dans les revers d'ambition et les mécomptes politiques qu'il a subis.

Chateaubriand aurait voulu « bouleverser le monde » nous dit la comtesse de Boigne. Il pensait être indispensable à la formation d'un ministère. Son unique ambition a toujours été celle d'occuper la place de ministre des Affaires étrangères et d'entrer dans l'Histoire comme un grand diplomate. Ayant accueilli avec transports le retour des Bourbons, il fut nommé ministre d'État et pair de France dès le 30 mars 1814. Mais il fut déçu de ne pas avoir reçu du roi, en récompense du très violent pamphlet « De Buonaparte et des Bourbons » le poste de ministre des Affaires étrangères qui échut à Talleyrand. Il en voulut énormément à celui qui avait été son protecteur et qui lui avait obtenu deux postes diplomatiques, certes subalternes mais qui laissaient augurer d'une carrière honorable, et qui l'avait jadis protégé des foudres impériales, de ne pas faire partie de la délégation diplomatique au Congrès de Vienne, ce qui le priva du rejaillissement des succès de Talleyrand qui aurait été très bénéfique sur la suite de sa carrière mais aussi du prestige de participer aux nombreuses fêtes qui y furent données.

En compensation, il fut nommé, fin 1814, ambassadeur en Suède, mais considéra le poste comme indigne de sa valeur (id Boigne). Les Cent Jours et la fuite du roi le dispensèrent opportunément d'y prendre ses fonctions. A cause de ce revers d'ambition il voua à son protecteur une haine féroce.

Au retour de Gand, il fut humilié de ne pas avoir été retenu lors de la constitution du premier gouvernement de la seconde Restauration, dirigé par Talleyrand. Il parvint enfin à obtenir, en 1822, ce poste si ardemment désiré de Ministre des Affaires étrangères dans le gouvernement Villèle, mais son caractère incommode, ombrageux, irascible le fit brutalement congédier le 6 juin 1824.

Comme il était en politique un « auxiliaire peut utile mais un adversaire formidable » (Boigne), il était un personnage redouté à qui on offrait des postes diplomatiques pour le neutraliser. Ceux-ci ne le satisfaisaient jamais, et il cherchait obstinément à retourner rue du Bac pour occuper le seul poste qu'il jugeait digne de son talent.

Toute sa vie, il fut outré contre tous ceux qui ne lui

avaient pas permis de jouer le rôle auquel les événements l'appelaient, croyait-il et se répandit contre eux en sarcasmes amers.

Talleyrand fut sa principale victime. Il eut droit à un « traitement de faveur » puisque Chateaubriand lui a consacré un fort long passage dans ses Mémoires, passage qui n'est qu'un feu roulant d'invectives. La lecture



Joseph, comte de Villèle.

de ce torrent de haine et de mépris finit par incommoder. Elle est révélatrice d'une personnalité chez qui la frustration de ses ambitions a provoqué une blessure narcissique profonde, aggravée par l'hostilité marquée de l'Empereur puis du Roi.

Il connut une nouvelle déception et nouveau motif de haine à l'encontre de Talleyrand lors de la constitution de son ministère en juillet 1815. Il estimait qu'un poste ministériel était la juste récompense de sa fidélité au souverain dans l'adversité et souhaitait ardemment, comme toujours, obtenir le portefeuille des Affaires étrangères. La fonction de Premier Ministre étant très absorbante, il espérait que Talleyrand allait le lui confier, mais celui-ci préféra se le réserver en raison de la délicatesse des négociations à venir. A défaut, il se serait satisfait du ministère de l'Intérieur qui lui avait été attribué dans le gouvernement en exil, mais en fut écarté en raison de la méfiance du roi à son égard.

Enfin, la rage et la jalousie de Chateaubriand, écarté du pouvoir en 1830 à cause de son hostilité à la montée sur le trône de Louis-Philippe, ont dû être portées à leur comble devant le succès retentissant de l'ambassade à Londres de Talleyrand.

Sa sentence de malédiction avait pour but de ruiner à jamais l'image et le prestige de son ancien protecteur. Elle n'était pourtant que la manifestation d'un délire de jalousie face à la célébrité grandissante de celui qu'il rêvait d'égaliser, de dépasser.

Pour donner la nausée à ceux qui ont le courage de la lire jusqu'au bout, elle a pourtant eu des conséquences dévastatrices pour la mémoire de Talleyrand. Nombreux sont ceux qui, impressionnés par la réputation littéraire de son auteur, prennent pour argent comptant les accusations graves et volontairement mensongères qu'il porte contre Talleyrand, fascinés qu'ils sont par l'écorce flamboyante du personnage.

« Tout ce qui est exagéré est insignifiant » a dit un jour Talleyrand. Cette phrase pleine de sagesse est le fruit de la longue expérience diplomatique et politique acquise par un homme qui a vécu les moments les plus exaltants et en même temps les plus chaotiques traversés par la France ; elle ramène à sa juste valeur le torrent de haine déversé par Chateaubriand.

L'une des vertus cardinales que doit posséder un diplomate digne de ce nom est le contrôle de soi qui doit se manifester par la retenue et la modération dans ses propos et ses écrits en tous temps, en tous lieux et en toutes circonstances, jusque et y compris dans ses Mémoires s'il en écrit. Ce texte prouve que Chateaubriand, qui se pensait et se voulait un grand diplomate n'en était « que la détrempe ». Jamais dans ses écrits, Talleyrand ne s'est laissé aller à tenir des propos insultants ou infamants sur qui que ce soit, quoi que l'on ait dit ou écrit sur lui. Ce mépris total du qu'en dirait-on s'appliquait aussi bien à sa vie privée qu'à sa vie publique et il s'est borné à répondre un jour à Adolphe Thiers qui l'incitait à réagir contre des propos calomnieux dont il était victime « Je suis un vieux parapluie sur lequel il pleut depuis quarante ans : que me fait une goutte de plus ou de moins ? » Adolphe Thiers goûta tellement cette réponse qu'il la réutilisa à son profit quelques années plus tard !

La seule arme dont il usait parfois contre ses adversaires ou ses détracteurs, sans enfreindre les règles de la bienséance, était une

ironie mordante dont Chateaubriand fit d'ailleurs les frais lorsque il dit à son propos « Monsieur de Chateaubriand se croit sourd parce qu'il n'entend plus parler de lui » ce qui prouve en passant que l'immense vanité du personnage était de notoriété publique.

Certes, on ne peut refuser à un mémorialiste le droit de ne pas rester neutre et de s'exprimer avec passion. Mais il doit respecter les lois élémentaires de la correction, faute de quoi, par l'outrance et la violence de son propos, il dévalorise son texte et se décrédibilise. La violence et la bassesse des arguments utilisés par Chateaubriand, aveuglé par sa haine de Talleyrand, mettent en cause son honnêteté intellectuelle et font qu'en tant que mémorialiste il s'est totalement disqualifié.

Bibliographie :

Pour cette note j'ai fait fond sur les mémoires de la Comtesse de Boigne parus dans la collection "le temps retrouvé" au Mercure de France.

J'ai également relu le texte de Chateaubriand, dans les Mémoires d'outre-tombe (!)



Chateaubriand par Anne-Louis Girodet-Trioson

La fortune de Talleyrand ¹

par Claude Jambart (*claud.jambart@live.fr*)

« *C'était un homme d'infiniment d'esprit, qui manquait toujours d'argent.* » (Stendhal)

Talleyrand est connu pour ses rôles politique et surtout diplomatique, éminents. Mais son enrichissement personnel fut aussi la grande affaire de sa vie.

Le but de cet article est de dresser un panorama succinct des activités financières de notre grand homme. La politique et surtout la diplomatie furent en quelque sorte, « son industrie » (cf. G. Lacour-Gayet) dont il escomptait des revenus. Il a, d'ailleurs, toujours combiné les intérêts publics et ses intérêts privés. Ces pratiques prêtèrent, et prêtent encore, aujourd'hui, à controverses, y compris chez les historiens modernes.

Il faut se garder toutefois de juger ces activités à l'aune des valeurs morales et juridiques actuelles. Les imbrications entre finances personnelles et finances publiques étaient chose courante à l'époque (pensons à la vénalité des charges sous l'Ancien régime !). Pour F. Loliée : « Une habitude du temps, admise comme un fait usuel et normal, que les personnages employés aux œuvres de diplomatie profitassent de leur situation pour augmenter leur fortune. » Talleyrand a seulement pratiqué l'exercice avec le talent qu'on lui connaît. Les activités financières de Talleyrand ne doivent pas non plus nous faire oublier ce que la France lui doit.

Nous aborderons le sujet en suivant la vie et la carrière de Talleyrand.

Famille et enfance

Talleyrand est d'une famille de très ancienne noblesse, mais de sa branche désargentée. La marquise de Crequy traite d'ailleurs vilainement, dans ses Mémoires, Alexandrine, sa mère, de « punaise de cour » pour « faire vivre sa famille » des « miettes qui tombaient du buffet de Versailles ». Talleyrand est orienté vers l'église du fait de son pied-bot, et ensuite déshérité au profit d'Archambaud, son frère cadet, pour lui faciliter un riche mariage, auquel d'ailleurs Charles-Maurice n'assista pas. Des humiliations et des frustrations qui expliquent bien des choses, en particulier dans le domaine qui nous occupe.

Sous l'Ancien régime

« *Cette riche matière (les finances) pourrait me mener bien loin, car elle est pour moi pleine de charme.* » (Mémoires de Talleyrand)

Talleyrand avait 35 ans en 1789. Une partie déterminante de sa vie s'est donc déroulée sous l'Ancien régime. Devenu évêque d'Autun, il accédera en 1788 à l'indépendance financière avec les revenus de son évêché, des abbayes de Saint-Denis de Reims et de Celles



Charles-Alexandre de Calonne par Mme Vigée-Lebrun,

en Poitou, soit au total cinquante-deux mille livres par an (cf. G. Lacour-Gayet).

Talleyrand découvrit dans cette période les finances, en particulier par ses activités comme Agent général du clergé et conseiller de Calonne (Assemblée des notables). Il y prit goût. Il fréquente, avec une petite société d'initiés (Mirabeau, Narbonne, Lauzun, ...) Isaac Panchaud, qui le tient pour un homme « extraordinaire » et « de génie » (compliment exceptionnel de sa part). I. Panchaud était un banquier, financier et manieur d'agent de haut vol, spécialiste de l'amortissement, qui tâta de la prison pour dettes en Angleterre. Il créa en 1776, à Paris, la Caisse d'amortissement dont Talleyrand fut actionnaire. Il décéda en 1789. La Caisse, elle, cessa ses activités en 1793.

Pour E. de Waresquiel, Talleyrand est alors « l'ancêtre de nos modernes capital-risqueurs » (Société des mines de charbon de Rueil, Société pour l'entreprise de la

tourbe, ...). Il s'intéresse au commerce (le traité de libre-échange avec l'Angleterre, ...), aux opérations de change, aux fluctuations des monnaies, au crédit public ...

Les sources manquent pour dresser un bilan de sa fortune à la veille de la Révolution. Notons cependant qu'il put acheter deux terrains sur les Champs-Élysées à M. Radix de Sainte-Foy, sur lesquels il fit édifier un imposant hôtel particulier qu'il possédait toujours sous le Directoire. Radix de Sainte-Foy, ancien surintendant des finances du comte d'Artois, richissime homme d'affaires, avait fait fortune dans ses fonctions « officielles », puis dans la spéculation des biens nationaux. Il était aussi dispensateur des fonds secrets du roi et intrigant contre-révolutionnaire.

Sous la Révolution

« *La Révolution fut aussi une énorme affaire d'argent.* » (Aimée de Coigny).

« *Je m'occupe de refaire de la fortune et j'y porte l'activité que peut inspirer l'usage que j'espère en faire.* » (lettre à Mme de Genlis depuis les Etats-Unis)

« *Ma raison me dit qu'il faut refaire un peu de fortune, afin de ne pas être dans la gêne et dans la dépendance continuelle lorsqu'on devient plus âgé ; cette idée m'occupe.* » (lettre à Mme de Staël depuis les Etats-Unis)

Avec la Révolution, Talleyrand, tout en s'engageant résolument au service des temps nouveaux, entre de plain pied dans le monde des affaires et de la spéculation (« agiotage » selon le vocabulaire de l'époque). On évoque des opérations sur les changes, la dette et les fournitures à l'armée américaine, les biens nationaux, et aussi ce que nous appellerions des délits d'initié ... Les journaux de l'époque s'en firent l'écho à loisir : « Un peu répétitifs d'ailleurs. » pour E. de Warequier. Ici débuta la réputation d'affairisme de Talleyrand. N'oublions pas aussi le jeu qui permet de fabuleux gains comme le soir du 14 juillet 1790 (fête de la Fédération). Il s'en excusa dans la presse en février 1791. En mission ordonnée par Danton, puis réfugié en Angleterre, Talleyrand, sans ressources, connaît des difficultés de trésorerie qui le conduisent à vendre sa bibliothèque (Il vendit d'ailleurs trois fois sa bibliothèque, à Londres en 1793 et 1816, et à Paris en 1811) et à demander un prêt conséquent à Mme de Staël.

Chassé par les Anglais, Talleyrand se rendit aux Etats-Unis bien décidé à y prospérer. Les spéculations sur les terrains y allaient bon train. Les domaines étaient vendus à des Européens, mais souvent sur des bases juridiques incertaines voire douteuses, et faisaient ensuite l'objet de spéculations. Des fortunes s'y firent, d'autres s'y défirent. Talleyrand se vit bien jouer un rôle dans

la sécurisation de ce marché mais aussi pour spéculer pour autrui et pour son propre compte. Il développa donc une intense activité financière, en relation avec des correspondants européens. Mais s'« *Il y a de l'argent à faire pour ceux qui en ont* » (lettre à Mme de Genlis), ce n'était manifestement pas son cas. Facteur aggravant, il fut mis sur la liste des émigrés pendant son séjour aux Etats-Unis, et ses biens furent dispersés aux enchères à Paris en 1795.

A son retour en Europe, il déposa cinquante mille francs à la Banque Ricci, à Hambourg, solde de son séjour aux Etats Unis. Il emprunta vingt-quatre mille francs à Mme de Staël, à ajouter aux sommes déjà empruntées en Angleterre. Mme de Staël eût d'ailleurs ensuite les plus grandes difficultés à se faire rembourser. Comme l'on sait, les difficultés d'argent de Talleyrand servirent même à Mme de Staël d'argument auprès de Barras pour faire entrer Charles-Maurice au ministère. La scène est fameuse : « Barras, (...), savez-vous ce qu'il m'a dit (...) ; il m'a dit qu'il allait se jeter à la Seine, si vous ne le faites pas décidément ministre des Affaires étrangères. Il n'a plus que dix louis devant lui. »

Talleyrand ne fit donc pas fortune, comme il l'espérait, en Amérique.

Sous le Directoire

« *Nous tenons la place : il faut faire une fortune immense, une immense fortune ...* » (propos tenus à l'occasion de l'accession de Talleyrand au ministère du Directoire, rapportés par Benjamin Constant). C'est ici que Chateaubriand (« plume de corbeau » pour Talleyrand), pétri de jalousie, pourrait placer son brûlot : « *Quand M. de Talleyrand ne conspire pas, il trafique.* »

Entré au ministère, et bien résolu, comme on le voit, à faire fortune, Talleyrand s'y emploie. « Tout s'achète ici en matière d'affaires ... *Le ministre des Relations extérieures aime l'argent.* » (lettre de Sandoz-Rollin au roi de Prusse de janvier 1798). Les sommes en jeu étaient considérables. Des listes circulèrent dans Paris. G. Lacour-Gayet énumère les « pourboires diplomatiques » reçus pendant la période de deux ans qui précéda le Consulat, évalués à un montant total de treize millions six cent cinquante mille francs. Un grave incident avec les Etats-Unis, l'« affaire XYZ » témoigne de l'affairisme en cours. Les Etats-Unis réclamaient une indemnité pour les dommages subis par leur pavillon du fait d'une guerre larvée (« Quasi War » pour les américains) avec la France. Il leur fut demandé une importante somme d'argent avant même de pouvoir négocier. Scandale suivi d'une campagne de francophobie, d'une guerre maritime, d'un embargo sur les produits fran-

çais, et enfin d'une réconciliation en 1800.

En janvier 1797, il donne une fête fabuleuse en l'honneur de Bonaparte. Un premier emploi intelligent de l'argent comme moyen d'influence en politique. Cette fête a donné lieu à ce savoureux échange cité par G. Lacour-Gayet : « *Cela a dû vous coûter gros, citoyen ministre* », lui dit Mme Merlin - « *Pas le Pérou, citoyenne.* »

Sous le Consulat

« Le suprême bonheur de M. de Talleyrand c'était de réunir un million et de le dépenser. » (Stendhal)

G. Lacour-Gayet fait état d'une fortune estimée à une trentaine de millions dès le 18 brumaire, sans certitude cependant. Mais l'achat de l'hôtel de la rue d'Anjou en 1800,

comme celui du domaine de Valençay en 1803, supposaient des moyens considérables. G. Lacour-Gayet, J. Orioux, E. de Waresquiel et T. Lentz listent nombre d'« affaires » qui profitèrent à Talleyrand, sachant toutefois que, dans ce domaine, on navigue entre faits avérés et on-dit, et vice-versa. Nous en évoquerons quelques-unes, sans viser à l'exhaustivité :

- Traité de Bâle avec l'Espagne. Bonaparte fit remise à l'Espagne de deux millions et demi mensuels sur cinq millions. La cour d'Espagne l'ignora. « Que devenait cette différence ? » (J. Orioux).

- Créances de Bacri et Busnach, marchands de grains de la Régence d'Alger. Une partie des fonds qui leur étaient destinés disparut. A noter que cette affaire devait conduire à l'expédition d'Alger en 1830 !

- Pourparlers suite à Marengo. « Il y ramassa sept millions cinq cent mille francs. » (G. Lacour-Gayet)

- Indemnités du prince de Nassau-Orange. Pour G. Lacour-Gayet « Un bon nombre de millions, dix-sept peut-être, s'étaient égarés en route. » Mis au fait en 1804, Napoléon voulut démêler l'affaire. « Quel menteur, dira-il à Maret, Il faudra le renvoyer à Valençay ; mais qui mettrons-nous aux Relations extérieures ? »

- Traité de Lunéville et recez de Ratisbonne. Ces opérations redessinèrent la carte de l'ancien Saint-Empire Romain Germanique. Talleyrand « tirait de ces négociations complexes de considérables pots-de-
vin, tout en défendant avec brio les intérêts de son pays. » (T. Lentz). Pour le comte Molé, ce fut « une

mine d'or » pour Talleyrand. Le chancelier Pasquier « évalue à plus de dix millions de francs le montant des compensations diplomatiques empochées à cette occasion » (E. de Waresquiel). Pour G. Lacour-Gayet ces traités rapportèrent à Talleyrand « une dizaine de millions, une quinzaine peut-être »

- Vente de la Louisiane aux Etats-Unis. La France re-

çut cinquante-quatre millions des soixante fixés. La différence fut imputée à des « frais de négociation »

- Présidence de la République Batave. Le prince de Weilbourg, entre autres, offrit quatorze millions (cf. G. Lacour-Gayet) à Talleyrand pour lui faciliter l'accès à la présidence de la République Batave.



La Louisiane, vendue aux Etats Unis sous le Consulat.
L'actuel état de Louisiane est encadré de rouge.

Ces sommes peuvent sembler, et sont, considérables. Elles doivent cependant être relativisées dans le contexte de l'époque. Les enrichissements de notables de l'Empire furent légion. C'est ainsi que Fouché devint l'un des hommes les plus riches de France.

Talleyrand multiplia, sous le Consulat, et ensuite sous l'Empire, les investissements fonciers et immobiliers (la principale façon d'investir alors) pour ses besoins propres, mais aussi pour spéculer. Nous pouvons en dresser une liste rapide, non exhaustive, mais qui donne déjà le tournis :

- Janvier 1800, achat de l'hôtel de Crequi, rue d'Anjou, où il vécut jusqu'en 1808. Cet hôtel particulier fut



L'abbaye d'Ourscamp (Oise), une possession de Radix de Ste-Foy détruit par le percement de l'avenue Montaigne.

- Février 1801, achat du domaine de Haut Brion dans le Bordelais qu'il revendit assez vite. De méchantes lan-

gues prétendirent qu'il fit cet achat pour complaire à Bonaparte, avant de découvrir que celui-ci ne buvait que du Bourgogne !

- Décembre 1801, achat, avec son épouse, du domaine de Ponts-de-Sains. Il lui céda ce domaine lors de la séparation de biens en 1816.

- Mai 1803, achat du château et de la terre de Valençay pour la somme de un million six cent mille francs, sur les injonctions de Napoléon, pour recevoir d'importants personnages (comme ce fut bien le cas pour la famille royale espagnole en 1808 !). L'aide de Napoléon pour cet achat reste incertaine. Valençay était l'un des plus grands domaines de France à l'époque. Talleyrand l'agrandit ensuite par des achats successifs.

- Mars 1808, échange de l'hôtel de Crequi contre l'hôtel de Matignon-Monaco, où il fit réaliser d'importants travaux toujours visibles aujourd'hui (les deux ailes sur cour, bien visibles sur la photographie ci-dessous).



- Mars 1812, achat de l'hôtel Saint-Florentin construit par Chalgrin en 1767. Sous la Restauration et la monarchie de Juillet, Talleyrand vécut entre Valençay l'été et Saint-Florentin l'hiver. Cet hôtel particulier appartient aujourd'hui aux Etats-Unis.

- Juin 1812, achat du château de Saint-Brice, près de Montmorency, revendu en 1815. Il ne reste rien de ce domaine, à l'exception des écuries.

La plupart de ces achats se firent dans les meilleures conditions pour Talleyrand, souvent à crédit, « améliorées » encore par une pratique de mauvais payeur bien connue. Il faudrait ajouter à cette liste les locations, dont celle du somptueux château de Neuilly, détruit lors de la révolution de 1848.

Notons qu'apparaît à cette période le comte de Montrond, « l'Enfant Jésus de l'Enfer » pour Talleyrand. Il sera son compère sa vie durant, en particulier pour les affaires d'argent. Talleyrand était fasciné par son amoralité et son cynisme ...

Sous l'Empire

« Napoléon oubliait de récompenser ceux qui le servaient le mieux. Il fallait bien penser à se récompenser soi-même. » (Talleyrand à Cambacérès, cité par J. Orioux).

L'Empire débutait, pour Talleyrand, sous les meilleures auspices, puisque le financier Hervas estimait sa fortune à quatorze millions de francs au début de l'Empire (cf. G. Lacour-Gayet). D'autant que les affaires continuèrent de plus belle dans un premier temps. C'est ainsi que la négociation pour l'établissement de la Confédération du Rhin fut fructueuse pour Talleyrand. On parla de deux millions sept cent mille francs. Cependant la démission de Talleyrand de son poste de ministre des Relations extérieures (août 1807), puis ensuite la perte de sa dignité de Grand Chambellan (janvier 1809) l'éloignèrent des affaires, et, donc, des « douceurs diplomatiques ». S'ensuivirent pour lui des difficultés d'argent aggravées par le coût de l'hébergement de la famille royale espagnole à Valençay et quelques déboires financiers (spéculation manquée, faillite de la banque Simons, ...).

Aux abois, Talleyrand obtint, en 1809, deux cent à quatre cent mille francs de l'Autriche en contrepartie d'informations sensibles. En 1810, il demanda, après le paiement de premières informations, un million cinq cent mille francs à Alexandre en lui rappelant Erfurt. Le tsar refusa, mais l'intercession d'Alexandre pour le mariage de son neveu Edmond avec la richissime Dorothee de Courlande, future duchesse de

Dino, ne fut-elle pas un cadeau, avouable celui-ci ? Jeux dangereux qui donnent une idée des difficultés dans lesquelles Talleyrand se débattait, et qui durent coûter à son amour-propre. Ces transactions ne furent-elles pas découvertes à l'époque, mais dans ce domaine rien n'est sûr ! Ces relations flirtèrent-elles avec la trahison ? Les informations livrées étaient-elles d'importance ? Quelles étaient les places respectives des deux « patriotismes », européen et national, dans l'esprit de Talleyrand, pour qui : « [...] *les vrais intérêts de la France* [ne sont] *jamais en opposition avec les vrais intérêts de l'Europe* » ? Chacun se fera sa propre opinion, mais sans oublier toutefois que Talleyrand fut toujours fidèle à ses propres convictions politiques ; et n'oublions pas non plus que : « *la trahison est une question de date.* » (Talleyrand) !

C'est finalement Napoléon, probablement pour éviter le scandale d'un haut dignitaire de l'Empire acculé à la banqueroute, qui le sauva de la ruine en 1811. Il lui



Casimir de Montrond. L'entourage financier de Talleyrand faisait preuve d'une grande discrétion. L'iconographie s'en ressent.

fit verser deux millions six cent quatre-vingt-dix-sept mille francs pour les frais d'hébergement des Espagnols à Valençay, et deux millions cent quatre-vingt mille francs pour le rachat de l'hôtel Matignon et autres biens immobiliers. Sommes énormes à comparer, par exemple, aux cinq cent mille francs que coûta à Talleyrand l'achat de l'hôtel Saint-Florentin, réalisé après ces libéralités de Napoléon.

Une anecdote rapportée par G. Lacour-Gayet et par J. Orioux, donne une bonne idée de la façon dont Napoléon appréciait les services de Talleyrand. S'adressant à Champagny, le successeur de Talleyrand au ministère des Relations extérieures, à propos de négociations en cours, Napoléon lui déclara : « Vous avez stipulé cent millions d'indemnité pour la France ; tout ira au Trésor, je le sais. Du temps de Talleyrand, nous n'en aurions peut-être pas eu soixante ; il y en aurait eu dix pour lui. Mais il y a quinze jours que tout serait fini. Concluez. » On ne sait pas comment l'impétrant reçut ces remontrances !

Sous la Restauration

Le congrès de Vienne donna à Talleyrand l'occasion de cadeaux somptueux énumérés par G. Lacour-Gayet (six millions de la part du roi de Saxe par exemple, excusez du peu ...). Mais on aurait ici presque honte d'évoquer ces « détails » quand on sait que Talleyrand y sauva la France !

La faillite de la banque Paravey en 1826 mit Talleyrand en difficulté. Il manqua de liquidités et dut engager ses tableaux en 1829. Une lettre à Mme de Vaudémont à propos des dettes d'Edmond, son neveu, citée par E. de Waresquiel, en témoigne : « *On aboutit toujours à ceci : cela s'arrangera, car M. de Talleyrand paiera. Il y a un malheur, c'est que M. de Talleyrand ne le peut pas. Il a prouvé que s'il le pouvait, il le ferait bien volontiers, mais tout a un terme ...* »

Talleyrand fit, en 1829, donation de Valençay, avec réserve d'usufruit, à Napoléon-Louis de Talleyrand-Périgord (1811-1898), son petit neveu, fils d'Eugène et de Dorothee de Dino. Saint-Florentin sera revendu un million cent quatre-vingt-un mille francs par cette dernière, légataire universelle, à James de Rothschild, peu après la mort de Talleyrand.

Conclusion

« *Voyez-vous, il ne faut jamais être pauvre. Moi, j'ai toujours été riche.* » (Talleyrand au baron de Vitrolles, sous la Restauration).

On a vu que cette affirmation mérite d'être nuancée. Talleyrand connut aussi quelques difficultés financières. Mais cette citation d'un homme âgé a le mérite de rappeler son ambition initiale sous le Directoire, ambition comblée. Pour Sainte-Beuve, par exemple : « *Monsieur de Talleyrand évaluait lui-même à soixante millions ce qu'il pouvait avoir reçu en tout des puissances grandes ou petites dans sa carrière diplomatique.* » Talleyrand réussit donc, là comme ailleurs. Cette richesse lui était sans doute indispensable pour maintenir son train de vie de grand seigneur mâtiné d'hédonisme, pour le garantir contre un revers politique que sa lucidité lui présentait comme toujours à craindre, et pour influencer sur la politique et la diplomatie, toujours dans l'intérêt de la France.

Cet appétit d'argent de Talleyrand était connu de tous, y compris de Napoléon, qui s'appuya longtemps sur lui et ne l'écarta jamais complètement ensuite. C'est donc que ses « bons offices » valaient bien ce qu'ils coûtaient ...

La gravure des plénipotentiaires de Jean-Baptiste Isabey

par **Philippe Selz**

selz8375@gmail.com

Pour illustrer son article « *Talleyrand - l'homme de la France* », publié dans *Le Courrier du Prince* n° 11 de janvier 2019, Joachim von Below-Dünnow a reproduit la fameuse gravure d'Isabey, appelée « *Le Congrès de Vienne* ». Dans son ouvrage « *Fêtes et souvenirs du Congrès de Vienne* », le comte Auguste de La Garde Chambonas fait une description assez savoureuse de la confection de cette gravure. La voici :

« Un des monuments du congrès de Vienne qui eut le privilège de réunir tous les suffrages, privilège que n'ont pas obtenu généralement les décisions de cet auguste aréopage, est l'historique du beau dessin d'Isabey, représentant une séance des plénipotentiaires. L'artiste s'occupait alors d'y mettre la dernière main : nous nous rendîmes un matin chez lui, Griffiths et moi.

Sa galerie de portraits, qui comprend les personnages célèbres de tous les pays de l'Europe, était déjà considérable. On y voyait figurer les rois, les empereurs, les ministres, les généraux, les beautés célèbres de l'époque, et surtout celles dont Vienne abondait alors, et qui venaient confier la reproduction de leurs traits à sa touche élégante et spirituelle : Napoléon, Alexandre, Metternich, Joséphine, Hortense, la princesse Bagration, l'impératrice Elisabeth, etc. Chez tous ces modèles, Isabey avait saisi avec le plus rare bonheur le caractère de la physionomie, le genre d'esprit, le type de beauté particulier à chacun d'eux.

Notre attention se porta ensuite sur ce dessin qui, sous le nom du Congrès de Vienne, rattachera celui de son auteur aux hommes illustres qu'il a retracés. Tout le monde connaît cette composition. Elle représente la salle du congrès au moment où le prince de Metternich y introduit le duc de Wellington. Lord Castlereagh est au milieu, le bras appuyé sur un fauteuil : près de lui, M. de Talleyrand est vu de face, reconnaissable entre tous à son immuable imperturbabilité. Les autres plénipotentiaires, messieurs de Nesselrode, de Humboldt, de Hardenberg, de Stackelberg, etc. sont groupés autour de la table où se signèrent les destinées de l'Europe. Chacune des figures a l'expression qui lui est propre, et leur ressemblance frappante a confirmé à cet égard



Le comte de La Garde-Chambonas, selon un dessin de C. Carbonnier repris dans une édition ultérieure de l'ouvrage.

la réputation méritée de l'artiste. Isabey a vaincu aussi une des grandes difficultés de ces oeuvres d'apparat, la froideur et le défaut d'ensemble ; avec une extrême habileté il a su donner à tous ses personnages des attitudes variées. Enfin ce qui ne devait être qu'une collection de portraits, est devenu un véritable tableau, monument pour les arts aussi bien que pour l'histoire. Dans le principe, lord Wellington ne devait pas figurer dans cette composition, puisqu'il n'arriva à Vienne qu'au mois de février 1815, et pour remplacer lord Castlereagh. Cette arrivée nécessita dans la disposition du dessin un changement important, c'est à dire l'addition d'un nouveau personnage. Ce motif lui a fait choisir le moment de l'introduction du duc, combinaison qui lui a permis de ne pas déranger les autres figures. Isabey nous expliqua avec beaucoup d'esprit et de gaieté comment le nouvel arrivant avait témoigné quelque mécontentement de se trouver ainsi relégué dans un coin du tableau, où il n'est vu que de profil. Le spirituel artiste avait calmé ce petit mouvement d'humeur en lui montrant qu'une fraise, à la mode du seizième siècle, dessinée sous ce profil, lui donnait une ressemblance

parfaite avec Henri IV. L'explication avait paru satisfaisante au général anglais. Elle lui fit oublier la malencontreuse place nécessitée par les exigences de l'art.

Un autre incident avait, dans le principe, signalé les premières démarches du peintre. Au nombre des mandataires Européens devait nécessairement figurer le baron de Humboldt, dont le nom n'a pas besoin d'éloge. On avait prévenu Isabey qu'il trouverait une grande résistance auprès de cet homme d'état, auquel on connaissait une aversion décidée à laisser faire son portrait. Il l'avait même refusé à la princesse Louise Radzivil, soeur du prince Ferdinand de Prusse. Prévenu de cette singularité et même un peu intimidé, Isabey se présente chez le diplomate. Son embarras feint ou réel augmente la bonne humeur du baron, qui, fixant sur lui ses gros yeux bleus à fleur de tête, lui répond ainsi :

« Regardez-moi bien, et convenez que la nature m'a donné un visage trop laid pour que vous n'approuviez pas la loi que je me suis faite de ne jamais dépenser un sol pour mon portrait. N'est-ce pas ? La nature rirait bien à mes dépens, si elle découvrait en moi cette sottise vanité. Elle doit voir que je reconnais le mauvais tour qu'elle m'a joué. »

Frappé de cette réponse, le peintre regarde avec stu-

péfaction la figure hétéroclite du ministre. Rappelant bientôt son esprit et sa gaité :

« Mais aussi, reprend-il, je compte bien ne demander à votre Excellence aucune récompense de la peine très-agréable que je prendrai. Je ne viens solliciter que la faveur de me donner quelques séances. »

« N'est-ce que cela ? Je vous en donnerai tant que vous voudrez. Ne vous gênez pas. Mais je ne puis renoncer à mon principe de ne rien dépenser pour ma laide figure. » Effectivement, le diplomate posa devant l'artiste autant de fois qu'il le désira. Lorsque la gravure parut, son portrait fut trouvé le plus ressemblant de tous, et souvent il disait :

« Moi, je n'ai rien payé pour mon portrait. Isabey a voulu se venger de moi. Il m'a fait ressemblant. »



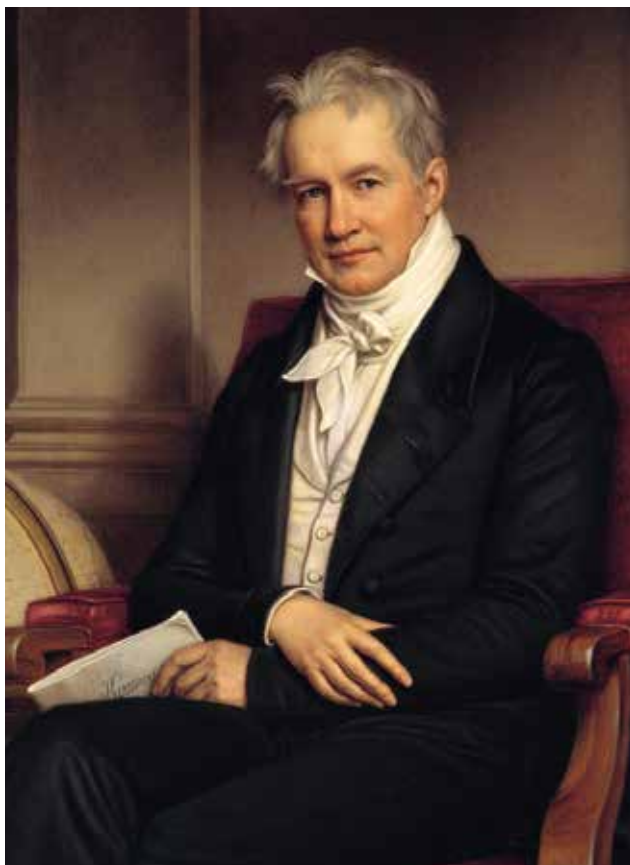
« Fêtes et souvenirs du Congrès de Vienne » par le comte Auguste de La Garde Chambonas, Paris chez A Appert éditeur 1843

Nota bene :

L'orthographe de certains noms et mots est celle du texte de 1843, non modifiée.

Comme on le sait, la mise en scène d'Isabey reflète une « séance » imaginée du Congrès de Vienne, pas une séance réelle tenue tel ou tel jour. C'est bien une galerie de portraits. Pour les non initiés, et par ordre d'apparition dans le texte, Metternich représentait l'Autriche, Wellington et Castlereagh l'Angleterre, Talleyrand la France, Nesselrode la Russie, Humboldt et Hardenberg la Prusse et Stackelberg la Russie. Au total sur la gravure d'Isabey : 23 personnages, représentant aussi, en plus des cinq pays précités, Espagne, Portugal et Suède.

Mais parmi ces 23, il en est un -n°18 Wacken ?- dont le nom sur la gravure est suivi d'un point d'interrogation car sans indication de pays. Sur la gravure, il semble lire une feuille qu'il tient en main. Serait-ce la même feuille que celle tenue par le n° 10 Palmella (Portugal) assis à la droite de Castle-reagh ? Jean-Marie Bader précise qu'il faut écrire, après Wacken (Autriche).



Wilhelm von Humboldt. L'existence d'autres portraits laisse supposer que son aversion à l'égard de cet exercice a dû s'estomper avec le temps.

Emmanuel de Las Cases, Sainte Hélène : quelques anecdotes sur Talleyrand

par Claude Beauthéac (claudebeauthéac@yahoo.fr)

En 2017, Thierry Lentz, Peter Hicks, François Houdececk, Chantal Prévot ont publié un travail collectif formidable : retrouver le manuscrit original d'Emmanuel de Las Cases de Sainte Hélène : 827 pages!

De ce pavé, je retire quelques petites histoires, datées des jeudi 11 et vendredi 12 avril 1816 :

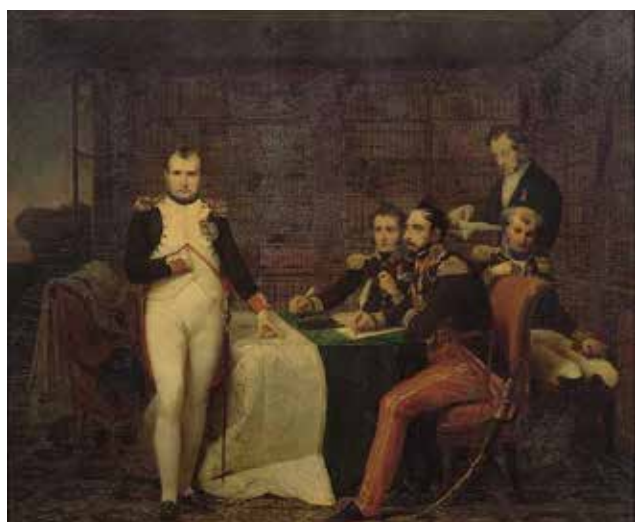
- Une actrice célèbre, Mlle Raucourt, l'avait peint, disait-on, d'une manière tout à fait neuve et piquante : « Si vous le

questionnez, c'est une boîte de fer-blanc dont vous ne tirez pas un mot ; si vous ne lui demandez rien, bientôt vous ne saurez plus comment l'arrêter. »

- Dans son intimité, il parlait volontiers et gaiement de la profession ecclésiastique. Il réprouvait un jour un air que l'on fredonnait devant lui. Il l'avait en horreur, disait-il ; il lui rappelait le temps où on le forçait de chanter au lutrin.



Longwood House, la maison de Napoléon à Sainte Hélène



Napoléon dictant ses mémoires aux généraux de Montholon et Gourgaud, en présence du général Bertrand et du marquis de Las Cases. Ecole française du XIXe siècle. Musée napoléonien de l'île d'Aix

- Une autre fois, un de ses habitués racontait durant le souper ; M de Talleyrand, préoccupé, semblait étranger à la conversation. Durant le récit, il échappa au conteur de dire : « Celui-là est un vilain drôle, c'est un prêtre marié. » M de Talleyrand, réveillé par ces paroles, saisit une cuillère, la plonge précipitamment dans le plat vis-à-vis de lui et d'un geste menaçant lui crie : « Untel, voulez-vous des épinards? » Et le narrateur de se confondre, et chacun de rire, M de Talleyrand comme les autres.

- L'Empereur, lors du Concordat, avait voulu faire M de Talleyrand cardinal et le mettre à la tête des affaires ecclésiastiques : c'était son lot, lui disait-il, il rentrait dans le giron, réhabilitait sa mémoire, fermait la bouche aux déclamateurs. M. de Talleyrand ne le voulut jamais. Son aversion pour l'état ecclésiastique était invincible.

Par ailleurs, Las Cases note ceci :

«M. de Talleyrand avait un intérieur fort doux et même attachant ; ses familiers et ses agents l'aimaient et lui étaient fort dévoués»

Source :

Thierry Lentz, Peter Hicks, François Houdececk, Chantal Prévot : *Emmanuel de Las Cases. Le Mémorial de Sainte Hélène. Le manuscrit original retrouvé*. Paris, Perrin, 2017, 827 pages, 42 €. Les citations sont reprises des pages 389-390.

Paris en 1814

Ce texte, inédit en français, est dû à Dorothy Gies Mc Guigan, une universitaire américaine autrice de travaux importants sur les archives et la correspondance de Metternich. Distanciés et non dépourvus d'humour, ils présentent l'intérêt considérable d'une mise en perspective avec le point de vue français.

Ils font la part belle au Prince de Talleyrand dans leur partie concernant la fin de la campagne de France (ci-après) et le Congrès de Vienne.

Traduction JM Bader (jeanmarie.bader@gmail.com)

Dans la capitale française, le découragement gagnait en ce rude hiver 1814, malgré les quelques victoires de Napoléon en février. Le baron de Saint Aignan avait raison : les gens aspiraient à la paix, et rien qu'à la paix. Dans un silence lourd et sans joie, les Parisiens assistaient au défilé des prisonniers russes et prussiens sur les boulevards. L'angoisse des habitants monta d'un cran quand ils apprirent que l'armée constituait des réserves de munitions et acheminait de l'artillerie vers la capitale : Napoléon avait donc l'intention de livrer bataille jusque dans la ville-même ! [...]

Peu de voitures circulaient sur les boulevards, l'ensemble des chevaux ayant été réquisitionnés. Dans les rues, on ne voyait que des vieillards, des enfants et des invalides que les blessures reçues lors des campagnes précédentes rendaient inaptes au service.

L'évolution de la situation en cette fin février, retenait toute l'attention d'un observateur redoutable. Et d'autant mieux qu'il n'avait rien d'autre à faire. Il y avait plusieurs mois déjà que Talleyrand, parlant de Napoléon, avait déclaré à la marquise de la Tour du Pin :

« *C'est un homme fini [...] un homme qui se cachera sous un lit.* »¹

- Et après ? »

C'était la question que tout le monde se posait.

Charles-Maurice de Talleyrand, apparenté à une des plus vieilles familles de la noblesse française, avait été destiné à la prêtrise en raison de son pied-bot. [...] L'ensemble de sa vie s'inscrivit en rébellion contre cette profession non choisie.

Il s'était déclaré pour la Révolution dès les premiers jours, conscient du profond besoin de réformes que connaissait la France, mais avait sauvé sa tête sous la Terreur par un exil en Angleterre puis en Amérique. Il s'y était lié avec Alexander Hamilton et le journaliste britannique William Cobett.

A son retour en France, en 1797, il avait été nommé ministre des Relations Extérieures par le Directoire, sur l'intervention d'une de ses maîtresses, et avait assuré sa

carrière en se liant très tôt à un jeune général corse qui devint rapidement Premier Consul puis Empereur.

Talleyrand avait toujours fait preuve d'un instinct de survie exceptionnel. Il avait résisté à plusieurs bouleversements et envisageait le suivant avec une parfaite équanimité. Il était, de plus, versé en diplomatie, activité à laquelle un nouveau régime ne pouvait apporter que peu de changements.

Il était tombé en disgrâce auprès de Napoléon après sa critique publique de l'aventure espagnole. [...] et Napoléon lui imposa, à ses frais, l'incarcération des Princes d'Espagne dans son château de Valençay. En lui retirant par ailleurs ses charges lucratives, le monarque avait commis l'erreur de le pousser à rechercher d'autres sources de revenus, en admettant, bien sûr, que le ministre ait eu besoin d'être encouragé à ce genre d'initiative.

Dès l'entrevue d'Erfurt, à l'automne 1808, Talleyrand avait fourni la preuve de son aptitude à jouer sur plusieurs tableaux : A titre de contrepartie aux informations capitales qu'il livrait au Tsar pendant les soirées chez la Princesse de Thurn und Taxis, il avait obtenu, pour son neveu et héritier Edmond de Talleyrand-Périgord, la main de la Princesse Dorothée de Courlande, l'une des plus riches héritières d'Europe, à laquelle l'avait mené son père naturel, le Comte Batowski, qu'il avait connu en Pologne.

Le mariage de cette jeune fille de seize ans, sous la contrainte du Tsar à qui sa mère n'avait rien à refuser, n'avait pas constitué un franc succès.

Edmond était un jeune homme de belle prestance, mais superficiel et très porté sur les jeux de hasard à gros enjeux, tendance qui s'était amplifiée depuis qu'il disposait de la fortune de sa jeune épouse. Avec Dorothée, il n'avait en commun que trois enfants conçus pendant ses brèves apparitions au domicile conjugal. La plupart du temps, il était en campagne, et depuis l'été précédent, vivait à Berlin en tant que prisonnier de guerre.



Anna Dorothea von Medem, vers 1795 par Marcello Bacciarelli

Dorothee, trop émaciée à son arrivée à Paris pour compter parmi les jolies femmes, avait acquis dans l'intervalle une beauté très particulière. Toujours mince, un teint d'ivoire, de grands yeux bleus si sombres qu'ils semblaient noirs – un bleu d'enfer, notera Sainte-Beuve – un port de tête gracieux, Dorothee, selon Rémusat, ressemblait à un bel oiseau de proie.

Un esprit vif et une conversation brillante ajoutaient encore à sa séduction.

La duchesse de Courlande avait accompagné sa fille cadette à Paris en 1809, et était tombée immédiatement sous le charme de la ville et sous celui de Talleyrand. Une tendre relation unissait depuis lors le cosmopolite sexagénaire et la duchesse à qui la quarantaine conférait une délicatesse de porcelaine.

D'une ardente bonapartiste, elle s'était muée en fervente du ministre, et passait pour la reine du « sérail » sur lequel il régnait.

A ce moment-là, suite à sa brouille avec Napoléon, Talleyrand était presque complètement exclu de la vie politique, conservant toutefois son siège au Conseil de régence et sa fonction honorifique de Vice-Grand Electeur. Napoléon, après la bataille de Leipzig, en automne 1813, avait recherché un diplomate expérimenté, susceptible de négocier au mieux avec les Alliés, et avait donc essayé de convaincre Talleyrand de reprendre le por-

tefeuille des Affaires étrangères. Talleyrand avait refusé. Rusé et spirituel, parfaite illustration du « Grand seigneur, méchant homme » mis en scène par Molière², le teint de cire, le regard hautain et le sourire narquois de celui qui comprend tout et garde ses secrets, Talleyrand, en cet hiver 1814, attendait de voir les choses évoluer.

Mais son opportunisme et le cynisme de ses calculs ne l'empêchaient pas de rester fidèle au petit cercle de ses vrais amis. Il était même étonnamment sentimental. Dans ces semaines de crise, alors que les Alliés remportaient les victoires décisives à deux jours de marche, il trouvait chaque matin le temps de rédiger un petit billet à l'attention de la duchesse de Courlande : « *Je vous aime, chère amie de toute mon âme, dans les tems durs comme dans les tems plus doux. Je vous presse contre mon cœur. Adieu* »

Ou encore « *Dans ce tems-ci, on aime mieux que jamais ceux que l'on aime. Voilà ce que je me dis tous les matins en m'éveillant et en pensant à vous, chère amie* »³.

S'il prenait un repas hors de son magnifique hôtel de la rue Saint Florentin, sur la place de la Concorde, c'était le plus souvent au domicile de la duchesse de Courlande, rue Drouot.

« *J'irai dîner tranquillement chez vous dans le silence. Le cœur et l'esprit sont bien dans votre petite chambre. Adieu, je vous aime de toute mon âme.* » lui écrivait-il. Il faisait presque quotidiennement une visite à Dorothee et à ses enfants et le soir venu, une apparition aux Tuileries, le temps d'être vu, d'échanger quelques mots polis avec l'Impératrice et de jouer une ou deux parties de cartes.

Plus tard dans la journée, Talleyrand tenait sa propre cour dans les salons superbement décorés de la rue Saint Florentin. Ces salons, et notamment celui dit « de l'aigle », constituaient « la scène qui convenait à ce brillant comédien » Installé sur un sofa, balançant son pied handicapé, Talleyrand calmait les inquiétudes de son sérail avec les nouvelles fraîches de la journée : « *Le bulletin de demain nous dira ce que nous devons croire. Cela ne sera pas probablement d'accord avec la modeste vérité : mais on nous compte pour rien, et nous devons être contents de ce que l'on nous dit.* »

Le dimanche, Talleyrand assistait fidèlement à la messe dans la chapelle des Tuileries, ce qui lui permettait de se tenir informé des derniers potins de la Cour. La fin de l'office du 16 janvier 1814 donna lieu à un dernier échange violent avec Napoléon. L'Empereur cherchait à convaincre son ex-ministre de représenter la France à Châtillon, ce que Talleyrand déclina. Napoléon se dé-

clara déçu de l'échec des négociations avec l'Espagne. Dès que Talleyrand rappela ses réserves à ce sujet, l'Empereur l'interrompit rageusement et le menaça d'emprisonnement. Les témoins de la scène étaient persuadés d'assister à la fin du Prince, mais le duc de Bassano demeura introuvable, et l'impérial courroux partit en fumée.

Le lendemain, Talleyrand écrivait à la duchesse de Courlande « *L'orage est passé, mais il faut prendre des précautions.* »

Il n'attendait pas grand-chose des négociations à Châtillon « *...les mauvais restent toujours mauvais. Quand on a fait des fautes par la tête, tout est pardonnable. Quand on a péché par le cœur, il n'y a pas de remèdes, et par conséquent pas d'excuses. [...] Ce billet est à brûler* » écrit-il.

En février, les chevaux de Talleyrand furent réquisitionnés, de même que les vaches de sa propriété de Saint-Bris, qui fournissaient la crème pour sa table et le lait pour les enfants de Dorothee.

A la nouvelle que Blücher se trouvait à deux jours de marche de Paris, et que les Autrichiens campaient à Troyes, il envoya toutes les dames de son entourage, la



La chapelle des Tuileries (reconstitution)

petite Charlotte, Dorothee et ses enfants, son épouse Catherine et un groupe d'amies, avec leurs femmes de chambres et leurs dames de compagnie, se réfugièrent dans le château de son neveu, à Rosny-sur-Seine, à quelque soixante kilomètres au nord-ouest de Paris. Bon gré, mal gré, la duchesse de Courlande se joignit à l'expédition. Avec le départ de son entourage féminin, le moral de Talleyrand chuta considérablement. « L'incertitude est quelque chose que l'esprit ne sait plus maîtriser, quand on n'est plus très jeune. » écrivait-il. Qu'allait-il arriver ? Vers la mi-février, alors que Napoléon obtenait encore quelques brillants succès, apparut un des vieux amis du Prince, Emmerich Joseph duc de Dalberg.

Natif de Mayence, le duc était le neveu de Karl Theodor de Dalberg, ancien Electeur ecclésiastique de Mayence, puis prince-primat de la Confédération du Rhin. Il connaissait bien les dames de Courlande, ayant

ramené Johanna au château familial après son escapade avec un violoniste italien. Le duc faisait partie du Corps Diplomatique français, mais se situait alors parmi les opposants à Napoléon. Il avait pris parti pour les Royalistes qui travaillaient à une restauration des Bourbons et espérait gagner Talleyrand à sa cause. Celui-ci, quoique n'ayant encore rien décidé, avait quelques bons conseils à lui donner.

« Les Alliés négocient avec celui qu'ils devraient détruire, lui dit-il. Il sera le plus malin. Quand il aura signé un traité de paix, qu'advientra-t-il de nous ? Mais une paix conclue avec Napoléon ne tiendra jamais dans la durée. » Dalberg serait-il en mesure de trouver quelqu'un de suffisamment audacieux pour traverser la zone des combats pour avertir les autorités alliées que les discussions de Châtillon étaient inutiles, et leur suggérer de marcher directement sur Paris ?⁴

Oui, Dalberg connaissait l'homme d'une telle mission. Un jeune légitimiste de ses amis, le baron de Vitrolles, ne demandait qu'à rencontrer le comte d'Artois pour lui parler du mouvement royaliste qui existait en France.

Vitrolles accepta immédiatement la dangereuse mission que lui proposait Dalberg : aller évoquer la question des Bourbons avec les Alliés. Pour cela, il devait parvenir à leur Quartier Général, ce qui supposait beaucoup de savoir-faire et de sang-froid, dans la mesure où il risquait autant, en chemin, d'être fusillé comme traître par les Français que comme espion par les Alliés.

Il avait besoin de la plus solide des accréditations, alors que Talleyrand refusait, non seulement de lui donner un écrit de sa main, mais même simplement de le rencontrer.

Il est possible que la duchesse de Courlande ait fait office d'intermédiaire. Elle connaissait bien le baron qui,



Eugène François Auguste d'Arnauld, baron de Vitrolles

dans les années 1790, avait vécu avec un groupe d'émigrés aux environs de sa propriété de Löbichau. Ce fut Dalberg, en définitive, qui établit la seule accréditation que Vitrolles fut autorisé à emporter : une chevalière de cornaline aux armes des Dalberg, et un billet à l'encre sympathique sur lequel étaient écrits

les noms de baptême de deux dames viennoises que Dalberg et Stadion⁵ avaient beaucoup connu dans leur jeunesse.

« Avec cela, vous parviendrez à Stadion » avait promis Dalberg, en lui confiant, de plus, une courte note destinée à Nesselrode. « Mais, ajouta-t-il, méfiez-vous de Metternich. Le ministre autrichien n'est pas sûr »

L'émissaire prit la diligence le matin du 6 mars, à destination de Lyon. D'après ses papiers, il était un homme d'affaires suisse qui allait visiter ses possessions françaises.

A Paris, dans les derniers jours de mars, Talleyrand, préparant sa fuite à tout hasard, expédia des vêtements et un coffre de valeurs à Rosny.

Le 24, la duchesse de Courlande revint à Paris « pour se réchauffer », déclarant qu'elle se sentait mieux à même de s'entendre avec une armée d'occupation qu'avec cinquante femmes recluses dans un château glacé à la campagne.

Comme Talleyrand l'en avait priée, elle amenait avec elle la petite Charlotte.



Johann Philipp Karl Joseph,
comte de Stadion-Thannhausen

Le prince était enchanté : « Mon ange, nous dînons ensemble, mais je vous verrai avant d'îner. Dieu, que je vous aime. Ma matinée commence exactement comme je l'aime, un billet de vous et Charlotte déjeunant sur mon lit. »

Mi-mars, la rumeur avait circulé que le duc d'Angoulême, neveu de Louis XVIII, avait fait son entrée dans Bordeaux, conquise par

Wellington, sous les vivats de la foule.

Talleyrand évaluait la situation avec calme et objectivité : Si Napoléon signait immédiatement la paix avec les Alliés, cette nouvelle n'avait aucune incidence dans la mesure où il sauverait son trône. Mais s'il poursuivait le combat, Bordeaux prendrait une importance symbolique considérable. « Brûlez ce billet » avait-il écrit à la duchesse, sachant qu'on le surveillait et qu'il arrivait à son courrier d'être ouvert par la police. La duchesse n'avait pas obéi.

Talleyrand a-t-il participé à la conspiration légitimiste de février-mars 1814 ? Il entretenait du moins des relations suivies avec les royalistes présents à Paris et avait facilité la mission de Vitrolles, que, toutefois, il ne

connaissait pas personnellement. Ce soutien indirect ne le compromettait en rien, mais lui laissait toutes les portes ouvertes.

Le prince, semble-t-il, partageait les conclusions de Metternich : Napoléon avait délibérément, par son attitude, provoqué l'échec du Congrès de Châtillon, et perdu par là sa légitimité au trône. Malgré cela, il fallait envisager l'hypothèse d'une régence, à laquelle les militaires porteraient certainement son fils. Jusqu'à fin mars, l'un à Paris et l'autre sur ses chemins, derrière les armées alliées, ne donnaient guère de chances aux Bourbons, dénués de puissance militaire et de soutien populaire.

Talleyrand, comme Metternich aussi, espérait que Napoléon serait tué dans les derniers jours de combat. Cet homme à lui seul représentait le principal obstacle à la paix. Avec sa disparition, toutes les perspectives se seraient éclaircies.

« Si l'Empereur était tué, nous aurions alors le Roi de Rome et la régence de sa mère. Les frères de l'Empereur seraient bien un obstacle à cet arrangement par l'influence qu'ils auraient la prétention d'exercer, mais cet obstacle serait facile à lever : on les forcerait à sortir de France » écrivait-il le 17 mars à la duchesse. Jamais, il n'aurait pris le risque de se découvrir à ce point avec une autre personne.

Trois jours plus tard, nouvelle lettre dans le même sens : « L'Empereur mort, la Régence satisferait tout le monde, parce que l'on nommerait un Conseil qui plairait à toutes les opinions. » Resterait à déterminer qui présiderait ce Conseil de régence, et deviendrait par là le plus proche collaborateur de l'Impératrice.

Il avait bien une idée à ce sujet...

Que Talleyrand ait envisagé la Régence et commencé, comme toujours, à en imaginer les contours, ressort d'une petite intrigue de Palais qu'il mit en œuvre dans ces moments troublés. Dorothee était une des dames d'honneur de Marie-Louise. Alors qu'elle se trouvait encore à Rosny, il s'arrangea pour qu'elle soit de service à partir du 1er avril, date qu'il prévoyait comme fin de règne pour Napoléon, que celle-ci se produise du fait d'une révolte à Paris ou par une victoire des Alliés.

Que Dorothee, sur qui il savait pouvoir compter, se trouve être, à ce moment-là, l'une des deux ou trois femmes les plus proches de l'Impératrice, était le genre de précaution dans lequel il excellait.⁶

Les Parisiens étaient partagés entre angoisse et fatalisme. La monnaie avait disparu. Les dames de la haute société, comme les épouses des maréchaux, cousaient leurs bijoux dans la doublure de leurs corsets et main-



Le château de Rosny sur Seine (état actuel)

tenaient leurs voitures attelées. Si d'aventure les cosaques et les Prussiens atteignaient Paris en premier, la ville pouvait brûler comme naguère Moscou.

Talleyrand avait tranquilisé la duchesse : « *Tant qu'elle (l'Impératrice) est ici, Paris est plus habitable qu'aucun autre endroit. Si elle partait, il faudrait s'arranger pour n'avoir point d'obstacle et partir immédiatement.* »

Le 28 mars, le Conseil de régence tint une dernière séance aux Tuileries, sous la présidence de Marie-Louise, et en présence des personnes que Napoléon avait choisies pour la conseiller : son frère Joseph, Cambacérès, Lacépède, Clarke, Savary, Champagny et Talleyrand.

La question en débat était de savoir si l'Impératrice et le Roi de Rome devaient demeurer à Paris. La majorité des présents le souhaitaient, mais Joseph lut une lettre de Napoléon qui exigeait leur départ. L'Impératrice ré-

pondit à son mari : « *Je suis sûre que cela aura un effet terrible sur le peuple de Paris.. Je me recommande à la divine Providence, persuadée que rien de bon n'en résultera.* »

Le lendemain matin, une longue colonne de voitures sortit des Tuileries sous la pluie « comme un cortège de funérailles » écrira plus tard un témoin, en direction du château de Rambouillet, au sud-ouest de la capitale. Dix grandes berlines de voyage pour l'Impératrice, son fils et leur suite, puis les carrosses du sacre, protégés par des bâches, et enfin les fourgons chargés des bijoux de la couronne, de la vaisselle de porcelaine et de vermeil et du Trésor impérial, répartis en trente-deux coffres.

Le Conseil de régence participait également à cet exode, à l'exception de Talleyrand, qui avait pris sa décision et s'apprêtait à jouer la partie suivante.

1. Georges Lacour-Gayet « Talleyrand », Paris, 1930, II, 325

2. Dom Juan

3. « Talleyrand intime, d'après sa correspondance inédite avec la duchesse de Courlande » Paris, édition non datée, 3 et 27 janv. 1814. Les premières pages de l'ouvrage ne sont pas numérotées.

4. Id 20 mars 1814, 170. Ce billet de Talleyrand qui indique avec une étonnante clarté le point de vue de son auteur à la veille de la chute de Napoléon n'a pas été acheminé par la poste, mais porté par un laquais à Rosny. Il contient des précisions à ce sujet : « C'est Macoucy qui vous porte cette lettre que vous brûlerez aussitôt que vous l'aurez lue. C'est essentiel. En général, chère amie, ne gardez point de lettres. » Fort heureusement, la duchesse ne tint aucun compte de cette demande.

5. Johann Philipp Karl Joseph, comte de Stadion-Thannhausen et Warthausen. Ministre des Affaires Etrangères de l'empire austro-hongrois à partir de 1805, il fut remplacé par Metternich en 1809. Chef de file des « faucons » il était partisan d'une ligne dure vis-à-vis de la France napoléonienne.

6. Talleyrand intime 21 mars 1814, 176. Talleyrand écrit : « Ce matin, avant le dîner, j'ai été chez Madame de Brignole qui m'a dit "Est-il vrai que vous avez demandé directement à l'impératrice que Madame de Périgord fût de service au mois d'avril ? " J'ai répondu que je n'avais fait aucune demande à l'impératrice [...] On m'a répondu à cela "On me l'a dit au Palais » Cf également 19/3 (166), 20/3 (170), 21/3 (175) et 22/3 (179).

Talleyrand, Bonaparte et l'expédition d'Égypte

par **Claude Beauthéac** (*claudebeauthéac@yahoo.fr*)

Saviez-vous que Talleyrand était dès 1797, à l'origine de la campagne d'Égypte ?

Dans son dernier livre, dès la première ligne du chapitre Ier, Jacques-Olivier Boudon est formel :

« C'est au ministre des Relations extérieures, Charles-Maurice de Talleyrand-Périgord, que l'on doit l'initiative de l'expédition d'Égypte. C'est lui qui, le premier, en donne l'inspiration au Directoire. Celle-ci s'inscrit dans le contexte de la guerre contre l'Angleterre. L'invasion des Îles Britanniques paraît improbable, d'où l'idée d'une manoeuvre de diversion en Méditerranée. Aux yeux de Talleyrand, l'expédition d'Égypte a un double objectif : elle doit, d'une part, ouvrir un front loin de l'Europe, qui obligera les Anglais à desserrer l'étreinte sur la France et, d'autre part, affaiblir le commerce britannique et s'attaquer aux relations commerciales qu'entretient l'Angleterre avec ses possessions aux Indes. L'expédition d'Égypte est aussi une entreprise coloniale, visant à s'appropriier un espace que l'on croit facile à conquérir » (page 13).

Dans son ouvrage de référence, Emmanuel de Waresquiel avait déjà montré que, sur le sujet de l'Égypte, les vues de Bonaparte et de Talleyrand étaient identiques : « L'échappée belle égyptienne » (chapitre 5, pages 241-245).

Essayons d'y voir plus clair sur la part éminente prise par Talleyrand dans cette affaire, d'autant que, dans ses Mémoires, le Prince ne cache pas qu'il souhaitait que la France ait une politique coloniale africaine (page 225). De son Quartier général de Milan, Bonaparte écrit ceci

le 16 août 1797 (29 thermidor an V) au Directoire :

« Les temps ne sont pas éloignés où nous sentirons que, pour détruire véritablement l'Angleterre, il faut nous emparer de l'Égypte. Le vaste empire ottoman, qui périt tous les jours, nous met dans l'obligation de penser de bonne heure à prendre des moyens pour conserver notre commerce du Levant » (lettre n° 1908).

Un mois plus tard, de son Quartier général de Passariano, le 13 septembre 1797 (27 fructidor an V), Bonaparte envoie une longue dépêche à Talleyrand, qui vient tout juste d'être nommé ministre des Relations extérieures (16 juillet 1797). Il lui dit que désormais la grande maxime de la République doit être de ne jamais abandonner les îles de Corfou, Zante, Céphalonie et de s'emparer de l'île de Malte.

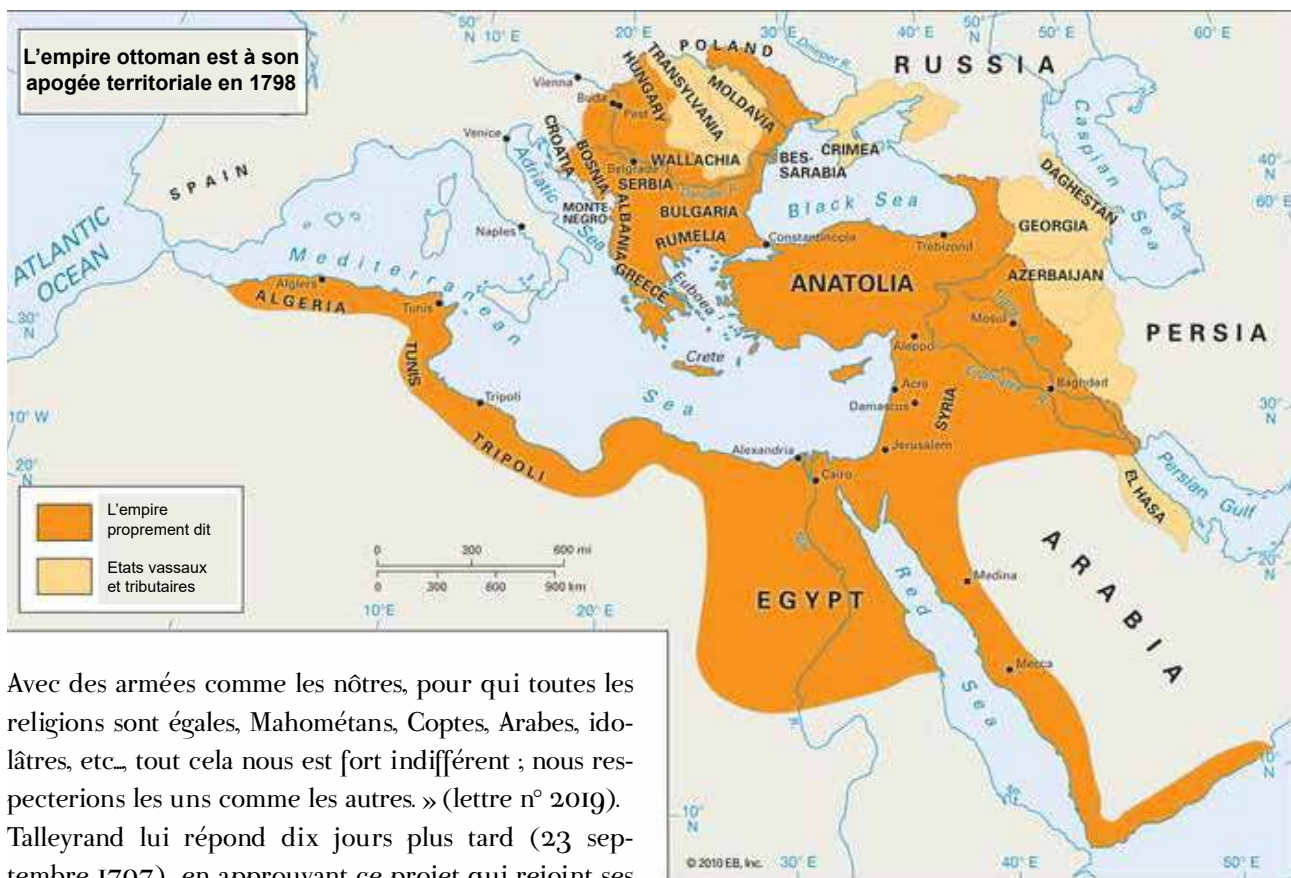
S'agissant plus particulièrement de l'Égypte, Bonaparte confirme son point de vue :

« S'il arrivait qu'à notre paix avec l'Angleterre nous fussions obligés de céder le cap de Bonne-Espérance, il faudrait nous emparer de l'Égypte. Ce pays n'a jamais appartenu à une nation européenne. Les Vénitiens seuls y ont eu une certaine prépondérance, il y a bien des siècles, mais une prépondérance précaire. L'on pourrait partir d'ici avec 25.000 hommes, escortés par huit ou dix bâtiments de ligne ou frégates vénitiennes, et s'en emparer. L'Égypte n'appartient pas au grand seigneur.

Je désirerais, citoyen ministre, que vous prissiez à Paris quelques renseignements pour me faire connaître quelle réaction aurait sur la Porte notre expédition d'Égypte.



La célèbre légende des pyramides



Avec des armées comme les nôtres, pour qui toutes les religions sont égales, Mahométans, Coptes, Arabes, idolâtres, etc., tout cela nous est fort indifférent ; nous respecterions les uns comme les autres. » (lettre n° 2019). Talleyrand lui répond dix jours plus tard (23 septembre 1797) en approuvant ce projet qui rejoint ses propres suggestions :

« L’Egypte comme colonie remplacerait bientôt les productions des Antilles et, comme chemin, nous donnerait le commerce de l’Inde. »

L’idée progresse. Le 14 février 1798, Talleyrand remet au Directoire son « Rapport sur la question d’Egypte » et il enfonce le clou :

« L’Egypte fut une province de la République romaine ; il faut qu’elle le devienne de la République française. La conquête des Romains fut l’époque de la décadence de ce beau pays ; la conquête des Français sera celle de sa prospérité. Les Romains ravirent l’Egypte à des rois illustres dans les arts, les sciences, etc ; les Français l’enlèveront aux plus affreux tyrans qui aient jamais existé.

L’ancien gouvernement de la France s’était longuement nourri du projet... mais il était trop faible pour s’y livrer. Son exécution était réservée au Directoire exécutif.

Jamais projet plus vaste et plus important dans ses résultats et cependant plus simple dans ses moyens d’exécution n’a été présenté au Directoire exécutif ; je vais le lui développer et je le supplie de me prêter toute son attention (...) »

Dès lors, les dés sont jetés. Le 05 mars 1798, le Directoire accepte le principe de l’expédition et, un mois plus tard, le 13 avril 1798, il confie à Bonaparte le commandement d’une armée d’Orient.

Ainsi, à partir du 19 mai 1798, de plusieurs ports (Toulon, Marseille, Gênes, Civita-Vecchia, Ajaccio), s’embarquent 45.000 hommes : soldats, officiers, marins, civils, savants, écrivains, artistes et employés divers.

Ainsi débutent une campagne militaire et une aventure vers un pays inconnu et mystérieux. Un choc entre deux civilisations.

Sources :

- . Jacques-Olivier Boudon : La campagne d’Egypte. Paris, Berlin, 2018, 317 pages, 24,00 euros.
- . Emmanuel de Waresquiel : Talleyrand. Le prince immobile. Paris, Fayard, 2006 (édition revue et augmentée avec des documents inédits), 856 pages, 32,00 euros.
- . Talleyrand : Mémoires et Correspondances du Prince de Talleyrand. Edition intégrale établie et présentée par Emmanuel de Waresquiel. Paris, Robert Laffont, collection Bouquins, 2007, 1577 pages, 32,00 euros.
- . Napoléon Bonaparte : Correspondance générale. Publiée par la Fondation Napoléon. Tome 1er. Les apprentissages 1784-1797. Paris, Fayard, 2004, 1461 pages, 50,00 euros.
- . André Beau, Président honoraire des «Amis de Talleyrand» : A propos de l’expédition d’Egypte. www.amis-talleyrand.org, 2018, 5 pages.
- . Albert Cans : Les idées de Talleyrand sur la politique coloniale de la France au lendemain de la Révolution. Paris, Revue d’histoire moderne et contemporaine, tome 2 N°1, 1900, pages 58-63.

Le voyage 2019 à Bratislava et Vienne

par Roland Martinet (*r.y.martinet@orange.fr*)

2009!-- 2019 ! Dix ans après le tour de la Slovaquie, notre ami Lubomir Jancok nous a proposé, à nouveau, trois jours à Bratislava, au prétexte d'un mini colloque pour lequel il a mis à contribution² l'auteur du présent compte rendu.

Notre avion atterrissant à Vienne, de potentiels participants nous ont demandé de prévoir une « option » de deux jours supplémentaires dans cette ville, en vue d'un bref aperçu pour ceux qui n'étaient pas encore venus dans la capitale autrichienne, et d'un rappel de quelques lieux emblématiques pour les connaisseurs.

Mardi 8 octobre : Premier départ de 12 participants, pour Vienne.

Installation, non loin du centre par le métro, à notre hôtel de la Schönbrunnerstrasse (tout un programme !). Puis, sous la conduite de Françoise Aubret-Ehnert, grande connaisseuse de Vienne et qui sera notre guide pour les deux jours, promenade à pied dans l'hyper-centre de la capitale des Habsbourg. Karlsplatz et sa magnifique station de métro d'Otto Wagner (1898), remontée de la Kärtnerstrasse, traversée du Ring³, passage devant l'imposant Opéra « StaatsOper »⁴, arrêt à

l'office de tourisme⁵ en face de l'Albertina⁶, l'un des 35 musées de la ville. Dîner au restaurant typique viennois le « Zum Stöger », Ramperstorffergasse.

Mercredi 9 octobre : La matinée nous mène d'abord à la cathédrale Saint Etienne (Stephansdom), sur la place éponyme. Cet édifice gothique est, depuis le début du XIVe siècle, l'un des emblèmes de la ville, et connu, à ce titre, toutes les grandes heures comme les plus sombres de la capitale impériale⁷. A l'extérieur, outre sa hauteur, son immense toiture aux tuiles colorées vernissées attire le regard⁸. Sa tour sud, « Steffi » s'élève à 137m. Celle Nord, inachevée à l'évidence, abrite une énorme cloche de 21 tonnes qui ne sonne qu'en de rares occasions. L'entrée dans la cathédrale se fait par le portail des géants, dont le style roman⁹ contraste avec le baroque du lieu. Nous aurons, entre autres, admiré la chaire de pierre ouvragée du XVe s., le retable du « Chœur de la Vierge » à gauche, et l'impressionnant tombeau de l'Empereur Frédéric III, couvert d'animaux sculptés dans le marbre rouge, et symbolisant le bien et le mal.

Nous poursuivons par l'incontournable visite-



L'ambassade de France à Vienne

assez approfondie de la crypte des Capucins (Kapuzinergruft), impressionnant lieu de sépulture de toute la famille impériale pendant plus de 3 siècles : 140 tombeaux, en étain ou plomb, des plus simples aux plus...baroques, monumentaux...pour ne pas dire plus ! 12 empereurs, 17 impératrices, dont bien sûr Marie-Thérèse, et la dernière, Zita, décédée en 1989 et 100 archiducs. A noter que selon la coutume de l'Empire, les

entrailles, séparées des corps, reposent dans les catacombes de la cathédrale St Etienne et les cœurs en l'église des Augustins. Il n'est nul autre lieu plus prégnant pour parcourir et comprendre - un peu - l'histoire des Habsbourg, d'Anne et Mathias (1618) à Charles 1er et Zita. Après un rapide repas au célèbre café Schwarzenberg, typique de la tradition des « Wiener Kaffeehäuser » avec leur « Apfelstrudel » (gâteau aux pommes), visite de l'ambassade de France, à l'angle de la place ...Schwarzenberg !¹⁰ dont la puissante statue équestre du maréchal (1857) occupe le centre.

Fait extrêmement rare, ce splendide bâtiment fut édifié (1901-1909) spécialement à cet usage, sur les plans de l'architecte français Georges Chedanne. Un chef d'œuvre du Jugendstil, remise aux voitures comprises, conçu pour la Vienne alors impériale jusque dans son fronton « Liberté Egalité Fraternité » Visite des antichambres et salons de réception, tous décorés Art Nouveau, sous la conduite d'un jeune stagiaire bien sympathique . Parmi les artistes à qui l'architecte confia les décors, signalons Majorelle à qui l'on doit le magnifique escalier et les balcons dorés à l'or fin. A noter également l'œuvre des

Viennois Frissler et Füglistner : le curieux ascenseur « Modern style » aux splendides panneaux d'acajou et vitres de cristal ! Nous aurons encore admiré les 12 tableaux « La vie et les inventions modernes » de Devambaz dans le grand salon qui porte son nom, tableaux de 1910 mais qui ne furent installés qu'en 1990. Nous aurons appris qu'il fut question récemment de vendre ce magnifique immeuble ; heureusement il n'en fut rien, et il fut restauré, à l'exception de la verrière des garages (économies!). Au détour du grand escalier déjà cité, nous eûmes l'honneur d'être salués par son Excellence Monsieur l'Ambassadeur François Saint Paul à qui nous avons remis un exemplaire des actes de notre colloque de 2015 : « 200e anniversaire du Congrès de Vienne : Talleyrand l'indispensable » A quelques pas de là, visite ensuite de l'étonnante et

Bref historique de la Slovaquie et Bratislava :

Des installations romaines sont attestées dans la région et en particulier sur les collines au-dessus du Danube (à Bratislava).

IXème siècle : édification, à Bratislava, d'une forteresse de la Grande Moravie.

Xème siècle : La Hongrie détruit la Grande Moravie et annexe la Slovaquie qui devient la « Haute Hongrie ».

XIIIème siècle : Bratislava, sous le nom de Pozsony en hongrois, acquiert le statut de Ville Royale.

1467 : Fondation de l'Université de Bratislava par Mathias Corvin.

1526 : La Slovaquie entre, avec toute la Hongrie, dans le domaine des Habsbourg.

1540 : Suite à l'invasion des Turcs, Pozsony (Bratislava) devient la capitale de la Hongrie et le siège de la Diète. Les rois de Hongrie sont couronnés dans sa cathédrale.

26 déc 1805 : Signature du traité de Presbourg (nom allemand de Bratislava), par Talleyrand pour la France, suite à la victoire de Napoléon à Austerlitz.

Avril 1815 : De Vienne, Talleyrand revient à Presbourg (Bratislava) durant le Congrès qui le charge, en compagnie de Wellington et Metternich de convaincre, en 24h, le roi de Saxe (qui avait été autorisé à séjourner là) de consentir à des cessions de territoires....en échange de la survie de son royaume!¹⁴

1848 : La diète hongroise est transférée par les Habsbourg à Budapest.

1918 : La Slovaquie devient partie du nouvel Etat de Tchécoslovaquie.

1939 : Création d'un Etat slovaque séparé, sous protectorat allemand.

1945-48 : la Slovaquie est réintégrée à la Tchécoslovaquie.

1969 : La Slovaquie obtient le statut de République fédérée dans la Tchécoslovaquie.

1990 : La Slovaquie obtient que la Tchécoslovaquie soit « République fédérative Tchèque et Slovaque ».

1992 : Préparation, entre les seuls dirigeants, d'un projet amiable et pacifique de partition Tchèque et Slovaquie.

1993 : Au 1er janvier, la Slovaquie est indépendante, suite au « Divorce de velours ».

2004 : La Slovaquie adhère à l'Union Européenne et à l'OTAN.

2007 : Le 21 décembre, entrée dans la zone Schengen.

2009 : La Slovaquie adopte l'Euro, seul pays du groupe de Visegrad, qu'elle forme avec la Pologne, la République Tchèque et la Hongrie.

Actuellement le pays, de 49 000 km², compte 5,5 millions d'habitants ; Bratislava sa capitale près de 500 000.

impressionnante église Saint Charles (Karlskirche) du début XVIIIe s.^{II}, assemblage baroque d'éléments inattendus : portique classique de temple romain, énorme dôme baroque, deux tours sans élévations (« écrasées »), et, presque accolées, deux étonnantes colonnes d'inspiration trajane ! L'Intérieur de l'église est de style baroque, sans nef. La coupole immense est décorée de fresques de Johann Michael Rottmayr, inspireur du baroque autrichien.

Enfin, au jour déjà bien tombé, le groupe a parcouru rapidement une partie du quartier de la Hofburg, palais du pouvoir ancestral de la Maison d'Autriche depuis le XVIe siècle. Une petite partie de cet immense ensemble, l'aile de Léopold, face à la statue de François 1er d'Autriche, est de nos jours, le siège de la Présidence de la République Autrichienne. Impossible de

décrire tous les bâtiments, palais, construits au fil des siècles, ni de les visiter ; il y faudrait plusieurs jours ! (2 600 pièces, salons, galeries ... pas toutes ouvertes au public !).¹²

Traversant le Ring, et nous approchant des grands musées, nous avons encore arpenté le « Maria-Theresienplatz » en contournant l'imposante statue de l'Impératrice en majesté, encadrée par deux puissants palais, actuellement Musée Historique National, et Musée des Beaux-Arts.

Après un rapide dîner à notre « quartier général » du Schwarzenbergcafé, nous avons assisté, en l'église Saint Charles splendidement illuminée, à un magnifique concert de musique classique¹³.

Jeudi 10 octobre : La majorité du groupe visite le château de Schönbrunn, le « Versailles autrichien », d'autres ayant choisi un musée, Albertina ou Sécession avec Klimt, ou encore une reprise « touristique » de la haute école d'équitation espagnole de Vienne, avec les fameux chevaux Lipizzan, dans le manège d'hiver « Winterreitschule » de 1735 à la Hofburg.

La construction du château de Schönbrunn actuel date de la toute fin du XVIIe siècle, une vingtaine d'années après le début de celui de Versailles. Il fut fort remanié au XVIIIe par Marie Thérèse en style Rococo. Ce château fut bien sûr visité par Napoléon Ier et Talleyrand en 1805, par Napoléon encore en 1809 après Wagram, et c'est en ce lieu que fut signé le traité dit de Schönbrunn, le 14 octobre 1809, mettant fin à la 5ème coalition. Talleyrand s'y rendra encore à plusieurs reprises durant le Congrès de Vienne (1814-15). Le château porte une forte empreinte de l'Empereur François-Joseph Ier (règne de 1848 à 1916, le plus long de tous les Habsbourg), qui

dernier y passa presque tous ses étés (l'hiver à la Hofburg). Nous avons parcouru les 40 salles ouvertes à la visite : riches décors surtout Rococo. Signalons en quelques-unes : appartements de l'Empereur François Joseph qui y est né, et sa chambre, assez modeste, où il est décédé. Son épouse Elisabeth (« Sissi ») s'y ennuyait nous dit-on. Appartements de Marie Thérèse dont le somptueux salon bleu, chambre dite de Napoléon où mourut son fils, le duc de Reichstadt le 22 juillet 1832, à l'âge de 21 ans, etc... C'est aussi dans ce palais que joua, enfant, Marie Antoinette et où, enfin, l'Empereur Charles Ier, der-

nier des Habsbourg à régner (1916-18), et dernier Empereur d'Autriche dut, le 11 novembre 1918 « renoncer à conduire les affaires de l'Etat »...L'Autriche devenait une République !

Les plus courageux parcoururent encore le grand parc (conçu à l'origine par le paysagiste français Jean Tréhet, et ensuite par von Hohenburg) pour atteindre la grande fontaine, monter sur la colline à la Gloriette, bâtisse à colonnes surmontée d'effigies martiales et de l'aigle impérial, d'où s'offre une vue superbe sur l'ensemble du château, et, à l'arrière-plan, sur la ville d'où émergent quelques tours, flèches et clochers.

En fin d'après-midi, tout le monde rejoint en bus l'aéroport de Vienne pour retrouver les derniers arrivés de Paris avec Lubomir et son assistante Thérèse. Un autocar, spécialement affrété, nous conduit à Bratislava distante de 60 km. Passage, sans arrêt ni contrôle (espace Schengen !) de la frontière austro-slovaque, pont sur le Danube et arrivée en ville à notre hôtel. Retrouvailles avec nos amis allemands, venus par voie terrestre de leurs montagnes du sud de Munich. Le groupe, cette fois au complet, compte 20 personnes. Dîner joyeux, non loin de l'hôtel, dans un grand restaurant – ancien couvent- du centre-ville, où Lubomir nous commente lui-même chaque plat de spécialités. Brève promenade nocturne face au château illuminé, fraîchement restauré, mais que nous n'aurons pas le temps de visiter.

Vendredi 11 octobre : Journée-conférences précédée d'une réception/visite de l'Institution « Chez Balzac » (Restaurant chic ; boulangerie/épicerie/cave françaises ; salle de conférence/concert) entièrement créée par Lubomir dans un quartier résidentiel. A no-



L'élégante salle de conférences, chez Balzac.



Le groupe dans la cour du Palais Primatial

ter que les matériels sensibles de la boulangerie, farines, beurre etc sont français, tout comme les vins, et viennent de nos plus fameux terroirs. Balzac, mais aussi Rabelais en auraient été fiers...tout comme nous-même !

Lors d'une première conférence-causerie, Madame Halouchkí, ancienne députée européenne slovaque se préparant à de hautes fonctions dans son pays, nous fit part, dans un français impeccable, de son expérience au parlement européen, notamment de l'art du compromis qui y règne pour chaque projet, loin des oppositions frontales de notre Assemblée Nationale... et notamment quant au problème général des migrations, des intégrations, du problème des cinq cent mille Roms vivant dans ce pays de cinq millions d'habitants. Lors d'une deuxième conférence, Lubomir nous présenta son directeur de thèse slovaque. Monsieur le professeur émérite Stefan Povchanic évoqua pour nous son dernier ouvrage : « Sentimentalisme et symbolisme français : histoire littéraire du XIXe siècle » et son « Histoire de la littérature slovaque » parue en français chez l'Harmattan.

Il nous fut dit que chez nous, les Romantiques n'avaient pas eu à créer une langue, juste à se battre contre les Classiques ! En Slovaquie, « Haute Hongrie » au régime « renforcé » 5 ou 6 ans avant la chute de l'Empire, les lois Apponyi stipulaient qu'il n'y avait qu'une seule langue : le hongrois ! Il fallut donc donner une langue littéraire aux Slovaques ! Et, de même après la séparation amiable d'avec les Tchèques en 1993, la Slovaquie dut tout recréer, car tout était resté à Prague : Parlement, banques, institutions diverses...dont littéraires !

Sans parler des difficultés d'édition d'ouvrages en langue slovaque vu les faibles tirages dans cette langue. Après le déjeuner, bien mérité, sur place « Chez Balzac », les exposés reprirent.

Dans la troisième intervention, Lubomir parcourut, aux sens propre et figuré, sa volumineuse thèse présentée en Sorbonne¹⁵ sur l'utilisation et l'interprétation de l'œuvre de Balzac dans les pays de l'Est et dans le bloc soviétique en particulier. Il nous fut ainsi expliqué que, de toute la culture littéraire française, Balzac¹⁶ est le plus connu, répandu, publié, battant même tous les records d'édition en URSS ! Mais, cœur de sa thèse, Lubomir précisa que le plus important n'était pas l'œuvre elle-même, mais les préfaces et postfaces, souvent abondantes, qui expliquaient comment comprendre cette œuvre. Dans les années 50, 60 et 70, les influences politiques étaient à leur comble : Les œuvres, et notamment les descriptions sociales d'alors, étaient utilisées pour vilipender la bourgeoisie et le capitalisme, citations de Karl Marx et de Lénine à l'appui. Balzac, si l'on peut s'exprimer ainsi, connut son âge d'or dans le « Réalisme critique » en 1988-89, mais disparut des rayonnages dans les années 2003-2006 en raison des changements politiques intervenus.

Une quatrième conférence, de votre serviteur, porta sur : « Talleyrand et l'Empire multinational autrichien des Habsbourg » Un article sur ce sujet est en préparation pour la prochaine édition du « Courrier du Prince »

En fin d'après-midi, une promenade en ville nous permit de nous dégourdir un peu les jambes, avec, incontournable pour nous, la visite du Palais Primatial :

Plaque commémorant la signature en ce lieu, par Talleyrand, du traité de Presbourg (26 déc 1805), photo de notre groupe dans la cour au pied de la statue de saint Georges, visite de la grande salle de réception et, privilège non prévu, (merci Lubomir !), visite de quelques salons d'apparat.

Dîner en ville dans un restaurant typique à la salle voûtée et enfin, promenade pédestre nocturne dans le vieux Bratislava et ses fortifications.

Samedi 12 octobre : Départ pour Trnava, la « Rome slovaque »¹⁷, située à 45 km au nord-est de Bratislava. Pour nous permettre de comprendre ce que nous allons voir, parfois avec étonnement, dans cette ville de taille modeste, la 7ème du pays avec 66 000 habitants actuellement, notre guide du jour, Adriana, enfant de Trnava, ancienne présidente du Pont Francophone, nous fit un bref rappel historique (encadré ci-contre). Nous sommes frappés par le nombre d'églises – 13 – restaurées avec soin, et présentant toutes des façades d'enduit blanc et des clochers aux flèches et bulbes noirs ! Notre cheminement pédestre nous conduit par la rue piétonne Hlavna, en passant devant l'église Ste Hélène, l'hôtel de ville, à la place Trojicne avec la tour de la ville (qui n'a pas de nom mais, elle aussi, porte une flèche noire !). Découverte de la colonne de la Trinité finement sculptée, des jets d'eau et du théâtre Jan Palarik. A l'Est, une rue piétonne révèle les belles façades des maisons à un étage, reflet d'un riche passé. Au loin, on aperçoit les clochers de l'église Ste Anne et de la Basilique Saint Nicolas. Une brève visite révèle trois nefs, des peintures de Josef Zanissi et Andrej Zallinger, et un hôtel de la Vierge encadré de six puissantes colonnes.

De l'autre côté de la place, le palais épiscopal, et, non loin, une colonne de la peste portant quatre statues de prélats surplombées par celle de Saint Joseph. Déjeuner au restaurant tout proche, le typique Forhaus, rue Kapitulská, puis déambulation, dans la même rue, à travers le marché du samedi : légumes, fruits, fromages (dont un stand français !) viandes et artisanat local.

Après l'église de l'Assomption, visite du musée Západoslovenské : histoire de la ville, ses coutumes, costumes locaux etc. . Nous longeons de beaux restes des fortifications de briques rouges du XIVème s. Devant deux synagogues du XIXème s., une statue commémore la deuxième guerre mondiale. Encore une église (St Joseph), toujours blanche à clocher noir ! Enfin, plus au Nord, la cathédrale St Jean Baptiste et l'Université de théologie et de philosophie, sur la place du même nom.

Tyrnau en allemand et Nagyszombat en hongrois se trouve sur la rivière Vah, affluent du Danube.

1238 : statut de Ville Royale, comme Bratislava.

1327 : Le roi de Hongrie, Charles 1er Robert d'Anjou-Sicile, y signe un traité avec le roi de Bohême, Jean de Luxembourg. Trnava est le lieu de résidence préféré de son fils, Louis 1er de Hongrie, roi de 1342 à 1382, et roi de Pologne à partir de 1370.

Le roi Louis meurt à Trnava en 1382 après avoir encore signé un traité d'amitié avec le nouveau roi de Bohême, Charles IV.

XVème siècle : émigration hongroise suite à l'avancée des Turcs. La ville prend le nom de Nagyszombat, et l'archevêché s'y installe.

1635 : Création par les jésuites de l'une des premières Universités du royaume de Hongrie.

1777 : Sur ordre de Marie Thérèse d'Autriche, l'université quitte Nagyszombat pour Buda (Pest) et l'archevêché retourne à Esztergom.

XIXème siècle : Etablissement de l'hôpital, du théâtre, des synagogues. Première voie ferrée hongroise menant à Pozsony (qui deviendra Presbourg puis Bratislava) .

2003 : Le groupe automobile français PSA y construit une grande usine, qui produit actuellement plus de 300 000 voitures par an : poumon économique de la région.

Visite du musée des Clarisses (qui furent jusqu'à cinquante) et du musée-maison du compositeur Mikulas Schneider Trnavsky, décédé en 1958 et très vénéré dans sa ville.

Retour à Bratislava et dîner dans un établissement proche de notre hôtel. L'animation est à la charge de Lubomir, son épouse et ses assistantes.

Enfin, bien agréable promenade nocturne, tous ensemble : passage devant l'Université Comenius où Lubomir fut étudiant, et final au bord du Danube avec ses berges et ses ponts éclairés.

Au revoir ému au retour à l'hôtel.

Dimanche 13 octobre : 7h départ de notre autocar pour rejoindre l'aéroport de Vienne et retour sur Paris ou Lyon, nos amis allemands restant encore un peu sur place.

Conclusion : Le lecteur aura compris que ce voyage, dense et bien court, ne pouvait constituer, surtout pour celles et ceux venus pour la première fois, qu'un aperçu des trésors que recèlent Vienne et Bratislava.

Nul doute donc que Lubomir, sa charmante épouse et ses collaboratrices francophones, que nous remercions chaleureusement, n'auront guère de peine à susciter des vocations pour un nouveau voyage dans les années à venir, dans l'esprit de paix de l'Union Européenne, qui animait déjà Talleyrand : « Tous unis dans la diversité »

Notes :

1 Compte rendu du voyage 2009 dans « Le Courrier du Prince » N°2 janv. 2010 p 14

2 Article « Talleyrand et l'Empire multinational autrichien des Habsbourg » dans le prochain numéro du « Courrier du Prince »

3 Le Ring est un grand « boulevard circulaire », très agréable à parcourir à pied, réalisé dans la deuxième moitié du XIX^{ème} siècle sur l'emplacement des anciens remparts et bastions de la vieille ville.

4 Ce « monument », symbole de « l'historicisme romantique », qui eut à sa tête des chefs aussi prestigieux que Mahler, Strauss, Böhm ou Von Karajan, est actuellement dirigé par le français Dominique Meyer.

5 Pour, entre autres, acheter la « Wien Karte » permettant d'emprunter durant 48h tous les transports publics et obtenir des réductions dans les musées.

6 Ce très célèbre musée abrite par exemple 60 000 dessins et la plus grande collection d'estampes du monde (près d'un million !)

7 La cathédrale a souffert notamment du siège ottoman de 1683 et des bombardements en 1945. Au début du XIX^{ème} s. elle aura reçu la visite de Napoléon et de Talleyrand...et au siècle suivant probablement celle de ...Hitler...

8 D'un côté, l'on y reconnaît l'aigle impérial bicéphale.

9 De l'ancienne basilique romane du XII^{ème} s. qui s'élevait en ce lieu.

10 Coïncidence ? Schwarzenberg, rappelons-le était le généralissime des armées coalisées (Autriche, Prusse et Russie) victorieuses des campagnes de 1814 et 1815 contre les armées de Napoléon.

11 Dédiée à St Charles Borromée, archevêque de Milan au XVI^{ème} s. A ne pas confondre avec le Bienheureux Empereur Charles, vénéré aussi en cette église, et qui fut le dernier empereur d'Autriche de 1916 à 1918, à la suite de son grand-oncle François-Joseph Ier décédé en pleine première guerre mondiale.

12 C'est dans la grande salle des cérémonies de la Hofburg que fut signé, le 9 juin 1815, l'acte final du Congrès de Vienne, en présence, pour la seule fois, de tous les participants au Congrès, dont Talleyrand bien sûr, plénipotentiaire à la tête de la délégation française.

13 Par le « Vienna Concert Orchestra » : quelques mouvements des quatre saisons de Vivaldi ; Requiem de Mozart ; Bach ; Symphonie N°5 de Beethoven ; Ave Maria de Schubert ; divertissement en ré majeur de Mozart. Violon solo : la virevoltante russe Alexandra Tirsu. Soprano : l'Ukrainienne Natalia Stepanska.

14 Mémoires de Talleyrand, édition annotée par de Waresquiel, p 484

15 Que certains d'entre nous avons pu rencontrer et entendre à Paris, en 2018, lors de son grand discours de membre du jury de la présentation de la thèse de Lubomir Jancok.

16 Balzac, qui rencontra une seule fois Talleyrand le 28 nov 1836 fut fort impressionné par le Prince. A Mme Hanska il écrivit : «Mr de Talleyrand est étonnant. Il a eu 2 ou 3 jets d'idées prodigieuses. » Dans « Le père Goriot » Balzac fait dire à Vautrin : « Le Prince ...a empêché le partage de la France au congrès de Vienne ; on lui doit des couronnes, on lui jette de la boue » IL cite encore Talleyrand dans « Une ténébreuse affaire »

17 « Rome slovaque » : non par les ruines romaines (il y en eut) mais parce que cette ville assez modeste recèle 13 églises gothiques et baroques !



La tour de la ville et la colonne de la Trinité à Trnava

Dans la bibliothèque

Une sélection proposée par Claude Beauthéac (claudebeauthéac@yahoo.fr)

Daniel JOUANNEAU : Dictionnaire amoureux de la Diplomatie. Paris, Plon, 2019, 903 pages, 28 euros.

Lucien BELY, Georges-Henri SOUTOU, Laurent THEIS, Maurice VAÏSSE : Dictionnaire des ministres des Affaires étrangères (1589-2004). 64 collaborateurs, 159 notices. Préface de Michel Barnier. Paris, Fayard, 2005, 606 pages, 91,50 euros.

Maurice VAÏSSE : Diplomatie française. Outils et acteurs depuis 1980. Préface de Jean-Yves Le Drian. Paris, Odile Jacob, 2018, 494 pages, 27 euros.

Claude MARTIN : La diplomatie n'est pas un dîner de gala. Paris, Nouvelles Editions de l'Aube, 2018, 946 pages, 29,90 euros.

Suzanne CITRON : Le mythe national; L'histoire de France revisitée. Préface de Laurence De Cock. Paris, Les Editions de l'Atelier, 2019 (édition revue et augmentée), 357 pages, 15,00 euros.

Thierry LENTZ : le 18 Brumaire. Paris, Tempus Perrin, 2010, 544 pages, 11 euros.

Michel BERNARD : Hiver 1814. Campagne de France. Paris, Perrin, 2019, 252 pages, 19,00 euros.

Yves BRULEY et Thierry LENTZ : Diplomaties au temps de Napoléon. Paris, CNRS, 2014, 384 pages, 22 euros.

Annie JOURDAN : Sieyès. Qu'est-ce que le Tiers Etat? Préface de Jean-Denis Bredin. Paris, Flammarion, 2018, 176 pages, 8,00 euros.

Jean-Denis BREDIN : Sieyès. Les clé de la Révolution française. Paris, Editions de Fallois, 1988, 611 pages, 2,30 euros (occasion).

Elisabeth et Robert BADINTER : Condorcet. 1742-1794. Paris, Le Livre de Poche, 1990 (édition revue et augmentée), 749 pages, 9,70 euros.

Pascal CYR : Egypte. La guerre de Bonaparte. Paris, Editions l'Harmattan, 2015, 428 pages, 39,00 euros.

Pascal CYR : Waterloo 18 juin 1815. Grouchy est-il responsable de la défaite? Paris, Lemme Editeur, 2015, 108 pages, 14,90 euros.

Gaspard GOURGAUD et Jacques MACE : Journal intégral. Paris, Perrin, La Bibliothèque de Sainte-Hélène, 2019, 860 pages, 32,00 euros.

Christian BOURDEILLE, Régis de CREPY, Jacques GARNIER, Alain GOLDCHER : LANNES 1769-1809. Maréchal de Napoléon. Colloque de Maisons Laffitte du 18 mars 2017. Paris, Soteca, 2019, 120 pages, 14,00 euros.

Christophe MORIN et Emmanuel de WARESQUIEL : Talleyrand en son château de Valençay. Paris, Editions du Patrimoine, 2019, 63 pages, 08,00 euros.

Emmanuel de WARESQUIEL : Le duc de Richelieu 1766-1822. Un sentiment en politique. Paris, Librairie Académique Perrin, 1990, 498 pages, 31,40 euros.

Emmanuel de WARESQUIEL : Talleyrand, homme des lumières (1754 -1838). Paris, Napoleonica La Revue 2010/2 n°8, pages 77 à 82.

Je souhaite adhérer à l'Association Les Amis de Talleyrand.

Je renseigne mes coordonnées :

Nom et prénom :

Adresse :

Code postal, ville et pays :

Adresse courriel :

Téléphone(s) :

J'accepte je n'accepte pas que mes nom et adresse soient diffusés dans la liste des adhérents.

Mes centres d'intérêt sont :

.....

.....

J'ai eu connaissance de l'association par

Je verse la cotisation annuelle 2019-2020 fixée à (rayer la mention inutile) :

- 38 € pour les adhérents individuels
- 50 € pour les couples
- 5 € pour les étudiants (sur présentation de la carte d'étudiant de l'année)

De la manière suivante (rayer la mention inutile) :

- par virement bancaire, sans frais pour l'Association au compte " Association Les Amis de Talleyrand "
 - IBAN : FR07 2004 1010 0605 7255 1P02 710
 - BIC : PSSTFRPLIM
- par chèque à l'ordre de " Association Les Amis de Talleyrand ", à adresser au trésorier de l'association : **M. Philip BOGAERT, 82 route de La Haye, 41120 LES MONTILS (France)**

Votre carte de membre (2 cartes, sur demande, pour les couples) vous sera envoyée à titre d'accusé de réception.

LE COURRIER DU PRINCE

Bulletin d'information de l'association
LES AMIS DE TALLEYRAND

Siège : Château de Valençay - 36600 Valençay
www.amis-talleyrand.org groupe facebook « Les Amis de Talleyrand »

Responsable de la publication : Daniel Haumont

Comité de rédaction : Anna de Bagneux, Roland Martinet, Georges Lefavre,
Alexandre Belonoschkin, Claude Beauthéac, Claude Jambart, Pierre Combaluzier,
Jean-Marie Bader

Collecte et revue des articles : Roland Martinet, Claude Jambart

Maquette et composition : Jean-Marie Bader

Parution annuelle N° 12 - janvier 2020
ISSN 2606 - 1082

La reproduction des textes est interdite sauf autorisation préalable de l'auteur.

Crédit photos : les photos ou reproductions sont fournies par les auteurs sous leur responsabilité